EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franc- et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS.....	15 fr.	18 fr.	30 fr.
6 MOIS.....	25 »	30 »	60 »
1 AN.....	40 »	50 »	100 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.

Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
Treasorier Général du Protectorat. Les paiements
 en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales
 réglementaires
 et judiciaires } La ligne de 27 lettres
 1 franc 50

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (R. O. n° 499,
 du 16 mai 1922).

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

Arrêté viziriel du 7 février 1928/14 chaabane 1346 portant remplacement de cinq membres de la commission de recensement de la taxe urbaine dans la ville de Mazagan.	573
Arrêté viziriel du 7 février 1928/14 chaabane 1346 portant remplacement de deux membres de la commission de recensement de la taxe urbaine dans la ville de Meknès.	574
Arrêté viziriel du 17 février 1928/24 chaabane 1346 ordonnant la délimitation de six immeubles collectifs situés sur le territoire des tribus Ait Meroul, Ait Ouahi et Irchlaouen (cercle des Beni M'Guild).	575
Arrêté viziriel du 23 février 1928/1 ^{er} ramadan 1346 fixant, à compter du 1 ^{er} août 1926, les nouveaux traitements du personnel des régies municipales.	576
Arrêté viziriel du 25 février 1928/3 ramadan 1346 fixant le taux des diverses indemnités de monture et de voiture pendant le premier semestre de 1928.	577
Arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, portant modifications dans l'organisation administrative de la région de Marrakech.	577
Autorisation d'association.	578
Autorisations de loterie.	578
Nomination d'un attaché au cabinet militaire.	578
Nominations dans le corps du contrôle civil.	578
Nominations et promotions dans divers services.	578
Arrêté du ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, du 16 décembre 1926, fixant le tarif des frais médicaux en matière d'accidents du travail.	579

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de concours pour le recrutement de deux conducteurs des améliorations agricoles.	584
Note du directeur général des finances relative au timbre des quittances.	584
Liste des candidats admis au concours pour l'emploi de rédacteur du 6 février 1928.	584
Examen du brevet élémentaire et du brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale).	584
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisitions n° 4644 à 4660 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 3179 et 4448 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 3179 ; Avis de clôtures de bornages n° 1175 R/3, 3181 et 3468. — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 11665 à 11702 inclus ; Extraits	

rectificatifs concernant les réquisitions n° 8965 et 10805 ; Réouvertures des délais concernant les réquisitions n° 3384, 4416 et 7391 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 6500 ; Avis de clôtures de bornages n° 5121, 5607, 6858, 7408, 7687, 7688, 8049, 8754, 9296, 9301, 9302, 9319, 9336, 9451, 9525, 9545, 9596, 9717, 9725, 10071, 10075 et 10096. — Conservation d'Oujda : Extraits de réquisitions n° 2064 à 2072 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 1509 ; Nouvel avis de clôture de bornage n° 1304, 1401, 1454, 1474, 1505, 1506, 1665 et 1743. — Conservation de Marrakech : Extraits de réquisitions n° 1640 à 1646 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 1309. — Conservation de Meknès : Extraits de réquisitions n° 1613 à 1644 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 568, 571 et 572 ; Avis de clôtures de bornages n° 360, 417, 568, 571, 572 et 818 585

Annonces et avis divers 614

PARTIE OFFICIELLE

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 7 FÉVRIER 1928 (14 chaabane 1346)

portant remplacement de cinq membres de la commission de recensement de la taxe urbaine dans la ville de Mazagan.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 7 du dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) réglementant la taxe urbaine ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 décembre 1927 (19 joumada II 1346) fixant la composition des commissions de recensement de la taxe urbaine pour la période 1928, 1929, 1930 ;

Vu l'article 3 de l'arrêté viziriel du 19 novembre 1924 (21 rebia II 1343) portant nomination des membres de la commission de recensement de la taxe urbaine de Mazagan ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de cinq de ses membres partis, décédés ou démissionnaires.

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont désignés pour faire partie de la commission de recensement de la taxe urbaine de la ville de Mazagan pour la période 1928, 1929, 1930 :

MM. Péraldi François ;
Amiel Emile ;
M'Seddock Serrini ;
Si Jaffar Tahiri ;
Abdelkader Tazi,

en remplacement de :

MM. Géreec Alain ;
Cohen Simon-Haïm ;
Si Haj Abbès Barkelil ;
Hamidon Bennani ;
Abdelmalek el Kadiri.

*Fait à Rabat, le 14 chaabane 1346.
(7 février 1928).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 février 1928.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 7 FÉVRIER 1928
(14 chaabane 1346)**

portant remplacement de deux membres de la commission de recensement de la taxe urbaine dans la ville de Meknès.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 7 du dahir du 24 juillet 1918 (15 chaoual 1336) réglementant la taxe urbaine ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 décembre 1927 (19 joumada II 1346) fixant la composition des commissions de recensement de la taxe urbaine pour la période 1928, 1929, 1930 ;

Vu l'article 3 de l'arrêté viziriel du 19 novembre 1924 (21 rebia II 1343) portant nomination des membres de la commission de recensement de la taxe urbaine de Meknès ;

Considérant que M. Laffont Albert a définitivement quitté la résidence de Meknès, et que Si Larbi bou Achrim est décédé ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont désignés pour faire partie de la commission de recensement de la taxe urbaine dans la ville de Meknès pour la période 1928, 1929, 1930 :

M. Miléo Joseph ;
Mohamed bel Mekki,

en remplacement de :

M. Laffont et de Si Larbi bou Achrim.

*Fait à Rabat, le 14 chaabane 1346,
(7 février 1928).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 février 1928.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.*

RÉQUISITION DE DÉLIMITATION

concernant six immeubles collectifs situés sur le territoire des tribus Aït Meroul, Aït Ouahi et Irchlaouen (cercle des Beni M'Guild).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES AFFAIRES INDIGÈNES,

Agissant au nom et pour le compte des collectivités Aït Sidi Yahia ou Youssef, Aït Meroul de la tribu des Aït Meroul, Aït Ouahi de la tribu des Aït Ouahi et Aït Qsou ou Haddou, Aït Yahia ou Alla de la tribu des Irchlaouen, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation des immeubles collectifs dénommés : « Ifriki », « Guerara », « Anna ou Anzoul », situés sur le territoire de la tribu des Aït Meroul ; « Adarouch et Sidi Bouthamrit », situé sur le territoire de la tribu des Aït Ouahi (Aïn Leuh, cercle des Beni M'Guild) et « Tizi N'Tmedrassine » et « Tizi N'Ourmès », situés sur le territoire de la tribu des Irchlaouen (Azrou, cercle des Beni M'Guild), consistant en terres de culture et de parcours.

Limites :

I. — « Ifriki », appartenant aux Aït Sidi Yahia ou Youssef des Aït Meroul, 400 hectares environ.

Nord, immeuble collectif « Adarouch et Sidi Bouthamrit », des Aït Ouahi ;

Est, oued Tigrigra et au delà melk des Aït Meroul ;

Sud, oued Tigrigra, oued Beth et au delà melk ou collectif des Aït Sgougou ;

Ouest, immeuble collectif « Guerara », des Aït Meroul.

II. — « Guerara », appartenant aux Aït Meroul, 3.400 hectares environ.

Nord, immeuble collectif « Adarouch et Sidi Bouthamrit », des Aït Ouahi ;

Est, immeuble collectif « Ifriki », des Aït Sidi Yahia ou Youssef ;

Sud, oued Tigrigra, oued Beth et au delà melk ou collectif des Aït Sgougou ;

Ouest, l'irzer Tamhaieht jusqu'au piton « Tamhaieht » et, au delà, collectif des Aït Abdi.

III. — « Anna ou Anzoul », appartenant aux Aït Meroul, 900 hectares environ.

Nord et ouest, oued Tigrigra et, au delà, collectif « Adarouch et Sidi Bouthamrit », des Aït Ouahi ;

Est, piste d'Assaka Ouarial à Amras passant au pied de Koudiat Taachiouin, Anna Ouanzoul, col de Tizi N'Ourioul et col de Tizi ou Hatem N'Ahmed Ould Hociné, et, au delà, melk ou collectif des Aït Meroul ;

Sud, éléments droits partant de Tizi ou Hatem N'Ahmed Ould Hocine, passant par le djebel Taoussalt pour aboutir au Tigrigra et, au delà, melk des Aït Meroul.

IV. — « Adarouch et Sidi Bouthamrit », appartenant aux Aït Ouahi, 4.000 hectares environ.

Nord, immeuble collectif « Tizi N'Tmedrassine » des Aït Qsou ou Haddou ;

Est, piste d'Assaka Ouarial à Amras jusqu'à sa rencontre avec la piste de Sidi Bouthamrit à Boulbab jusqu'à 500 mètres du Tizi N'Midrassen, et, au delà, collectif « Anna ou Anzoul » des Aït Meroul et melk ou collectif des Irchlaouen ;

Sud, collectifs « Ifriki » des Aït Sidi Yahia ou Youssef et « Guerara », des Aït Meroul ;

Ouest, de Boulbab, la limite suit le chaabat Miskran jusqu'à son confluent avec le chaabat Bou Imsirdan Koudiat Boukhoubaï, Bou Iguenmoun Tamhaieht, au delà, melk ou collectif des Guerrouan.

V. — « Tizi N'Tmedrassine », appartenant aux Aït Qsou ou Haddou, 1.525 hectares environ.

Nord, collectif « Tizi N'Ourmès », des Aït Yahia ou Alla ;

Est, ancienne piste makhzen de Khenifra, depuis un kerkour placé à environ 600 mètres au sud du chemin de Tizi N'Ourmès, jusqu'au chemin de Tizi N'Tmedrassine et, au delà, collectif « Aït Qsou ou Haddou » ;

Sud, collectif « Adarouch et Sidi Bouthamrit », des Aït Ouahi ;

Ouest, la limite suit la falaise qui surplombe l'Adarouch depuis Boulbab jusqu'à Aïn Chichaoua ; au delà, « Bled Beni M'Tir », des Aït Bou Rzuine.

VI. — « Tizi N'Ourmès », appartenant aux Aït Yahia ou Alla, 1.450 hectares environ.

Nord, chaabat « Jenb Afoud Ouzouga », de koudiat « Aqchmir el Hachia Nita el Ougreha » jusqu'à son confluent avec le chaabat « Ikherzou ou Ajar » et l'oued Adarouch, chaabat « Ikherzou ou Ajar », jusqu'à l'ancienne piste makhzen de Khénifra, au delà, melk des Aït Hammou ou Bouhou ;

Est, ancienne piste makhzen de Khénifra depuis son intersection avec le chaabat précité jusqu'au kerkour limite avec le collectif « Tizi N'Tmedrassine » des Aït Qsou ou Haddou ; au delà, collectif « Aït Yahia ou Alla » ;

Sud, collectif « Tizi N'Tmedrassine », des Aït Qsou ou Haddou ;

Ouest, la limite suit la falaise qui surplombe l'Adarouch de Aïn Chichaoua jusqu'à koudiat « Aqchmir el Hachia Nita el Ougreha » et, au delà, « Bled Beni M'Tir », des Aït Bou Rzuine.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur général des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation, dans le cas où interviendrait l'arrêté viziriel les ordonnant, commenceront le 2 mai 1928, à 9 heures, à l'angle nord-est de l'immeuble « Tizi N'Ourmès », sur la piste d'El Hajeb, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 7 février 1928.

Pour le directeur général des affaires indigènes,
Le sous-directeur,
RACT-BRANCAZ.

* * *

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 17 FÉVRIER 1928

(24 chaabane 1346)

ordonnant la délimitation de six immeubles collectifs situés sur le territoire des tribus Aït Meroul, Aït Ouahi et Irchlaouen (cercle des Beni M'Guild).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête du directeur général des affaires indigènes, en date du 7 février 1928 et tendant à fixer au 2 mai 1928, à 9 heures, les opérations de délimitation des immeubles collectifs « Ifriki », « Guerara », « Anna ou Anzoul », situés sur le territoire de la tribu des Aït Meroul ; « Adarouch et Sidi Bouthamrit », situés sur le territoire de la tribu des Aït Ouahi (Aïn Leuh, cercle des Beni M'Guild) et « Tizi N'Tmedrassine » et « Tizi N'Ourmès », situés sur le territoire de la tribu des Irchlaouen (Azrou, cercle des Beni M'Guild),

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles collectifs dénommés « Ifriki », « Guerara », « Anna ou Anzoul », situés sur le territoire de la tribu des Aït Meroul ; « Adarouch et Sidi Bouthamrit », situés sur le territoire de la tribu des Aït Ouahi (Aïn Leuh, cercle des Beni M'Guild) ; « Tizi N'Tmedrassine » et « Tizi N'Ourmès », situés sur le territoire de la tribu des Irchlaouen (Azrou, cercle des Beni M'Guild), conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

ART. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 2 mai 1928, à 9 heures, à l'angle nord-est de l'immeuble « Tizi N'Ourmès », sur la piste d'El Hajeb, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Casablanca, le 24 chaabane 1346,
(17 février 1928).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 février 1928.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 FÉVRIER 1928(1^{er} ramadan 1346)fixant, à compter du 1^{er} août 1926, les nouveaux traitements du personnel des régies municipales.**LE GRAND VIZIR,**

Vu l'arrêté viziriel du 14 avril 1926 (1^{er} chaoual 1344) modifiant, à compter du 1^{er} janvier 1925, le cadre du personnel des régies municipales, et fixant les nouveaux traitements de ce personnel ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 mai 1927 (12 kaada 1345) complétant et modifiant l'arrêté viziriel du 28 octobre 1920 (15 safar 1339) portant organisation du personnel des régies municipales,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'échelle de traitements de base du personnel des régies municipales est modifiée conformément aux dispositions ci-après :

Contrôleurs principaux

1 ^{re} classe	25.000 fr.
2 ^e classe	23.000
3 ^e classe	21.500

Contrôleurs

1 ^{re} classe	20.000 fr.
2 ^e classe	18.500
3 ^e classe	17.000

Régisseurs principaux

1 ^{re} classe	18.500 fr.
2 ^e classe	17.000
3 ^e classe	15.500

ANCIENNE SITUATION

Vérificateur principal hors classe	12.500	}
Vérificateur principal de 1 ^{re} classe	11.800	
Vérificateur principal de 2 ^e classe	11.100	}
Vérificateur principal de 3 ^e classe	10.400	
Vérificateur de 1 ^{re} classe	9.700	}
Vérificateur de 2 ^e classe	9.000	
Vérificateur de 3 ^e classe	8.300	}
Vérificateur de 4 ^e classe	7.600	
Vérificateur de 5 ^e classe	7.900	}
Vérificateur stagiaire	6.500	
Collecteur hors classe	10.000	}
Collecteur de 1 ^{re} classe	9.000	
Collecteur de 2 ^e classe	8.500	}
Collecteur de 3 ^e classe	8.000	
Collecteur de 4 ^e classe	7.500	}
Collecteur de 5 ^e classe	7.000	
Collecteur de 6 ^e classe	6.500	}
Collecteur stagiaire	6.000	

ART. 3. — Sauf en ce qui concerne les vérificateurs principaux, vérificateurs et collecteurs dont le reclassement est fixé par l'article précédent les nouveaux traitements sont attribués à chaque fonctionnaire suivant sa classe respective.

Régisseurs

1 ^{re} classe	14.000 fr.
2 ^e classe	12.800
3 ^e classe	11.600

Vérificateurs principaux

Hors classe	15.600 fr.
1 ^{re} classe	14.600
2 ^e classe	13.600
3 ^e classe	12.200

Vérificateurs

1 ^{re} classe	10.800 fr.
2 ^e classe	9.400
3 ^e classe	8.800
Stagiaires	8.000

Collecteurs

Hors classe	12.200 fr.
1 ^{re} classe	11.000
2 ^e classe	10.300
3 ^e classe	9.400
4 ^e classe	8.700
5 ^e classe	8.000
Stagiaires	7.300

ART. 2. — Le reclassement des vérificateurs principaux, vérificateurs et collecteurs est établi de la manière suivante :

NOUVELLE SITUATION

....Vérificateur principal hors classe	15.600 fr.
....Vérificateur principal de 1 ^{re} classe	14.600
....Vérificateur principal de 2 ^e classe	13.600
....Vérificateur principal de 3 ^e classe	12.200
....Vérificateur de 1 ^{re} classe	10.800
....Vérificateur de 2 ^e classe	9.400
....Vérificateur de 3 ^e classe	8.800
....Vérificateur stagiaire	8.000
....Collecteur hors classe	12.200
....Collecteur de 1 ^{re} classe	11.000
....Collecteur de 2 ^e classe	10.300
....Collecteur de 3 ^e classe	9.400
....Collecteur de 4 ^e classe	8.700
....Collecteur de 5 ^e classe	8.000
....Collecteur stagiaire	7.300

L'attribution de ces traitements est exclusive de la majoration provisoire de 12 % ; elle ne sera pas considérée comme un avancement et chaque fonctionnaire conservera dans sa classe l'ancienneté qu'il y a acquise.

Toutefois, l'ancienneté dans leur nouvelle classe des vérificateurs principaux, vérificateurs et collecteurs, dont les classes sont groupées, sera fixée ultérieurement par décision du secrétaire général prise sur l'avis de la commission d'avancement.

ART. 4. — Les améliorations de traitements résultant de l'application du présent arrêté auront leur effet à compter du 1^{er} août 1926.

Fait à Rabat, le 1^{er} ramadan 1346,
(23 février 1928).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 février 1928.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 25 FÉVRIER 1928
(3^{er} ramadan 1346)

fixant le taux des diverses indemnités de monture et de voiture pendant le premier semestre de 1928.

LE GRAND VIZIR,

Vu les arrêtés viziriels des 11 mai 1925 (17 chaoual 1343), 12 mai 1925 (18 chaoual 1343) et 24 décembre 1926 (18 joumada II 1345) sur le régime des diverses indemnités de monture et de voiture ;

Sur l'avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le taux de l'indemnité pour frais d'entretien de monture est fixé ainsi qu'il suit pour le premier semestre de l'année 1928 :

Fonctionnaires et agents français

1 ^{re} zone	1.680 fr.
2 ^e zone	1.500
3 ^e zone	1.320

Agents indigènes

1 ^{re} zone	1.380 fr.
2 ^e zone	1.200
3 ^e zone	1.080

Cette indemnité s'acquiert par sixième et le versement en est opéré tous les mois.

Les régions, localités et postes de la zone française sont répartis comme suit entre les trois zones prévues ci-dessous :

1^{re} zone : Berguent, Tendrara, Figuig, Bou Denib, Midelt, région de Marrakech, circonscription autonome de contrôle civil de Mogador, Taourirt, Camp Berteaud, El Aïoun, Debdou et Itzer.

2^e zone : Cercle d'Ouezzan, Fès, Meknès, Kénitra, Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Oujda, Taza ; postes et localités du cercle de Sefrou, des cercles Beni M'Guild, Zaïan, de la Haute-Moulouya, du territoire de Taza, de la région d'Oujda.

3^e zone : Tous les postes, localités et régions non compris dans les 1^{re} et 2^e zones.

ART. 2. — Le taux de l'indemnité d'entretien de voiture est fixé à 50 francs par mois pendant le premier semestre de l'année 1928.

ART. 3. — Le taux de l'indemnité mensuelle de logement et de monture est fixé ainsi qu'il suit pendant le premier semestre de l'année 1928 :

1 ^{re} zone	80 fr.
2 ^e zone	60
3 ^e zone	40

Les localités et postes de la zone française sont répartis comme suit entre les trois zones ci-dessous :

1^{re} zone : Fès, Meknès, Salé, Rabat, Casablanca.

2^e zone : Oujda, Taza, Ouezzan, Kénitra, Settât, Sidi Ali d'Azemmour, Mazagan, Safi, Mogador, Marrakech.

3^e zone : Tous postes et localités non énumérés dans les deux premières zones.

ART. 4. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

Fait à Rabat, le 3 ramadan 1346,
(25 février 1928).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 février 1928.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
URBAIN BLANC.

**ARRÊTÉ DU MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE
DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE
portant modifications dans l'organisation administrative
de la région de Marrakech.**

**LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ
A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE, Commandeur
de la Légion d'honneur,**

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 11 de l'arrêté n° III A. P., du 4 juin 1927, est modifié ainsi qu'il suit :

Le territoire d'Agadir comprend :

1° Sans changement.

2° Un bureau des affaires indigènes d'Agadir-ville et banlieue, contrôlant la ville d'Agadir, le pachalik d'Agadir et les tribus Ksima et Mesguina.

3° L'annexe des affaires indigènes de Tamanar, dont le siège est à Tamanar, comprenant un bureau d'annexe à Tamanar, contrôlant les tribus Ida ou Guelloul, Imgrad, Ida ou Kazzou, Ida ou Trouma, Ida ou Zemzem, Ida ou Bouzia, Aït Zelten, Aït Aïssi, Aït Tameur.

4° L'annexe des affaires indigènes de Taroudant telle qu'elle est organisée par l'arrêté n° 194 A. P., du 28 septembre 1927.

5° Sans changement.

6° Un bureau des affaires indigènes au Souk el Khemis d'Immuouzer des Ida ou Tanan, dit « Bureau des Ida ou Ta-

nan », contrôlant les tribus Ahl Tinkert, Ifesfassen, Aït Ouankrim, Aït Ouerga, Iberouten, Aït Ouazzoun.

ART. 2. — L'article 7 de l'arrêté n° 111 A. P., du 4 juin 1927, est modifié ainsi qu'il suit :

a) Sans changement.

b) Un bureau des affaires indigènes à Imintanout, contrôlant les tribus Nfifa, Hassein, Kahirat, Douirane, Demsira, Ida ou Ziki, Seksaoua, Ida ou M'Hamoud, Ida ou Zal.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté prendront effet à la date du 1^{er} février 1928.

ART. 4. — Le directeur général des affaires indigènes, le directeur général des finances et le général commandant la région de Marrakech sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 17 février 1928.

URBAIN BLANC.

AUTORISATION D'ASSOCIATION.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 20 février 1928, l'association dite : « Tennis Club de Kasba Tadla », dont le siège est à Kasba Tadla, a été autorisée.

AUTORISATIONS DE LOTERIE.

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 21 février 1928, l'association dite : « Amicale des Mutilés de la guerre résidant au Maroc », de Casablanca, a été autorisée à organiser une loterie de 50.000 billets à deux francs, dont le tirage aura lieu le 11 novembre 1928.

* * *

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 23 février 1928, l'association dite « Foot-ball Club des Roches Noires », à Casablanca, a été autorisée à organiser une loterie de 15.000 billets à un franc, dont le tirage aura lieu le 2 juin 1928.

NOMINATIONS dans le corps du contrôle civil.

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 17 février 1928, sont nommés contrôleurs civils stagiaires, à compter du 24 janvier 1928 :

MM. VERMEIL Edouard ;
ANTONA Armand ;
BUSSIÈRE Albert ;
THIVEND Claude ;
MIGNON Léon ;
MOREL-FRANCOZ Robert ;
MALPERTUY Marie-Jean.

NOMINATION d'un attaché au cabinet militaire.

Par arrêté résidentiel en date du 1^{er} février 1928, le capitaine VALLET Robert, est nommé attaché au cabinet militaire du Résident général, à compter du 1^{er} février 1928.

NOMINATIONS ET PROMOTIONS DANS DIVERS SERVICES.

Par arrêté du premier président de la cour d'appel de Rabat, en date du 6 février 1928, sont nommés, à la suite du concours du 28 mars 1927 :

Commis de 5^e classe

M. PAGANELLI Mathieu, commis stagiaire au tribunal de première instance de Marrakech, à compter du 1^{er} mai 1927 ;

M. CARBONEL Emilio-Guilhem, commis stagiaire au tribunal de paix de Mazagan, à compter du 1^{er} novembre 1927 (emplois réservés).

* * *

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 11 février 1928, M. PICOT Georges, ingénieur agronome, demeurant à Paris, ayant satisfait aux épreuves du concours des 5, 6 et 7 décembre 1927, est nommé inspecteur adjoint stagiaire d'agriculture, à compter de la veille du jour de son embarquement pour le Maroc (à défaut de candidat pensionné de guerre ou ancien combattant).

* * *

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 17 février 1928, M. BOUHELIER René, ingénieur de l'Institut agricole d'Algérie, demeurant à Oran, et M. BAUDOIN, ingénieur agronome, demeurant à Paris, ayant satisfait aux épreuves du concours des 5, 6 et 7 décembre 1927, sont nommés inspecteurs adjoints stagiaires d'agriculture, pour compter de la veille du jour de leur embarquement pour le Maroc (à défaut de candidats bénéficiaires du dahir du 30 novembre 1921).

* * *

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 20 février 1928, M. ROCHER Paul, inspecteur adjoint d'agriculture de 2^e classe, est promu à la 1^{re} classe de son grade, pour compter du 1^{er} janvier 1928.

* * *

Par arrêtés du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 8 février 1928, sont promus :

Inspecteur de l'enseignement professionnel de 1^{re} classe

M. JACQUEMET Etienne, inspecteur de l'enseignement professionnel indigène de 2^e classe, à compter du 1^{er} septembre 1927.

Instituteur du cadre des lycées et collèges de 1^{re} classe

M. JACQUET Joseph, instituteur du cadre des lycées et collèges de 2^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1927.

Instituteur du cadre des lycées et collèges de 3^e classe

M. LAMINE Léonce, instituteur du cadre des lycées et collèges de 4^e classe, à compter du 1^{er} octobre 1927.

* * *

Par arrêtés du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 8 février 1928, sont promus :

Professeur agrégé de 5^e classe

M. RICARD Robert, professeur agrégé de 6^e classe, à compter du 1^{er} juillet 1927.

Professeur chargé de cours de 5^e classe

M. GEYSSE Fulcrand, professeur chargé de cours de 6^e classe, à compter du 1^{er} juillet 1927.

Professeur chargée de cours de 4^e classe

Mlle AUMEUNIER Germaine, professeur chargée de cours de 5^e classe, à compter du 1^{er} juillet 1927.

Professeur chargée de cours de 5^e classe

Mme PERNEY Adrienne, professeur chargée de cours de 6^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1927.

Professeur adjoint chargée de cours de 3^e classe

Mme RABBE Marie-Louise, professeur adjoint chargée de cours de 4^e classe, à compter du 1^{er} juin 1927.

**ARRÊTÉ DU MINISTRE DU TRAVAIL,
DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA
PRÉVOYANCE SOCIALES DU 16 DÉCEMBRE 1926
fixant le tarif des frais médicaux en matière
d'accidents du travail (1).**

Le ministre du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales,

Vu l'article 4, alinéa 2, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, modifié par les lois des 31 mars 1905 et 6 janvier 1921, ainsi conçu :

« La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton où est survenu l'accident, conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du ministre du commerce, après avis d'une commission spéciale comprenant des représentants de syndicats de médecins et de pharmaciens, de syndicats professionnels ouvriers et patronaux, de sociétés d'assurances contre les accidents du travail et de syndicats de garantie, et qui ne pourra être modifié qu'à intervalles de six mois » ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1925 fixant le tarif des frais médicaux en matière d'accidents du travail ;

Vu l'avis de la commission du tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail ;

Sur la proposition du conseiller d'Etat, directeur du contrôle des assurances privées,

(1) Aux termes de l'arrêté viziriel du 25 janvier 1928 (Bulletin Officiel n° 797 du 31 janvier 1928, page 277), le tarif de remboursement des frais médicaux en matière d'accidents du travail applicable en zone française de l'Empire chérifien est le même que celui déterminé par l'arrêté ministériel français du 16 décembre 1926, majoré de 30 %, sous réserve de certaines dispositions énumérées à l'arrêté viziriel.

ARRÊTÉ :**Frais médicaux**

ARTICLE PREMIER. — Le prix de la visite ou de la consultation est fixé à 12 francs.

ART. 2. — Les visites faites au domicile du blessé, qui ne peut se présenter à la consultation sans inconvénient pour sa santé, donnent lieu aux indemnités de déplacement suivantes :

1^o Dans les villes de 100.000 habitants et au-dessus et leur banlieue (1), 2 francs par visite, quelle que soit la distance ;

2^o Dans les autres villes et les campagnes, 1 fr. 50 par kilomètre parcouru tant à l'aller qu'au retour pour les régions de plaine, 1 fr. 80 pour les régions de montagne. La division en régions de plaine et en régions de montagne sera faite suivant les divisions administratives existant actuellement. Les fractions inférieures ou égales à 500 mètres ne comporteront pas d'indemnité kilométrique ; les fractions supérieures à 500 mètres seront tarifées comme 1 kilomètre.

Cette indemnité s'entendra de la mairie du domicile du médecin au domicile du malade.

En principe, elle n'est due qu'autant que le médecin et le blessé habitent deux communes différentes, sauf l'exception ci-après :

Lorsque le blessé et le médecin habitent deux agglomérations ou hameaux différents situés sur le territoire d'une même commune et que la distance entre le domicile du médecin et celui du blessé est supérieure à 1 kilomètre, l'indemnité kilométrique est décomptée, par dérogation au paragraphe ci-dessus, d'après la distance qui sépare les deux domiciles considérés.

Cette indemnité ne pourra toutefois excéder l'indemnité attribuable au médecin le plus rapproché.

Lorsque le médecin utilise son passage dans la résidence du blessé sans se déplacer exclusivement pour lui, il n'a droit qu'à l'indemnité kilométrique correspondant au parcours supplémentaire nécessaire spécialement par la visite audit blessé.

L'indemnité kilométrique sera applicable au spécialiste appelé en consultation, mais elle ne saurait excéder l'indemnité attribuable au spécialiste de même catégorie le plus rapproché.

ART. 3. — Le prix de la visite est augmenté de 50 % :

1^o Lorsqu'elle doit avoir lieu à une heure fixe, dans les cas prévus par le cinquième alinéa de l'article 4 de la loi du 31 mars 1905 modifiant celle du 9 avril 1898 ;

2^o Lorsqu'elle est nécessitée par un cas urgent les dimanches et jours fériés.

Lorsque plusieurs des visites susvisées auront lieu au cours d'un même rendez-vous, le prix de la première sera seul majoré de 50 %.

ART. 4. — Le prix de la visite ou de la consultation est triplé lorsque, dans les cas graves et pressants, elle a lieu entre vingt et une heures et six heures.

ART. 5. — Lorsque, dans des cas graves et pressants, un confrère doit être appelé en consultation, le prix de la consultation équivaudra au prix de trois visites ou consultations, tant pour le médecin traitant que pour le médecin appelé en consultation. Le tarif kilométrique sera appliqué en plus, s'il y a lieu.

ART. 6. — Lorsque la visite doit être suivie d'une surveillance prolongée dans l'éventualité de complications menaçant la vie, chaque demi-heure de surveillance équivaut à une visite en plus, dans la limite d'un maximum de cinq visites.

ART. 7. — Lorsque, au cours du traitement, le médecin traitant estime nécessaire soit la consultation, la visite ou toute intervention d'un spécialiste, soit une série de plus de cinq interventions à tarif spécial, il doit en donner avis préalable, par lettre recommandée, au patron ou à son assureur substitué ; dans les cas d'urgence, la notification devra être faite aussitôt après la consultation, la visite ou l'intervention du spécialiste, ou après la première des interventions susvisées (2).

(1) La banlieue de Paris comprend le département de la Seine et les cantons suivants du département de Seine-et-Oise :

Arrondissement de Versailles : les cantons de Versailles, Argenteuil, Maisons-Laffitte, Marly-le-Roi, Saint-Germain-en-Laye, Sèvres.

Arrondissement de Pontoise : les cantons d'Aulnay-sous-Bois, Montmorency, le Raincy.

La banlieue des villes de 100.000 habitants et au-dessus comprend les communes situées en totalité ou pour la partie la plus importante de l'agglomération dans un périmètre de 2 kilomètres à partir de la limite administrative des dites villes.

(2) Cet avis préalable s'impose également à tout spécialiste ayant à pratiquer une série de plus de cinq interventions à tarif spécial ; il n'agit plus alors, en effet, comme médecin consultant ou opérateur, mais devient lui-même un médecin traitant.

ART. 8. — Le prix des actes opératoires faits la nuit, en cas d'urgence, sera majoré de 25 % tant pour le chirurgien que pour les aides ou l'anesthésiste.

ART. 9. — Aucune opération mutilante ou de grande chirurgie ne pourra être décidée, sauf le cas d'urgence, qu'après avis, par lettre recommandée, du médecin traitant au médecin du chef d'entreprise ou de son assureur substitué.

En cas de divergence, on recourra à l'avis d'un troisième médecin, choisi d'accord avec le blessé, le médecin traitant et le médecin du chef d'entreprise ou de son assureur substitué.

Dans les cas urgents, le médecin traitant décide, puis avise aussitôt le patron ou son assureur substitué de l'opération effectuée et des causes de l'urgence.

ART. 10. — Le tarif de l'opération ne comprend que le tarif de l'acte opératoire et non les visites, consultations ou interventions consécutives à cet acte.

ART. 11. — Pour les interventions de grande chirurgie, la rémunération de tout aide (docteur en médecine ou officier de santé) est fixée à 50 francs pour l'aide (deux aides au maximum) et à 50 francs pour l'anesthésiste.

ART. 12. — L'anesthésie locale est comprise dans tous les prix du présent tarif.

Pour toutes les opérations qui comporteront l'anesthésie générale ou régionale, des honoraires sont prévus pour un médecin anesthésiste.

La rémunération de l'anesthésiste est fixée à 50 francs, plus l'indemnité kilométrique, s'il y a lieu (1).

ART. 13. — Ce tarif ne comporte pas le cumul de la visite avec un acte opératoire quelconque.

Chaque opération est tarifée à part, sans adjonction d'un prix de visite (2).

ART. 14. — Dans le cas de blessures multiples, hors le cas prévu de pansements sur un même segment de membre (3), les soins donnés sont tarifés pour chacun des pansements ou chacune des interventions. Exemple : une fracture de jambe et une fracture de bras ; fracture de l'avant-bras, fracture du bras ; luxation de la hanche, fracture du bras, etc.

ART. 15. — Les soins médicaux et opérations de petite et de grande chirurgie sont tarifés ainsi que suit.

Les soins qui font l'objet des tarifs de chirurgie ou de spécialité, s'ils sont donnés par des médecins praticiens, en ce qui concerne la pratique courante, seront rémunérés au tarif où ils sont inscrits dans chacune des catégories techniques.

ARTICLE 16

Tarif médical de pratique courante

Visite ou consultation avec ou sans pansement, massage, pointes de feu, ventouses, injections hypodermiques, examen au spéculum sans pansement intra-utérin.....	12 »
Examen au spéculum avec pansement intra-utérin.....	15 »
Epistaxis, tamponnement postérieur des fosses nasales.....	30 »
Injection de sérum physiologique.....	20 »
Injection intra-veineuse médicamenteuse autre que le novarsénobenzol.....	20 »
Injection intra-veineuse de sérum physiologique.....	25 »
Injection intra-veineuse de novarsénobenzol :	
La première.....	40 »
Les suivantes.....	30 »
Injection sous-cutanée de sérum anti-toxique.....	20 »
Prise de sang pour Wassermann ou analogues.....	20 »
Ponction lombaire.....	40 »
Ponction du genou au trocart ou bistouri.....	60 »

(1) Il n'y a anesthésie « régionale » que dans le cas où l'anesthésie est pratiquée sur les troncs nerveux d'une région : par exemple, l'anesthésie pratiquée à la racine d'un doigt ne saurait être considérée comme régionale. L'anesthésie, fût-elle générale ou régionale, les honoraires ne sont dus que dans le cas où cette anesthésie est pratiquée par un second médecin.

(2) On peut cumuler les honoraires afférents à chaque intervention faisant l'objet d'une tarification spéciale (par exemple : points de suture et injection antitétanique) sans adjonction, bien entendu, d'un prix de visite (art. 13 et 14 combinés du tarif).

(3) Le membre supérieur doit être considéré comme comprenant trois segments : bras, avant-bras, main ; et le membre inférieur, trois segments : cuisse, jambe, pied. Les articulations des membres (épaule, coude, poignet, hanche, genou, coude-pied) ne constituent pas un segment de membre, mais ne sont que l'extrémité supérieure ou inférieure du segment du membre lésé.

Ponction d'ascite.....	40 »
Ponction de la plèvre évacuatrice.....	50 »
Ponction de la plèvre avec injection d'azote :	
La première.....	200 »
Les autres.....	100 »
Saignée.....	40 »
Traitement de l'asphyxie (avec tractions rythmées de la langue, respiration artificielle, etc., sans cumul avec les dispositions de l'article 6 ci-dessus).....	50 »

ARTICLE 17

Tarif chirurgical

Suture simple (un ou deux points).....	15 »
Réunion par sutures multiples.....	25 »
Régularisation, épiluchage et suture (1) d'une plaie contuse superficielle ou d'une petite plaie de la main et du pied.....	40 »
Régularisation, épiluchage et suture d'une plaie contuse, étendue et profonde.....	100 »
Pansements multiples sur un même segment de membre ou sur une partie du corps très voisine (autre que doigts et orteils en cas de plaies superficielles).....	15 »
Suture des tendons extenseurs des doigts ou des orteils.....	50 »
Suture des tendons fléchisseurs des doigts ou des orteils, ainsi que des tendons superficiels du poignet et des tendons du cou-de-pied.....	150 »
Suture des tendons profonds du poignet, suture des nerfs.....	300 »
Hémostase par ligature ou pince à demeure au fond d'une plaie.....	40 »
Ligature d'artères :	
Radiale, cubitale, humérale, faciale, temporale.....	75 »
Arcades palmaires et plantaires.....	125 »
Tibiale, péronière, poplitée, axillaire.....	150 »
Fémorale, sous-clavière.....	200 »
Carotide et iliaque externe.....	250 »
Ouverture d'abcès superficiels et d'hygroma suppuré.....	20 »
Ouverture d'un panari de la gaine.....	35 »
Abcès sus-aponévrotique de la paume de la main.....	35 »
Incision, contre-ouverture et drainage d'un phlegmon sous-aponévrotique de la paume de la main.....	100 »
Abcès profonds non viscéraux.....	100 »
Ponction de la vaginale.....	30 »
Ponction de la vaginale avec injection modificatrice.....	60 »
Greffes épidermiques Reverdin.....	30 »
Greffes épidermiques Thiersch.....	80 »

ARTICLE 18

Fractures

Réduction et contention

Doigt, orteil, métacarpien, métatarsien, côtes, omoplate, sternum.....	20 »
Doigt ou métacarpien avec appareillage d'extension continue.....	50 »
Clavicule.....	50 »
Maxillaire inférieur, non opéré.....	30 »
Maxillaire inférieur, compliqué avec opération ou prothèse de contention non définitive, y compris la pose de l'appareil définitif, mais non sa fourniture.....	400 »
Rotule, non opérée.....	60 »
Membre supérieur :	
Un seul os de l'avant-bras.....	60 »
Extrémité inférieure du radius.....	80 »
Deux os de l'avant-bras.....	120 »
Humérus.....	120 »
Jambe :	
Péroné.....	25 »
Tibia ou deux os de la jambe ; fracture de Dupuytren.....	150 »
Fémur.....	150 »

(1) Par ces expressions, il faut entendre une opération nécessitant habituellement une anesthésie générale ou régionale (art. 12 du tarif) et qui comporte le nettoyage de la plaie, la régularisation au bistouri ou aux ciseaux, l'excision de tous les tissus morts ou voués à la mortification, l'hémostase et la suture. Pareille opération a pour but de transformer une plaie contuse en une plaie bordée de tissus vivants et de chercher, par la suture primitive, une réunion par première intention.

Opérations sanglantes

Régularisation, débridement, épiluchage d'un foyer de fracture ouverte avec réduction de la fracture (prix ci-dessus majorés de 100 %, avec maximum de 600 fr.)	
Ostéosynthèse, olécrâne, clavicule.....	200 »
Rotules	300 »
Os longs des membres.....	400 »
Toute répétition d'appareils plâtrés ou silicatés des grands segments de membres (1).....	50 »

ARTICLE 19

Luxations

Réduction des luxations cédant aux méthodes non sanglantes

Phalange, orteil	25 »
Pouce, maxillaire	50 »
Epaule	75 »
Coude, rotule	100 »
Cou-de-pied, pied	400 »
Genou	200 »
Hanche	250 »

Réduction des luxations par la méthode sanglante

Doigts	75 »
Pouce	100 »
Clavicule	150 »
Coude, épaule, rotule.....	200 »
Cou-de-pied, pied	400 »
Hanche	500 »

Arthrotomie

Doigts	35 »
Poignet, coude, cou-de-pied.....	150 »
Hanche, épaule	250 »
Genou	300 »

ARTICLE 20

Amputations et désarticulations

D'un doigt ou d'un orteil :	
Partielle	50 »
Totale (2)	75 »
Avec métacarpien	125 »
De deux ou plusieurs doigts ou orteils :	
Partielle	100 »
Totale (2)	150 »
Avec métacarpien	200 »
Amputation de l'avant-bras, bras, jambe.....	300 »
Amputation de la cuisse.....	400 »

Désarticulation et résections correspondantes

Poignet, coude, tibio-tarsienne	300 »
Genou, Lisfranc, Chopart	400 »
Epaule, hanche	500 »

ARTICLE 21

Opérations diverses

Empyème :	
Sans résections costales.....	100 »
Avec résections costales.....	200 »
Opération d'Estlander	400 »
Trépanation simple	200 »
Trépanation avec ouverture de la dure-mère.....	600 »
Taxis	30 »
Kélotomie ou cure radicale.....	350 »
Laparotomie :	
Exploratrice	300 »
Avec intervention sur organes abdominaux.....	600 »
Accouchements d'origine traumatique sans complications...	200 »

(1) Ce qui comprend les soins d'urgence donnés, dans ces cas, par le médecin et la pose de l'appareil provisoire en vue d'une réduction ultérieure par un autre médecin.

(2) L'amputation est totale, lorsque le doigt est enlevé avec ou sans tête du métacarpien adjacent.

Périnéorrhaphie immédiate.....	100 »
Périnéorrhaphie après cicatrisation avec évidement et suture profonde	300 »
Curetage utérin	100 »

ARTICLE 22

Tarif des opérations d'urologie

Cathétérisme répété :	
Le premier.....	15 »
Les autres.....	12 »
Dilatation simple (bougie ou béniqué).....	15 »
Dilatation électrolytique	30 »
Lavage de la vessie, y compris le cathétérisme :	
Le premier.....	25 »
Les autres.....	20 »
Cystoscopie d'exploration.....	50 »
Cathétérisme de l'urètre.....	100 »
Uréthrotomie interne.....	150 »
Uréthrotomie externe.....	400 »
Castration	300 »
Amputation de la verge.....	300 »
Restauration de l'urètre.....	400 »
Opération sur le rein après blessure ou déchirure de l'organe.....	600 »

ARTICLE 23

Tarif des otorhinolaryngologistes

Consultations comprenant : cathétérisme de la trompe, badigeon rétro-pharyngien, cautérisation, pointes de feu....	15 »
Naso-pharynx et pharynx	
Ablation de la luette.....	60 »
Suture du voile du palais.....	200 »
Urano-staphylorrhaphie	500 »

Nez et sinus

Epistaxis nécessitant l'intervention d'un spécialiste.....	50 »
Corps étrangers des fosses nasales.....	30 »
Cornéotomie	120 »
Crête de la cloison.....	100 »
Ponction exploratrice du sinus maxillaire.....	30 »
Trépanation du sinus maxillaire.....	300 »
Trépanation du sinus frontal.....	300 »
Opération fronto-maxillaire.....	400 »

Oreilles

Corps étrangers simples.....	30 »
Abcès profond du conduit auditif externe nécessitant l'intervention du spécialiste.....	30 »
Opération sanglante avec décollement du pavillon.....	150 »
Paracentèse d'un tympan.....	60 »
Ablation des osselets par voie naturelle.....	200 »
Trépanation simple de la mastoïde.....	400 »
Evidement péro-mastoïdien	500 »
Examen labyrinthique avec rapport.....	80 »

Larynx, œsophage, trachée, bronches.

Galvano-cautérisation du larynx :	
La première séance.....	50 »
Les autres.....	25 »
Tubage	200 »
Trachéotomie	300 »
Laryngotomie	500 »
Laryngectomie	600 »
Oesophagoscopie	100 »

Corps étrangers à l'œsophage

Panier de Graeffe.....	50 »
Oesophagoscopie avec extraction.....	200 »
Oesophagoscopie externe	500 »

Corps étrangers du larynx

Bronchoscopie supérieure.....	200 »
Bronchoscopie inférieure, trachéotomie comprise	500 »

ARTICLE 24

Tarif de kinésithérapie

Séance de massage et de mobilisation ou de mécanothérapie ou d'air chaud nécessitant l'intervention d'un spécialiste kinésithérapeute. Par séance, au cabinet du médecin ou au domicile du malade.....	12 »
--	------

ARTICLE 25

Tarif de stomatologie

Consultation ou visite	12 »
Extraction d'une dent avec anesthésie.....	12 »
Esquillement	15 »

ARTICLE 26

Tarif des électro-radiologistes et radiothérapeutes

I. — Radiographie.

Un ou plusieurs doigts ou orteils (face et profil).....	25 »
Main (face ou profil).....	40 »
Main (de face et de profil).....	50 »
Poignet (face ou profil).....	40 »
Poignet (de face et de profil).....	50 »
Avant-bras (face ou profil).....	40 »
Avant-bras (de face et de profil).....	60 »
Coude (face ou profil).....	50 »
Coude (de face et de profil).....	75 »
Diaphyse humérale (face ou profil).....	50 »
Diaphyse humérale (de face et de profil).....	75 »
Epaule (de face) ou clavicule.....	75 »
Epaule (de profil).....	120 »
Crâne (face ou profil).....	100 »
Crâne (de face et de profil).....	150 »
Maxillaire inférieur	80 »
Hémi-thorax (côtes ou omoplate).....	100 »

Dents (méthode intra-buccale) :	
Première plaque	40 »
Chaque plaque supplémentaire	20 »
Pied (face ou profil).....	40 »
Pied (de face et de profil).....	50 »
Cou-de-pied (face ou profil).....	50 »
Cou-de-pied (de face et de profil).....	60 »
Jambe (face ou profil).....	50 »
Jambe (de face et de profil).....	60 »
Genou (face ou profil).....	60 »
Genou (de face et de profil).....	90 »
Diaphyse fémorale (face ou profil).....	60 »
Diaphyse fémorale (de face et de profil).....	90 »
Hanche	90 »
Hanche (de profil)	120 »
Rachis cervical (face ou profil).....	80 »
Rachis cervical (de face et de profil).....	120 »
Rachis dorsal ou lombaire (face ou profil).....	100 »
Rachis dorsal ou lombaire (de face et de profil).....	200 »
Rachis en entier (face ou profil).....	200 »
Rachis en entier (de face et de profil).....	300 »
Sacrum	100 »
Bassin	120 »

II. — Examens radioscopiques pour localisation de corps étrangers.

Membre	50 »
Tête	60 »
Thorax	60 »
Abdomen	60 »

III. — Radiologie des viscères.

Poumons, examen à l'écran	60 »
Avec calque	80 »
Avec une radiographie	120 »
Cœur, aorte, examen à l'écran.....	60 »
Avec calque	90 »
Avec une téléradiographie	120 »
Avec deux téléradiographies	200 »
Œsophage ou estomac, examen à l'écran.....	60 »
Avec calque	80 »
Avec une radiographie	120 »

Estomac, avec étude de l'évacuation, quel que soit le nombre des séances :

Examen à l'écran.....	120 »
Avec calque	150 »
Avec radiographie	200 »

Intestin (lavement opaque) :

Examen à l'écran	100 »
Avec calque	120 »
Avec radiographie	150 »

Intestin (après repas opaque pour l'étude de l'évacuation), quel que soit le nombre des séances :

Examen à l'écran	120 »
Avec calque	150 »
Avec radiographie	200 »

Tube digestif complet, examen à l'écran.....

Avec calque	240 »
Avec radiographie	300 »

Foie (après préparations spéciales) :

Examen à l'écran	80 »
Avec calque	100 »
Avec une radiographie	120 »

Appareil urinaire :

Vessie	100 »
Un rein	100 »
Deux reins	150 »
Un uretère.....	100 »
Deux uretères	150 »
Un rein, un uretère, la vessie.....	200 »
Le système complet.....	300 »

IV. — Radiographies stéréoscopiques.

Le double d'un cliché ordinaire.

V. — Electrodiagnostic (1).

Examen électrodiagnostic avec rapport sur cet examen seul. 40 »
Ce prix comprend l'examen du membre blessé et la comparaison avec le membre sain ou l'examen des deux membres semblables ou l'examen de la face.

Ce prix sera doublé s'il est nécessaire d'examiner un bras (ou les deux bras) et la face ; une jambe (ou les deux jambes) et la face ; un bras (ou les deux bras) et une jambe (ou les deux jambes). Il sera triplé s'il fallait examiner le sujet tout entier.

VI. — Electrothérapie et radiothérapie (2).

Radiothérapie (au domicile du médecin), par chaque irradiation d'un champ..... 30 »

Traitement électrique, par un spécialiste, quel que soit le nombre des séances à son cabinet, chaque..... 12 »

Ce prix sera augmenté de 6 francs si l'on est obligé de soigner séparément deux régions différentes, de 12 francs pour trois régions, etc. (3).

Traitement électrique au domicile du blessé : les prix ci-dessus, plus une indemnité de déplacement de..... 8 »

Traitement comprenant l'électrisation complète du corps (électricité statique, courants de Morton, haute fréquence); traitement par air chaud, lumière, ionisation. Chaque.. 15 »

Electrolyse de l'œsophage..... 150 »

Lavement électrique au domicile du malade..... 200 »

(Les frais et honoraires prévus au paragraphes I^{er} à VI ci-dessus doivent être majorés de 50 %.)

VII. — Observations.

Si la région à radiographier est entourée d'un appareil plâtré, il sera perçu une somme de 20 francs en rémunération de l'augmenta-

(1) Il ne pourra être procédé à tout acte d'électrodiagnostic, d'électrothérapie ou de radiothérapie, ou à toute séance d'air chaud, de lumière ou d'ionisation par le médecin électrologiste ou radiothérapeute qu'après avis conforme du médecin traitant et du médecin du chef d'entreprise ou de son assureur substitué. Le rapport d'un électrodiagnostic doit être fait en double exemplaire : l'un destiné au blessé l'autre destiné au médecin du chef d'entreprise ou de son assureur substitué.

(2) Voir *suprà* V. Electrodiagnostic.

(3) On entendra par régions différentes : 1° la face et le cou ; 2° les membres supérieurs ; 3° le tronc ; 4° les membres inférieurs.

tion de la durée de la radiographie et de la difficulté d'obtenir un bon cliché dès la première pose.

Ces prix s'entendent pour un seul cliché de la région et deux épreuves. Chaque épreuve en plus sera comptée : 18/24, 7 fr. 50 ; 24/30, 10 francs ; 30/40, 12 francs.

Toutes autres radiographies de la même région, prises le même jour dans une autre position, seront comptées chacune seulement 75 % du prix d'une seule pose. De même, la radiographie de la même région du côté sain, si elle était nécessaire pour comparaison, serait comptée seulement à 75 %.

L'exploration radiologique doit être prescrite par le médecin traitant, d'accord avec le médecin du chef d'entreprise ou de son assureur substitué, sauf les cas d'extrême urgence (1) ; dans ces derniers cas, le chef d'entreprise ou son assureur substitué sera prévenu sans délai par le médecin traitant. Il en sera de même si la radiographie du côté sain devenait nécessaire. En cas de divergence, il sera procédé conformément à l'article 9 ci-dessus.

Le médecin radiologiste devra fournir pour les prix ci-dessus indiqués deux exemplaires des épreuves datées et signées par lui avec le nom du blessé et avec leur commentaire détaillé, l'une pour le patron ou son assureur, l'autre pour le blessé.

Toute application radiologique, au domicile du malade, sera tarifée : 1° le prix ordinaire de ou des examens ; 2° une indemnité de déplacement de 50 francs ; 3° le taux du prix de location des appareils au jour de l'examen ; 4° lorsque le malade habite en dehors de la ville où demeure le médecin, un supplément d'indemnité, basé sur la distance kilométrique calculée au tarif ci-dessus.

ARTICLE 27

Tarif des oculistes

Par dérogation à l'article 15, alinéa 2, ci-dessus, le prix de la consultation, lorsqu'elle est donnée par les seuls médecins oculistes spécialisés, est fixé à 15 francs la première, et 12 francs les autres.

Le prix comprend la mise en œuvre des instruments usuels de diagnostic spécial, le pansement, les lavages et les instillations de collyre.

Opérations d'oculistique

A. — Extraction d'un corps étranger superficiel de la cornée, de la conjonctive ou sous-palpébral, sans complication, qu'il y ait ou non interruption de travail, y compris consultation, examen, anesthésie par instillation, pansement : 15 francs.

Extraction d'un corps étranger profondément implanté ou multiplié, sans complication, qu'il y ait ou non interruption de travail, y compris consultation, examen, anesthésie par instillation, pansement : 20 francs.

B. — Opérations simples de petite chirurgie à 20 francs, telles que :

- Cathétérisme ou irrigation des voies lacrymales.
- Injection sous-conjonctivale.
- Ouverture d'abcès superficiel de la région palpébrale.
- Ouverture du sac lacrymal (Stilling) ou phlegmon du sac.
- Suture de plaie simple (un ou deux points).
- Pansement de vastes plaies de la région orbito-faciale.
- Chauffage par l'air chaud. Pulvérisation.

C. — Opérations de moyenne importance à 100 francs, telles que :

- Péritomie, canthoplastie.
- Parentérose, kératotomie.
- Cautérisation de la cornée ou du globe pour ulcère infectieux.
- Ponction du globe.
- Tatouage de la cornée.
- Opération sur la glande lacrymale accessoire.

Application diagnostic de l'électro-aimant à la recherche d'un corps étranger intraoculaire (avec avis consécutif immédiat au chef d'entreprise ou à l'assureur substitué).

D. — Opérations importantes à 150 francs, telles que hernie de l'iris.

(1) Il y a « extrême urgence » lorsque la nécessité d'une intervention urgente ou la façon de pratiquer cette intervention ne peuvent être résolues que par l'exploration radiologique.

E. — Opérations importantes à 200 francs, telles que :
Suture de plaie étendue ou compliquée (paupières et globe).
Recouvrement conjonctival.
Ptérygion.
Blépharorrhaphie.
Extirpation du sac ou de la glande lacrymale.
Phlegmon de l'orbite.
Sclérotomie.

F. — Opérations très importantes à 300 francs, telles que :

- Iridectomie.
- Sclérectomie.
- Cataracte simple ou avec iridectomie.
- Cataracte secondaire.
- Corps étrangers intraoculaires.
- Enucléation.
- Exentération (œil ou orbite).
- Eviscération.
- Orbitotomie.
- Ectropion, entropion.
- Blépharoplastie.
- Symblépharon.
- Ptosis.
- Opération sur les muscles de l'œil.

ARTICLE 28

Actes chirurgicaux et médicaux spéciaux

Greffes osseuses	500 »
Réduction et contention, avec ou sans appareillage, des fractures du bassin et de la colonne vertébrale, de 60 à	100 »
Idem, avec corset plâtré	150 »
Petite brûlure (un ou deux doigts ou orteils ou surface comparable) (1)	12 »
Moyenne brûlure : main, pied ou surface comparable	15 »
Brûlure comprenant deux segments de membre ou surface équivalente	30 »
Brûlure moyenne de la face (étendue comparable à la paume de la main)	30 »
Grande brûlure :	
a) Un membre ou surface comparable	50 »
b) Brûlure de la majeure partie de la face	50 »
c) Deux membres	75 »
Vaste brûlure (2)	100 »
Extirpation de corps étrangers profonds ne nécessitant pas la localisation radiologique	50 »
Extirpation de corps étrangers nécessitant un repérage radiologique	100 »
Extirpation de corps étrangers profonds effectuée sous écran	300 »
Extirpation de corps étrangers intra-viscéraux	600 »
Accouchement avec forceps, ou version, ou délivrance artificielle	300 »
Embryotomie	500 »
Curetage des petits os (doigt, orteil, métacarpien, métatarsien, clavicule)	50 »
Evidement osseux (avant-bras, os de la jambe, humérus, omoplate)	500 »
Evidement osseux (fémur et bassin)	300 »
Extraction de corps étrangers superficiels	20 »
Ablation d'ongles semi-détachés (compris dans la consultation ou visite) :	
Incision d'hématome	} 20 à 100 francs (suivant les cas, art. 17).
Ponction d'hématome	
Incision d'hygroma	

(1) Le pansement de brûlure étant une « intervention à tarif spécial », avis préalable doit être donné au patron ou à son assureur substitué, de toute série à prévoir de plus de cinq pansements de brûlures, ainsi qu'il est prescrit à l'article 7 ci-dessus.

(2) Au fur et à mesure que la plaie diminue, il va de soi que la brûlure passe de la catégorie de « vaste brûlure » dans celle de « grande brûlure », puis de « moyenne », puis de « petite brûlure », suivant la surface à laquelle elle devient comparable, au fur et à mesure des progrès de la cicatrisation. On doit entendre par vaste brûlure toute brûlure dont la surface ou les surfaces additionnées forment une superficie totale supérieure à celle de deux membres. Ne saurait être considérée comme brûlure, au sens dudit article 28, toute plaie survenant après cicatrisation d'une ancienne brûlure et causée par l'altération même du tissu cicatriciel.

Extirpation complète de la bourse séreuse prérotulienne....	100 »
Extirpation de bourse séreuse	40 »
Ablation d'une cicatrice vicieuse.....	40 »
Libération d'un tronc nerveux dans une cicatrice.....	40 »
Libération d'un tronc nerveux dans un cal.....	200 »
Fracture de plusieurs métacarpiens ou métatarsiens.....	60 »
Luxation du poignet, sans fracture.....	75 »
Appareils plâtrés, sans réduction (pose seule).....	50 »
Extirpation d'anévrisme artériel-veineux (artère correspon- dante article 17)	
Grattage pour périostite d'un os long (sans qu'il y ait eu pour cela évidemment osseux).....	50 »
Irrigation continue d'une plaie grave et profonde par la méthode de Carrel (chaque instillation).....	20 »

ART. 29. — *Certificats.* — Certificat médical constatant sommairement la nature de la blessure et le pronostic probable : 5 francs.

Donneront droit à une indemnité spéciale de 10 francs :

1° En cas de blessures graves, le certificat initial descriptif de l'état du blessé ; 2° le certificat descriptif délivré lorsque, par la suite, une blessure présumée légère s'aggrave ; 3° le certificat final descriptif constatant l'état du blessé après consolidation d'une blessure grave.

L'avis par lequel le médecin indique dans sa dernière consultation la guérison du blessé ne donne pas lieu à indemnité spéciale.

Tout certificat fourni au cours du traitement à la demande du patron ou de son assureur pour énoncer la nature du traitement suivi, la marche de la guérison, l'époque à laquelle celle-ci sera vraisemblablement acquise ou la cause qui l'a retardée, sera tarifé à 10 francs. Ne sont pas considérées comme certificats de cette catégorie les attestations affirmant simplement que le blessé n'est pas guéri.

Les prix ci-dessus comprennent les frais de correspondance.

ART. 30. — Les allocations dues en vertu du présent arrêté feront l'objet d'une note d'honoraires signée du médecin traitant et contenant :

- 1° Les nom et adresse du médecin traitant ;
- 2° Les nom et adresse du blessé ;
- 3° Les nom et adresse du chef d'entreprise ;
- 4° La date de l'accident ;
- 5° L'endroit où le blessé a été soigné ;
- 6° L'indication de la distance, s'il y a lieu à tarif kilométrique ;
- 7° L'indication, dans leur ordre chronologique et avec leurs dates, des certificats, consultations, visites, interventions, ainsi que les circonstances (visites de nuit, à heure fixe, indemnités de déplacement, etc.) qui peuvent en modifier le prix ;
- 8° La dénomination exacte des opérations d'après le tarif et les décisions prises d'accord ;
- 9° L'indication des fréquences de visites ou de consultations et de tout ce qui, dans le traitement, a pu présenter un caractère anormal ;
- 10° Le coût des honoraires.

Le médecin ne peut réclamer d'honoraires que pour les soins qu'il a donnés lui-même.

ART. 31. — En vue de prévenir et de régler amiablement les différends relatifs à la seule application du présent tarif — et non à son interprétation, — les parties intéressées pourront convenir, soit de la constitution de commissions de contrôle ou d'arbitrage, soit de la désignation d'un tiers médecin contrôleur ou arbitre.

Le présent tarif est applicable lorsqu'il y aura eu impossibilité pour la victime d'appeler elle-même son médecin.

ART. 32. — Est rapporté l'arrêté du 31 décembre 1925, ainsi que toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté.

ART. 33. — Le présent arrêté prendra effet à partir du 1^{er} janvier 1927.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS DE CONCOURS

Un concours pour le recrutement de deux conducteurs des améliorations agricoles aura lieu du 11 au 21 juin 1928

dans les bureaux de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, à Rabat.

Un arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation a fixé les conditions et le programme de ce concours.

Ce texte a été inséré au *Bulletin officiel* n° 798 du 7 février 1928. Conformément aux termes de l'article 2, les dossiers des candidats devront être adressés au plus tard le 1^{er} avril 1928. Il ne sera plus reçu de candidature après cette date.

Les épreuves du concours auront lieu exclusivement au Maroc.

TIMBRE DES QUITTANCES

Dahirs des 15 décembre 1917 et 22 décembre 1923.

Le directeur général des finances rappelle au public que, sous peine d'une amende de 100 francs par contravention, les quittances ou acquits donnés au pied des factures ou des mémoires, les reçus ou décharges de sommes, titres et valeurs mobilières et, généralement, tous les titres de quelque nature qu'ils soient, signés ou non signés, comportant libération, reçu ou décharge, pour une somme supérieure à dix francs, sont passibles du timbre des quittances.

Les acquits inscrits au pied des factures pour constater un paiement effectué au comptant n'échappent pas à cette règle.

La quotité de l'impôt est la suivante :

I. — Reçus et décharges de titres ou objets quelle que soit l'importance de la valeur dont il est donné décharge : 0 fr. 10.

II. — Quittances de sommes :

Au-dessus de 10 francs jusqu'à 100 francs : 0 fr. 10.

Au-dessus de 100 francs jusqu'à 1.000 francs : 0 fr. 25.

Au-dessus de 1.000 francs jusqu'à 5.000 francs : 0 fr. 50.

Au-dessus de 5.000 francs : 1 franc.

Les effets de commerce sont assujettis à un droit de timbre proportionnel de 0 fr. 05 par 100 francs ou fraction de 100 francs sous peine d'une amende de 10 % du montant des effets à la charge des souscripteurs, accepteurs, bénéficiaires ou endosseurs.

LISTE

des candidats admis au concours pour l'emploi de rédacteur du 6 février 1928.

MM. 1. Calvet Jean, 2. Casanova Jean, 3. Sonnier Albert, 4. Hersé Henri, 5. Mézières Fernand, 6. Bourdonnay Jean, 7. Pernot Jean, 8. Grillet Albert, 9. Bouy Ernest.

EXAMEN

du brevet élémentaire et du brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale).

Les examens du brevet élémentaire et du brevet d'enseignement primaire supérieur (section générale) auront lieu le 4 juin 1928.

Les dossiers doivent être parvenus à la direction générale de l'instruction publique avant le 1^{er} mai. Passé cette date, aucune demande ne sera acceptée.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE REQUISITIONS ⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT.

Réquisition n° 4644 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 30 janvier 1928, M. Garziano Albert-Pierre, entrepreneur de travaux publics, marié à dame Bonomo Marie-Thérèse, le 6 août 1919, à Sousse (Tunisie), sans contrat, demeurant et domicilié à Rabat, rue Charles-Roux, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « M'Calla II », consistant en terrain à bâtir, située quartier de l'Aviation, à 40 mètres environ de la route de Rabat à Camp Marchand, près de l'Aviation militaire.

Cette propriété, occupant une superficie de 540 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « M'Calla », titre 2327 R., appartenant au requérant, et au delà, M. Comito Ginoto, demeurant à Rabat, rue Henri-Popp ; à l'est, par M. Mifsud, entrepreneur de transports, demeurant à Rabat, rue de Nîmes ; au sud et à l'ouest, par une rue de lotissement, et au delà, Mohammed ben Mustapha el Offir, demeurant à Rabat, rue El Beira.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 3 novembre 1927, aux termes duquel Mohamed ben Moustapha el Offir et Ben Aïssa ben Moustapha el Offir lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4645 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 27 janvier 1928, M. Fratani Jacques-Jean, colch, marié à dame Fratani Camille, le 14 juin 1913, à Vezzani (Corse), sans contrat, demeurant à Souk el Arba du Rab, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Maria », consistant en maison d'habitation et jardin, située ville de Souk el Arba.

Cette propriété, occupant une superficie de 997 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue non dénommée ; à l'est, par M. Rivière, demeurant à Souk el Arba ; au sud, par la Compagnie de chemin de fer de Tanger-Fès ; à l'ouest, par le caïd El Mansour, demeurant à Souk el Tleta.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte administratif en date du 1^{er} jourmada I 1345 (27 octobre 1927), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4646 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, M. Capron Léopold-Stanislas, marchand boucher, marié à dame Duboc Yvonne-Suzanne, le 27 juin 1921, à Rouen, sans contrat, demeurant à Rabat, marché municipal, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Yvonne », consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, secteur de l'avenue de la Victoire, à 30 mètres à l'est de l'avenue de la Victoire.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.189 mètres carrés, est limitée : au nord, par MM. Cases Grégoire et Joseph, proprié-

taires, demeurant à Rabat ; à l'est et à l'ouest, par M. Bou, limonadier, demeurant à Rabat, avenue Dar el Makhzen ; au sud, par une rue non dénommée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 5 décembre 1927, aux termes duquel M. Bou lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4647 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, M. Esclapez Cyprien-Antoine, chef monteur des P. T. T. (Rabat-direction), marié à dame Verdous Léonie, le 30 janvier 1919, sans contrat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Cyprienne-Raymonde », consistant en maison avec dépendances, située à Rabat, lotissement du Crét, grand Aguedal.

Cette propriété, occupant une superficie de 500 mètres carrés, est limitée : au nord, par M^{me} Dutrievoz, demeurant à Rabat, impasse Medjaj, n° 7, près de la rue El Gza ; à l'est, par une impasse ; au sud, par M. Robert Louis-Ernest, recette principale des P. T. T., à Rabat ; à l'ouest, par M. Salahüe, demeurant à Fès, rue Boutouil, n° 112.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 14 décembre 1920, aux termes duquel M. Sarrasin lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4648 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, M. Robert Louis-Ernest, agent mécanicien des P. T. T. à Rabat-central, marié à dame Aguillon Marie, le 24 février 1910, à Sisteron (Basses-Alpes), sans contrat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Marie-Ernest », consistant en terrain à bâtir, située à Rabat, lotissement du Crét, grand Aguedal.

Cette propriété, occupant une superficie de 11 ares, est limitée : au nord, par M. Esclapez Cyprien, demeurant à Rabat, direction des P. T. T. ; à l'est, par la propriété dite « Augusta II », titre 1603 R., appartenant à M. Garrigues, demeurant à Khémisset ; au sud, par l'Etat chérifien (domaine forestier) ; à l'ouest, par M. Cogué, ferblantier, demeurant rue de Tanger, et M. Salahüe, demeurant à Fès, rue Boutouil, n° 112.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 28 décembre 1920, aux termes duquel M. Sarrasin lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4649 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 février 1928, Bou Ziane ben el Hadj Abdallah, marié selon la loi musulmane à dames Moussa bent el Fquih, vers 1885, et à Saïda bent Bouziane, vers 1893, demeurant au douar El Bahra, fraction El M'Saada, tribu des Oulad M'Hammed, contrôle civil de Petitjean, a demandé l'im-

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

matriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dahs », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Petitjean, tribu des Oulad M'Hamed, fraction M'Saada, douar El Bhara, à proximité de Sidi Gueddar, rive droite de l'oued R'Dom.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par Ali ben el Bahri ; à l'est, par la collectivité des Oulad el Fila, représentée par Mohamed ben Djillali ; au sud, par Hadj Ali el Bahri ; à l'ouest, par la piste allant de Petitjean à Sidi Gueddar, et au delà, Abdelhak ben Tahar, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 5 jourmada II 1306 (6 février 1889), homologué, aux termes duquel Dahou ben Mohamed ben Baraoui et son frère Ahmed, dit El Cheheb, lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4650 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, 1° Bouziane bel el Hadj Abdellah, marié selon la loi musulmane à dames Moussa bent Bouziane, vers 1885, et Saïda bent el Fquih, vers 1893, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Hadj Driss ben el Hadj Abdellah, marié selon la loi musulmane à dames Aïcha bent Mohamed, vers 1888, et à Qnima bent Larbi, vers 1900 ; 3° Abdesselam ben el Hadj Abdellah, marié selon la loi musulmane, à dame Zahra bent Ali, vers 1897 ; 4° Ben Brahim ben el Hadj, marié selon la loi musulmane à Fatouma bent el Hadj Abdelhak, vers 1905 ; 5° Ahmed ben el Hadj Abdellah, marié selon la loi musulmane, à dame Rekia bent Hammadi, vers 1910 ; 6° Djillali ben el Hadj Abdellah, marié selon la loi musulmane à dame El Alia bent Ahmed, vers 1909, tous demeurant au douar El Bhara, fraction El M'saada, tribu des Oulad M'Hammed, contrôle civil de Petitjean, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis sans proportions indiquées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Ouled el Hadj Abdellah », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Petitjean, tribu des Oulad M'Hamed, fraction M'Saada, douar El Bahra, à proximité du marabout de Sidi Gueddar, rive droite de l'oued R'Dom.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par la piste allant de Souk el Tlata à Souk el Tnine de Sidi Abdelaziz, et au delà, Larbi ben el Hadj el Hasnaoui ; à l'est, par la collectivité des Hmamcha, représentée par M'Hamed ben Haddou ; au sud, par l'oued R'Dom ; à l'ouest, par la collectivité des Oulad el Fila, représentée par M'Hamed ben Djillali, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur commun, El Hadj Abdallah ben Mohamed (acte de filiation en date du 16 jourmada I 1309 (18 décembre 1891) qui en était lui-même propriétaire suivant moulikia de même date.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4651 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, Tahî Brahim ben Saïd, marié selon la loi musulmane, à dame Ben Hadji Yamina, vers 1912, faisant élection de domicile chez Si Abdallah Salah, demeurant à Rabat, rue de Poitiers, n° 10, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bender », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Laâmria », consistant en terrain de culture et construction, située contrôle civil de Salé, tribu des Schoul, fraction des Oulad Alouane, à 150 mètres du marabout de Sidi Azouz.

Cette propriété occupant une superficie de 2 hectares, est limitée : au nord, par Bouazza ben Djilali ; à l'est et à l'ouest, par Ben Ali Benachi ; au sud, par Benaïssa Bougrine, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 16 rebia II 1346 (13 octobre 1927), aux termes duquel Hamou et Ben Ali lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4652 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, 1° Mohammed ben Hadj Mohammed ben Mohammed ben Ali, marié selon la loi musulmane, à dame Messaouda bent Ghanem, vers 1916, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Ali ben Mohammed ben Ali ben Djelloul, marié selon la loi musulmane à dame Zahra bent Si Abdallah, vers 1878 ; 3° Hadda bent Si el Hachemi, veuve de Ahmed ben Mohammed ben Ali ; 4° Aïcha bent Ahmed ben Mohammed, mariée selon la loi musulmane à Bouselham ben Si Abdesselam, vers 1913 ; 5° Fatma bent el Hadj Ahmed, veuve de Ahmed ben Ahmed ben Mohammed ; 6° Mohammed ben Ahmed ben Mohammed ben Ali ; 7° Aïcha bent Ahmed ben Ahmed ben Mohammed ; 8° Khedidja bent Ahmed ben Ahmed ben Mohammed, tous trois célibataires ; 9° Zahia bent Houssein, veuve de M'Hammed ben Mohammed ben Ali ; 10° Haddem bent M'Hammed ben Mohammed ben Ali, mariée selon la loi musulmane à Mohammed ben Houssein, vers 1927 ; 11° Kacem ben Hadj Mohammed, veuf de Daouia bent M'Hammed ben Mohammed ben Ali ; 12° Amina bent el Maati, veuve de Abdesselam ben Mohammed ; 13° Bouselham ben Abdesselam, marié selon la loi musulmane à dame Aïcha bent Ahmed, vers 1913 ; 14° Meriem bent Abdesselam ben Mohammed, mariée selon la loi musulmane à Djilali ould Hamou Seghir, vers 1919 ; 15° Sefia bent Abdesselam, célibataire ; 16° Rahma bent Si el Hachemi, veuve de Hadj Mohammed ben Mohammed ben Ali ; 17° Mohammed ben Hadj Mohammed ben Mohammed ben Ali, marié selon la loi musulmane à dame Messaouda bent Ghanem, vers 1916 ; 18° Kacem ben Hadj Mohammed, marié selon la loi musulmane à dame Rekia bent Kacem Hachemi, vers 1923 ; 19° Tahera bent Hadj Mohammed ben Mohammed, veuve du caïd Bouabid ; 20° Tamou bent Hadj Mohammed ben Mohammed, mariée selon la loi musulmane au caïd Mohammed Krafès, vers 1913 ; 21° Zahia bent Hadj Mohammed, célibataire, tous demeurant au douar Abdelouahed, fraction des Aroua, tribu des Beni Malek, bureau des renseignements de Had Kourt, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis sans proportions indiquées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddane Laoula », consistant en terrain de culture, située bureau des renseignements de Had Kourt, tribu des Beni Malek, fraction des Aroua, douar Oulad Abdelouahed, à 1.200 mètres du marabout de Sidi Icho.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est composée de 19 parcelles limitées, savoir :

Première parcelle « Boukharab » : au nord, par Tehami ben el Hachemi ; à l'est, par Abdesselam ben Djilali ; au sud, par Ben Taleb ould Moussa ; à l'ouest, par Kacem ben Tahar ;

Deuxième parcelle « Dehs » : au nord, par Zine el Abidine ben Hadj Abdelkader ; à l'est, par Tehami ben el Hachemi, susnommé ; au sud et à l'ouest, par Mohammed ben Larbi ;

Troisième parcelle : au nord, par le caïd Mohammed Krafès ; à l'est, par Zine el Abidine ben Hadj Abdelkader, susnommé ; au sud, par Bouselham ben Abdesselam ; à l'ouest, par la route makhzen ;

Quatrième parcelle « El Ouldja » : au nord, par Zine el Abidine et Bouselham ben Abdesselam, susnommé ; à l'est, par Tehami ben Larbi ; au sud, par Kacem ben Tahar, susnommé ; à l'ouest, par Tehami ben Lachemi, susnommé ;

Cinquième parcelle « El Mars » : au nord, par Mohammed ben M'Hamed et Mohammed ben Larbi ; à l'est et à l'ouest, par Si Zine el Abidine ben Hadj Abdelkader ; au sud, par Allal Bouchta ;

Sixième parcelle « Dar el Mouta » : au nord, par Zine el Abidine ; à l'est et au sud, par Ali ben Djelloul ; à l'ouest, par Allal ben Bouchta, susnommé ;

Septième parcelle « Faddane Laoula » : au nord et à l'ouest, par Ali ben Djelloul, susnommé ; à l'est et au sud, par les requérants ;

Huitième parcelle « Remel » : au nord, par Ali ben Djelloul ; à l'est et au sud, par Zine el Abidine ; à l'ouest, par les requérants ;

Neuvième parcelle « Bir Khedda » : au nord, à l'est et au sud, par les requérants ; à l'ouest, par Ali ben Djelloul ;

Dixième parcelle « Aïn Dehaf » : au nord et au sud, par Zine el Abidine ; à l'est, par Zine el Abidine et Abdesselam Mechiche ; à l'ouest, par les requérants ;

Onzième parcelle « Aïn Dehaf » : au nord et au sud, par Zine el Abidine ; à l'est, par les requérants et Zine el Abidine ; à l'ouest, par Ali ben Djelloul ;

Douzième parcelle « Feddane Sidi Ali Moussa » : au nord, par Zine el Abidine ; à l'est, par Mohammed ben Hadj et Abdesselam ben Djillali ; au sud, par Tehami ben el Hachemi ; à l'ouest, par les requérants ;

Treizième parcelle « Mohadjer et Biyada » : au nord, par Abdesselam ben Djillali, Zine el Abidine et Allal ben Bouchta ; à l'est, par Abdallah ben Mohammed ; au sud, par les requérants et Zine el Abidine ; à l'ouest, par Tehami ben el Hachemi ;

Quatorzième parcelle « Hamri » : au nord, par les requérants ; à l'est et au sud, par Zine el Abidine ; à l'ouest, par Abdesselam ben Djillali ;

Quinzième parcelle « Feddane el Ofra » : au nord, par les requérants ; à l'est, par Abdallah ben Mohammed et Zine el Abidine ; au sud, par Allal Bouchta ; à l'ouest, par Zine el Abidine ;

Seizième parcelle « Hamimssa » : au nord et au sud, par les requérants ; à l'est et à l'ouest, par Zine el Abidine ;

Dix-septième parcelle « Bous Boula » : au nord, par Moussa ben Abdesselam ; à l'est et à l'ouest, par Zine el Abidine ; au sud, par les requérants ;

Dix-huitième parcelle « Feddane el Mellah » : au nord, par un terrain makhzen ; à l'est, par Ben Taleb ben Moussa ; au sud, par Caïd Kacem Krafès ; à l'ouest, par Zine el Abidine ;

Dix-neuvième parcelle « Djerya » : au nord et à l'est, par Mohammed ben Tehami ; au sud, par Ben Taleb ben Moussa ; à l'ouest, par Abdallah ould Hadj Kacem, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires, savoir : les deux premiers en vertu d'une moukha en date du 15 chaabane 1325 (23 septembre 1907), les autres coindivisaires pour l'avoir recueilli dans les successions de leurs auteurs M'Hamed, Abdesselam et Ahmed ben Mohamed ben Ali ben Djelloul, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 18 rejev 1346 (11 janvier 1928).

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4653 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, 1° Mohammed ben Hadj Mohammed ben Mohammed ben Ali, marié selon la loi musulmane à dame Messaouda bent Ghanem, vers 1916, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Rahma bent Si el Hachemi, veuve de Hadj Mohammed ben Mohammed ben Ali ; 3° Kacem ben Hadj Mohammed, marié selon la loi musulmane à dame Rekia bent Kacem ben Hachemi, vers 1923 ; 4° Tahera bent Hadj Mohammed, veuve du caïd Bouabid ; 5° Zaki bent Hadj Mohammed, célibataire ; 6° Tamou bent Hadj Mohammed, mariée selon la loi musulmane à Mohammed Krafès, tous demeurant au douar Abdelouahed, fraction des Aroua, tribu des Beni Malek, bureau des renseignements d'Had Kourt, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis sans proportions indiquées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Seliha », consistant en terrain de culture, située bureau des renseignements d'Had Kourt, tribu des Beni Malek, fraction des Aroua, douar Abdelouahed, à 1 km. au nord du marabout de Sidi Icho.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par Mohammed ben Houssein et Ali ben Djilloul ; à l'est, par Zine el Abidine ben Hadj Abdelkader ; au sud, par ce dernier riverain et Kaddour ben Ahmed ; à l'ouest, par ce dernier riverain, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succes-

sion de leur auteur commun Mohamed ben Mohamed ben Ali ben Djelloul, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 18 rejev 1346 (11 janvier 1928) ; le de cujus en était lui-même propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date de fin chaoual 1340 (25 juin 1922), homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4654 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, 1° Si Zine el Abidine ben Hadj Abdelkader, marié selon la loi musulmane à dame Khedija bent Kacem Krafès, vers 1918, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2° Mohammed ben Hadj Abdelkader, marié selon la loi musulmane à Halima bent Ali, vers 1925 ; 3° Amina bent Hadj Abdelkader, mariée selon la loi musulmane à Houssein ben Aïfout, vers 1913 ; 4° Zineb bent Hadj Abdelkader, mariée selon la loi musulmane à Mohammed ben Houssein, vers 1913 ; 5° Fatma bent Toubami ben Larbi, veuve de Hadj Dris ben Cheikh ; 6° Saïd ben Hadj Dris ben Cheikh, célibataire ; 7° Fatma bent Hadj Dris ben Cheikh, mariée selon la loi musulmane, à Bouselham ben Hadj, vers 1916 ; 8° Rahma bent Bouselham, veuve de Hadj Abdelkader ; 9° Kacem ben Hadj Djillali, veuf de Fatma bent Hadj Abdelkader ; 10° Abdesselam ben Kacem ben Hadj Djillali ; 11° Bohadja ben Kacem ben Hadj ; 12° Sefla bent Abdesselam ben Jelloul, tous trois célibataires ; 13° Benaïssa ben Hadj Mohammed ben el Hadj, veuf de Aïcha bent Kacem Krafès ; 14° Mohammed ben Houssein ben Ali, marié selon la loi musulmane à dame Zineb bent Hadj Abdelkader, vers 1913, tous demeurant au douar Abdelouahed, fraction des Beni Malek, bureau des renseignements de Had Kourt, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis sans proportions indiquées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar el Mouta », consistant en terrain de culture, située bureau des renseignements de Had Kourt, tribu des Beni Malek, fraction des Aroua, douar des Abdelouahed, à proximité du marabout de Sidi Icho.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est composée de 12 parcelles, limitées, savoir :

Première parcelle « Dar el Mouta » : au nord, par Tehami ben Larbi ; à l'est, par Abdallah ben Mohammed ; au sud, par Ali ben Djelloul ; à l'ouest, par Tehami ben el Hachemi ;

Deuxième parcelle « Meris » : au nord, par Ali ben Djelloul, surnommé ; à l'est, par Moussa ben Taieb ; au sud, par Tehami ben Larbi, surnommé ; à l'ouest, par Mohammed ben Larbi ;

Troisième parcelle « Senedik » : au nord, par l'oued Dardar, et au delà, Kacem Krafès ; à l'est, par Ghezouani ben Mohammed ; au sud, par Kacem ben Tahar ; à l'ouest, par Kacem Krafès, surnommé ;

Quatrième parcelle « Khorrika » : au nord, par l'oued Dardar, et au delà, le caïd El Hachemi Cherradi ; à l'est, par El Hachemi Cherradi ; au sud, par Mohammed ben Mohammed ben Djelloul ; à l'ouest, par Abdesselam ben Djillali ;

Cinquième parcelle « Feddane Houssein » : au nord, par Abdesselam ben Djillali ; à l'est, par Tehami ben Larbi ; au sud, par Mohammed ben Larbi ; à l'ouest, par Si Mohammed ben Hadj Mohammed ;

Sixième parcelle « Feddane Toubami ben Hadj Bouselham Behih » : au nord et au sud, par Zine el Abidine ben Hadj Abdelkader et Si Mohammed ben Hadj Mohammed ; à l'est, par Si Bouchta ben Abdel Ali ben Djelloul ; Mohammed ben M'Hamed et Tehami ben Lachemi ; à l'ouest, par Djelloul ould Serili ;

Septième parcelle « Aïn Dehaf Feddane et Dahar Beida » : au nord, par Abdesselam ben Mechiche ; à l'est, par Ali ben Djelloul ; au sud, par Abdesselam ben Djillali et Si Mohammed ben Hadj ; à l'ouest, par les requérants ;

Huitième parcelle « Feddane Chaab » : au nord, par les requérants ; à l'est, par un schb, et au delà, Ali ben Djelloul ; au sud, par Abdallah ben Mohammed ; à l'ouest, par Ali ben Djelloul, surnommé ;

Neuvième parcelle « Dehar el Kebir » : au nord, par Abdallah ben Mohammed ; à l'est, par les requérants et Tehami ben Hachemi ; au sud, par Kaddour ould Ahmed ben Ahmed ; à l'ouest, par Ali ben Djelloul ;

Dixième parcelle « Agbech Amara » : au nord et à l'est, par Kaddour ould Ahmed ben Ahmed, surnommé ; au sud et à l'ouest, par Dris ould Khechief et Hammou Hachemi ;

Onzième parcelle « Haft el Asfer » : au nord, par Bouselham ben Abdesselam ; à l'est, par Kaddour ould Ahmed ben Ahmed ; au sud, par Si Mohammed ben M'Hammed ; à l'ouest, par Mohammed ben Hassein ;

Douzième parcelle « Hamri » : au nord, par Mohammed ben Hassein, surnommé ; à l'est, par Bouselham ben Abdesselam ; au sud, par les requérants ; à l'ouest, par Kaddour ould Ahmed ben Ahmed, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de leurs auteurs communs El Hadj Abdelkader, El Hadj Driss ben Ali Djelloul et Hocine ben Ali ben Djelloul, ainsi que le constatent deux actes de filiation en date des 18 reheb 1346 (11 janvier 1928), les *de cujus* en étaient eux-mêmes copropriétaires en vertu d'une moukia en date du 15 safar 1330 (4 février 1912), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4655 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, 1° Si Zine el Abidine ben Hadj Abdelkader, marié selon la loi musulmane à dame Khedidja bent Kacem Krafès, vers 1918, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de 2° Mohammed ben Hadj Abdelkader, marié selon la loi musulmane à dame Halima bent Ali, vers 1925 ; 3° Amina bent Hadj Abdelkader, mariée selon la loi musulmane à Kassein ben Aifout, vers 1918 ; 4° Zineb bent Hadj Abdelkader, mariée selon la loi musulmane à Mohammed ben Houssine, vers 1913 ; 5° Rahma bent Bouselham, veuve de Hadj Abdelkader ; 6° Kacem ben Hadj Djilali, veuf de Fatma bent Hadj Abdelkader ; 7° Abdesselam ben Kacem ben Hadj Djilali ; 8° Bouahadja ben Kacem ben Hadj Djilali ; 9° Sefia bent Abdesselam ben Djelloul, tous trois célibataires ; 10° Benaissa ben Hadj Mohammed ben el Hadj, veuf de Aïcha bent Kacem Krafès ; 11° Hadda bent Si el Hachemi, veuve de Ahmed ben Mohammed ben Ali ; 12° Aïcha bent Ahmed ben Mohammed, mariée selon la loi musulmane à Bouselham ben Si Abdesselam, vers 1913 ; 13° Fatma bent el Hadj Ahmed, veuve de Ahmed ben Ahmed ben Mohammed ; 14° Mohammed ben Ahmed ben Mohammed ben Ali ; 15° Aïcha bent Ahmed ben Mohammed ; 16° Khedidja bent Ahmed ben Mohammed, tous trois célibataires ; 17° Zahia bent Hossein, veuve de M'Hammed ben Mohammed ben Ali ; 18° Hadehoum bent M'Hammed ben Mohammed ben Ali, mariée selon la loi musulmane à Mohammed ben Hassein, vers 1927 ; 19° Amina bent el Maati, veuve de Abdesselam ben Mohammed ; 20° Bouselham ben Abdesselam ben Mohammed, marié selon la loi musulmane à dame Aïcha bent Ahmed, vers 1913 ; 21° Mariem bent Abdesselara ben Mohammed, mariée selon la loi musulmane à Djilali ould Hamou Seghir, vers 1919 ; 22° Sefia bent Abdesselam, célibataire ; 23° Rahma bent Si el Hachemi, veuve de Hadj Mohammed ben Mohammed ben Ali ; 24° Mohammed ben Hadj Mohammed ben Mohammed ben Ali, marié selon la loi musulmane à dame Messaouda bent Ghanem, vers 1917 ; 25° Kacem ben Hadj Mohammed, veuf de Daouia bent M'Hammed ben Mohammed ben Ali ; 26° Tahera bent Hadj Mohammed ben Mohammed, veuve du caïd Bouali ; 27° Tamou bent Hadj Mohammed ben Mohammed, mariée selon la loi musulmane, au caïd Mohammed Krafès, vers 1913 ; 28° Zahia bent Hadj Mohammed ben Mohammed, célibataire ; 29° Ali ben Mohammed ben Ali ben Djelloul, marié selon la loi musulmane à Zohra bent Si Abdallah, vers 1878, tous demeurant au douar Abdelouahed, fraction des Aroua, tribu des Beni Malek, bureau des renseignements de Had Kourt, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, sans proportions indiquées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Remel », consistant en terrain de culture, située bureau des renseignements de Had Kourt, fraction des Aroua, douar Abdelouahed, à 1 km. au nord du marabout de Sidi Icho.

Cette propriété, occupant une superficie de 35 hectares, est composée de 11 parcelles limitées, savoir :

Première parcelle « Remel » : au nord, par le requérant ; à l'est, par Mohammed ben Hassein et Kaddour ben Ahmed ; au sud et à l'ouest, par ce dernier riverain ;

Deuxième parcelle « Feddan el Ofra » : au nord, par Djilali ould Seghiri ; à l'est et à l'ouest, par Kaddour ben Ahmed, surnommé ; au sud, par le requérant ;

Troisième parcelle « Semirat » : au nord, par Taieb Doukkali ; à l'est, par Mohammed ben M'Hammed ; au sud, par Hammou Tahera ; à l'ouest, par Djelloul ould Seghir ;

Quatrième parcelle « Berouaga » : au nord, par Mohammed ben M'Hammed ; à l'est, au sud et à l'ouest, par Kaddour ben Ahmed ;

Cinquième parcelle « Belkhadir » : au nord, par le requérant et Kaddour ben Ahmed ; à l'est et à l'ouest, par ce dernier riverain ; au sud, par Benali Naouli ;

Sixième parcelle « Feddane Hessinat » : au nord, par les requérants ; à l'est, par Mohammed ben Hassein ; au sud, par Kaddour ben Ahmed et Abdesselam ben Djilali ; à l'ouest, par Abdesselam ben Djilali, surnommé ;

Septième parcelle « Bousboula » : au nord, par le requérant ; à l'est, par Ali ben Djelloul ; au sud, par Mohammed ben Hassein et Kaddour ben Ahmed ; à l'ouest, par Taieb Doukkali ;

Huitième parcelle « Dehar Lekbir » : au nord, par un terrain makhzen ; à l'est, par le requérant ; au sud, par Ben Taleb ben Moussa ; à l'ouest, par le requérant ;

Neuvième parcelle « El Mekais » : au nord, par Ben Taleb ben Moussa ; à l'est, au sud et à l'ouest, par le caïd Mohammed Krafès ;

Dixième parcelle « Bousboula » : au nord, par Ahmed ben Ghezouani ; à l'est, par Tehami ben Hachemi ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par Mohammed ben el Hadj ;

Onzième parcelle « Ouhdja » : au nord et au sud, par les requérants ; à l'est, par Mohamed ben Larbi ; à l'ouest, par la route makhzen, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de leurs auteurs communs El Hadj Abdelkader ben Ali Djelloul et Hocine ben Ali Djelloul, ainsi que le constatent deux actes de filiation en date des 18 reheb 1346 (11 janvier 1928), les *de cujus* en étaient eux-mêmes propriétaires en vertu d'une moukia en date du 13 chaoual 1326 (8 novembre 1908).

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4656 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, Abdelkader ben Djilali ben Dahan, marié selon la loi musulmane, à dames Zeida bent Si Mohammed Taouria, vers 1900, à Aïcha bent Razouani Taouria, vers 1902, et à Chama bent Si Dris Taouria, vers 1904, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de son frère Ali Djilali ben Dahan, marié selon la loi musulmane à dame Oriba bent Ahmed, vers 1909, tous deux demeurant à Rmela, fraction des Beni Tour, contrôle civil de Petitjean, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Bled Sidi Abbouab », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Oulad Jed Dahan », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Petitjean, tribu des Sfaa, douar Beni Tour, lieu dit Sidi Abbouab.

Cette propriété, occupant une superficie de 24 hectares, est limitée : au nord, par l'oued Bouïder ; à l'est, par le requérant et Ahmed Boukres Abbadi ; au sud, par El Hadj Melk ; à l'ouest, par la merja Bou Smara, et au delà, Cheikh Ali ben Dahan, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 11 moharrem 1340 (14 septembre 1921), homologué, aux termes duquel Larbi ben el Hadj Ahmed leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4657 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, 1° Abdelkader ben Djilali ben Dahan, marié selon la loi musulmane à dames Zeida bent Si Mohammed Taouria, vers 1900, à Aïcha bent Razouani Taouria, vers 1902, et à Chama bent Si Dris Taouria, vers 1904, demeurant à Rmela, fraction des Beni Tour, contrôle civil de Petitjean ; 2° Cheikh Ali ben Dahan, marié selon la loi musulmane à Zeida bent Si Mohammed, vers 1900, demeurant au même lieu, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Oulad Jed Dahan II », consistant

en terrain de culture, située contrôle civil de Petitjean, tribu des Stafa, douar Beni Tour, lieu dit « Rmela », à 1 km. 500 à l'ouest du douar Ababda.

Cette propriété, occupant une superficie de 18 hectares, est composée de deux parcelles, limitées savoir :

Première parcelle « Bled Boughamaouia » : au nord, par le caïd Bouazza el Boughamaoui ; à l'est, par le chemin de Souk el Khemis de Rmela, et au delà, Abderrhaman Mssasi ; au sud, par El Hadj L'Kaâl Boughamaoui ; à l'ouest, par un chemin, et au delà, les Oulad Oujj, représentés par le caïd Ahmed Daghi ;

Deuxième parcelle « Bled Mribia » : au nord et à l'ouest, par la merja M'Ribia ; à l'est, par Laïdiould Tamo Abbadi ; au sud, par Bouazza bel Hadj Abdenbi Abbadi et Allel bel Hadj Abbadi, tous demeurant sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 26 moharrem 1342 et 24 hijra 1337 (8 septembre 1923), aux termes duquel Ahmed ben Ali el Abbidi et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4658 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, 1° Mohammed ben Benaïssa ben Ahmed, marié selon la loi musulmane à dame Zahra bent Bouazza bent Hamadi, vers 1888 ; 2° Abdalkader ben Hamou, marié selon la loi musulmane à dame Meriem bent Taleb, vers 1913 ; 3° Allel ben Fakhari, marié à dame Fatma bent Ghezal, vers 1918 ; 4° Miloudi ben Aguil, marié selon la loi musulmane à dame Ghénima bent Bouazza ben Messaoud, vers 1898 ; 5° Driss ben Si Mohammed, marié selon la loi musulmane à dame Khedidja ben Mohammed ben Allel, vers 1921, tous demeurant au douar Djiahna, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Dar Bousaïha », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, douar Djiahna, à 500 mètres à l'ouest de l'Aïn el Allag.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, par Benachir Mazouzi, Benachir Belguaoui, Moussa ben Kessour et Miloud ben Aguil ; à l'est et au sud, par Guendouz et l'Aïn el Allag ; à l'ouest, par Hadjould Helima, Mohamed el Borkal, tous demeurant sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukia en date du 4 ramadan 1339 (12 mai 1921), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4659 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 4 février 1928, Abdeselem ben Boubeker, marié selon la loi musulmane à dame Aziza bent Bel Korra, vers 1895, demeurant à Meknès, rue Tebala, n° 12, représenté par Mohamedould Si el Ghazi, demeurant au douar Khleif, contrôle civil de Petitjean, son mandataire, chez lequel il fait élection de domicile, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Khallat », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Benia », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Petitjean, à 3 km. 500 au nord du pont de Rdom, sur la route de Sidi Slimane à Ksiri, tribu des Oulad M'Hamed.

Cette propriété, occupant une superficie de 60 hectares, est limitée : au nord, par la djemâa des Abiettes, demeurant sur les lieux ; à l'est, par un chemin allant du R'Dom au Sebou, et au delà, Tahar ben Abbo el Bedibi ; au sud, par les Oulad Yssek, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par la propriété dite « Khleif », réq. 857 R., dont l'immatriculation est poursuivie au nom de Mohammed ben Mohammed Tazi, demeurant à Fès, Zqaq Rouah, n° 27, et au delà, le chemin de Bough Simia.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date de fin hijra 1323.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 4660 R.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 4 février 1928, 1° Djillali ben Laoucine, marié selon la loi musulmane à dame Addoum bent Kaddour, vers 1915, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de 2° Abdesselhem ben Laoucine, marié selon la loi musulmane à dame Rabia bent Houari, vers 1900 ; 3° Bousselhem ben Djillali ; 4° Benaïssa ben Mohamed ben Homan, célibataire ; 5° Rabia, mariée à Abdesselhem ben Haoucine ; 6° Aiada bent Si Driss, célibataire ; 7° Abdesselhem ben Abdenbi, marié selon la loi musulmane à Slaouia, vers 1900 ; 8° Benaïssa ben Abdenbi, marié selon la loi musulmane à dame Lacemia bent Si Abdesselam, vers 1890 ; 9° Homin ben Lachemi, veuf de Requia ; 10° Lachmi ben Homin ; 11° Benaïssa ben Homin, tous deux célibataires ; 12° Thami ben Homin, marié selon la loi musulmane à Zohra bent Mohamed, vers 1923 ; 13° Mohamed ben Lahsen, marié selon la loi musulmane à dame Reqia bent Djillali, vers 1918 ; 14° Chama bent Lahsen, mariée selon la loi musulmane à Abdalkaderould Habida ; 15° Larbi, petit-fils de Abdenbi, veuf de Mouina ; 16° Meriem bent Larbi, petite-fille de Abdenbi, veuve de Si Mohamed ben Taieb ; 17° Mohamed ben Abdesslam, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Si Benaïssa, vers 1922 ; 18° Slaouia, célibataire ; 19° Abdeslam ben Driss, marié selon la loi musulmane à Slerma bent Mohamed Cherkouï, vers 1918 ; 20° Kacem ben Driss, célibataire, tous demeurant au douar des Oulad Kaddour, fraction des Oulad Moussa, tribu des Moktar, contrôle civil de Mechra bel Ksiri, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis sans proportions indiquées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Oulad Kaddour », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Mechra bel Ksiri, tribu des Moktar, fraction des Oulad Moussa, à 3 km. 500 environ au nord du marabout de Sidi Ahmed.

Cette propriété, occupant une superficie de 80 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Bonne Aventure », réquisition 3828 R., dont l'immatriculation est poursuivie au nom de Amer ben Allel, et consorts ; à l'est, par Driss ben el Hadj ; au sud, par Rouah ben M'Stari, tous demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par M. Clinchant, demeurant à Mechra bel Ksiri.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leurs auteurs communs Hocine ben Driss et Abdel Nebi ben Hocine, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 15 jourmada I 1342 (24 décembre 1923), homologuée, ces derniers en étaient eux-mêmes propriétaires suivant moukia de même date.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Azib Marcil », réquisition 3179 R., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 9 novembre 1926, n° 733.

Suivant réquisition rectificative du 15 novembre 1927, El Hadj Mohammed ben Sidi M'Hammed el Bahraoui, né à Rabat, en 1885, marié selon la loi musulmane, en 1913, domicilié à Rabat, rue des Consuls, nouvelle kissaria, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Azib Marcil », réq. 3179 R., sise contrôle civil des Zaër, tribu des Oulad Ktir, fraction des Oulad Embarek, au km. 16 de la route n° 22 de Rabat au Tadla, soit désormais poursuivie en son nom, sous la dénomination « Azib el Bahraoui », en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Rabat, du 11 rebia I 1346 (8 septembre 1927), aux termes duquel Mohammed ben Mohamed Marcil et Ahmed ben Mohamed Marcil, requérants primitifs, lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Nebga », réquisition 4443 R., dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 27 décembre 1927, n° 792.

Suivant réquisition rectificative du 7 février 1928, Bennacer bel Aïd, cultivateur, marié selon la loi musulmane, demeurant au douar des Oulad M'Barek, tribu des Oulad Ktir, contrôle civil des Zaër, a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Nebga », réq. 4443 R., située contrôle civil des Zaër, tribu des Oulad Ktir, fraction des Oulad M'Barek, soit désormais poursuivie tant au nom des requérants primitifs, à l'exclusion de Ben Naceur ben Larbi qu'au sien propre, en qualité de copropriétaires indivis, en vertu d'un acte reçu par M^e Henrion, notaire à Rabat, le 8 décembre 1927, aux termes duquel Ben Naceur ben Larbi, surnommé, lui a vendu ses droits indivis dans ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA.

Réquisition n° 11665 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, Feddane ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, vers 1923, à Fatma bent Hadjaj ouled Si Mohamed, demeurant et domicilié au douar Ouled Abdallah ben Saïd, fraction Ouled Aïssa ben Hamida, tribu des Oulad Farès (Mzab), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bkira », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu Ouled Farès, fraction Ouled Aïssa ben Hamida, douar Ouled Abdallah ben Saïd, à 500 mètres à l'est de la propriété dite « Chaaba el Oudja », réq. 11606 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Miloudi ben Tayebi ben Lahcen ; à l'est, par Bouazza ould Senoussi ; au sud, par Abdeslam ben Lanaya ; à l'ouest, par ce dernier et Hadj ben Lanaya, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia, homologuée, en date du 22 joumada II 1346 (17 décembre 1927).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11666 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, Hadjadj ben Mohamed ben Sahraoui, marié selon la loi musulmane, vers 1890, à Rehya bent Ali ben Layachi, demeurant et domicilié au douar Oulad Abdallah ben Saïd, fraction Ouled Aïssa ben Hamida, tribu des Oulad Farès (Mzab), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bkira », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bkira II », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Oulad Farès, fraction Ouled Aïssa ben Hamida, douar Ouled Abdallah ben Saïd, à 500 mètres à l'est de la propriété dite « Chaaba el Aoudja », réq. 11606 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Hachem ben Elhadj ; à l'est, par Bouazza ould Senoussi ; au sud, par Larbi ben Lanaya et Mohamed ben Charki ; à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia, homologuée, en date du 22 joumada II 1346 (17 décembre 1927).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11667 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, 1° Hadjadj ben Mohamed ben Sahraoui, marié selon la loi musulmane, vers 1890, à Rehya bent Ali Layachi, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Abdeslam ben Mohamed ben Sehraoui, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à Assila bent Abderrahman ; 3° Belabbès ben Mohamed ben

Sahraoui, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à Lekhira bent Mohamed ; 4° Mohamed ben Abdeslam, marié selon la loi musulmane, vers 1908, à Rehya bent Mohamed ; 5° Lekbir ben Abdeslam, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Zohra bent Hadjadj ; 6° Bouchaïb ben Abdeslam, marié selon la loi musulmane, vers 1915, à Mina bent Haddar, tous demeurant et domiciliés au douar Ouled Abdallah ben Saïd, fraction Ouled Aïssa ben Hamida, tribu Ouled Farès (Mzab), a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Bakhouché », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu Ouled Farès, fraction Ouled Aïssa ben Hamida, douar Ouled Abdallah ben Saïd, à 500 mètres à l'est de la propriété « Charba el Aoudja », réq. 11608 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par Faddoul ben Mohamed ; à l'est, par Bouazza ould Senoussi et consorts ; au sud, par El Aïfa el Gacem ; à l'ouest, par Larbi ben Lanaya et Lasri ben Djillali, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires, en vertu d'une moukia homologuée en date du 13 rejeb 1346 (11 janvier 1928).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11668 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, Maati ben Djillali, marié selon la loi musulmane, en 1909, à Aïcha bent Hadj Ahmed, et en 1922, à Aïtame bent Ahmed, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Ahmed ben Djillali, célibataire ; 3° Bouazza ben Djillali, veuf de Fathma bent Si Djillali, décédée vers 1925 ; 4° El Kebir ben Djillali, célibataire mineur ; 5° Ali ben Djillali, célibataire mineur ; 6° Reouar ben Djillali, célibataire mineur, tous demeurant douar Sninet, fraction des Achache, tribu des Oulad Bouziri, et domiciliés à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 62, chez M^e Magne-Rouchaud, avocat, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tirs Bled Zerrouk », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, tribu des Oulad Bouziri, fraction des Achach, douar Sninet, à 16 km. environ de la piste de Settât à Souk Tnine des Oulad Bouziri, à 22 km. au sud de Settât et à 1 km. au sud de Souk et Tnine.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, à l'est, au sud et à l'ouest, par les héritiers de El Hadj Ahmed ben Touimia, représentés par Mohamed bel Hadj ben Thoumia, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur père Djillali ben Ahmed, qui l'avait lui-même acquis de Radhoum ben el Kouiriz et consorts, suivant acte d'adoul en date du 2 chaoual 1316 (13 février 1899), homologué.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11669 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, la Société Alenda Hermanos et C^{ie}, société en nom collectif, dont le siège social est à Casablanca, 87, route de Rabat, constituée suivant acte reçu le 14 novembre 1911, par M^e Chabert, substituant M^e Pastorino, notaire à Oran, dont les pièces ont été déposées au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, le 5 février 1927, représentée par M. Alenda Louis, et domiciliée à Casablanca, chez M. Nakam, rue de Foucault, n° 97, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Raz el Aïn », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Beni Brahim (Mzab), fraction des Hamaouda, douar El Kouarcha, à 20 km. au sud de Ben Ahmed, près de la gare de Raz el Aïn.

Cette propriété, occupant une superficie de 130 hectares, est limitée : au nord, par Abdeslam ben el Fkih Abdeslam el Mzabi el Aïssaoui ; Djillali ben Alief el Mzabi et Zin ben Aza el Yamani

el Arifi, tous trois demeurant douar Ouled Ami Saïd, fraction des Oulad Si Aïssa, tribu des Beni Brahim ; à l'est, par Djilali ben M'Hamed el Mezabi, douar El Gedanat, fraction Kouarcha, tribu Beni Brahim, et par M'Hamed ben Ali ben el Hadj, demeurant douar El Haounat, fraction des Hamaouda précitée ; au sud, par la source dite « Ras el Aïn » (domaine public), et au delà, Larbi ben Mohamed ben Maati, sur les lieux ; à l'ouest, par la piste de Dar el Caïd Abbès à l'Oued.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 10 rejeb 1345 (14 janvier 1927), homologué, et d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 20 janvier 1928, aux termes desquels le fikih Si Ali ben Hamed et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11670 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, 1° Fetache ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Kamia bent Abdelkader, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Ali ben Djilali, marié selon la loi musulmane à Halima bent M'Hamed Sergheninia, vers 1880 ; 3° M'Hamed ben Djilali, veuf de Radia bent M'Hamed, décédé en 1925 ; 4° Aïcha bent Djilali, mariée selon la loi musulmane à M'hamed ben Ahmed ben Abdessadok, vers 1865 ; 5° Zohra bent Ali Aouni ben Jilali, divorcée de El Kebir ben Hamadi, avec lequel elle s'était mariée selon la loi musulmane vers 1895 ; 6° Fatma bent En Aouni ben Jilali, mariée selon la loi musulmane à M'Hamed ould Si Mohamed ben Abdesslam el Harrizi, vers 1910 ; 7° Zohra bent Jilali, mariée selon la loi musulmane, vers 1885, à Rahali ben Larbi ; 8° Jilali ben Larbi, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Henia bent Ali ben Jilali ; 9° Nedjma bent Larbi, veuve de Allal ben Larbi, décédé en 1902 ; 10° Ahmed ben Ali el Ghezouani, marié selon la loi musulmane, vers 1882, à Hadda bent el Maati ; 11° Abderrahmane ben Ali, marié selon la loi musulmane, vers 1890, à Sefia bent Bou Reada ; 12° Larbi ben Ali, marié selon la loi musulmane, vers 1893, à Aïcha bent Larbi ; 13° Rahal ben Ali, marié selon la loi musulmane, vers 1908, à Fatna bent Cherki ; 14° Khedidja bent Ali el Ghezouani, célibataire ; 15° Henia bent Ali, veuve de Naceur Chelh, décédé en 1905 ; 16° Zérouka bent Ali, célibataire ; 17° Aïcha bent Ali, célibataire ; 18° Mouina bent Ali, veuve de Ahmed ben Fetache, décédé en 1917 ; 19° Zahra bent el Fetache, célibataire ;

20° El Kebir ben Embarek, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Fatma bent Ali ; 21° Mohamed ben Embarek, marié selon la loi musulmane, vers 1922, à Fatma bent Rahal ; 22° Driss ben Kaddour, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent Ahmed, vers 1921 ; 23° El Kebir ben Hamou, veuf de Abla bent el Maati, avec laquelle il s'était marié en 1890 ; 24° Abbès ben Jilali ben Hamou, marié selon la loi musulmane vers 1919, à Fatma Salmia ; 25° Bouchaïb ben Jilali ben Hamou, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Chedgali, vers 1922 ; 26° Embarka bent Hamou, mariée selon la loi musulmane à Mohamed ben Larbi, vers 1893 ; 27° Mohamed ben Smaïn, célibataire ; 28° El Maati ben Smaïn, célibataire mineur ; 29° El Maati ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, vers 1921, à Rabha bent Larbi ; 30° El Mehdi ben Mohamed, célibataire ; 31° Larbi ben Mohamed, célibataire ; 32° Mebarka bent Kacem, veuve de El Aouni Djilali ; 33° Henia bent Larbi, veuve de Djilali ben Maati ; 34° Fatma el Kerda, veuve de Cheikh Mohamed ben el Maati ; 35° Fatma bent Ali, célibataire ; 36° Halima bent Ali, veuve de Larbi bel Maati ; 37° Abbès ben Djilali ben el Maati, célibataire, tous demeurant au douar Ouled Sbih, tribu des Beni Mesquine, à l'exception des 5° et 6° qui demeurent douar Melilla, fraction Ouled Ghalleh, tribu des Mdakra, et tous domiciliés à Casablanca, boulevard de la Gare, n° 103, chez M° Busquet, avocat, a demandé l'immatriculation. en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Douida », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe d'El Borouj, tribu des Beni Mesquine, douar Ouled Sbih, à droite et à gauche de la route de Settât à El Borouj, près du souk Trine des Beni Ihloug.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par les Oulad Sebh, représentés par Ali ben Abbès, douar Ouled Sebh, tribu précitée ; à l'est, par la piste des Kherlachne à Souk el Arba des Oualate, et M. Mellia, demeurant à El Borouj ; au sud, par la djemâa des Krabba, représentée par Ahmed bel Larbi, la djemâa des Oulad Hadidou, représentée par El Kebir ben Mira, et la djemâa des Oulad Saïd ben Youssef, représentée par Salah ben Mohamed, tous ces derniers demeurant douar El Mramna, tribu précitée ; à l'ouest, par les Oulad Jamaï, représentés par El Hadj Naceur ben Bouihi, demeurant douar Oulad Jamaï, tribu précitée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur Mohamed ben el Maati, dit « Fetache Essobhi », à qui l'attribuait une moukia en date du 28 rejeb 1346 (21 janvier 1928).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11671 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 31 janvier 1928, El Houari ben Lemfadel, marié selon la loi musulmane, vers 1918, à Khadouj bent Hadj Mohamed, et divorcée d'Ouardia bent Gbazouami, vers 1920, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de 2° Hadj Bouchaïb ben Lemfadel, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Rehya bent Djilali, tous deux demeurant et domiciliés au douar Moualine Sekhar, fraction El Aounat, tribu des Gdana (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, par parties égales, d'une propriété dénommée « Bled El Hofra », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Hofra », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Gdana, fraction El Aounat, douar Moualine Sekhar, à 10 km. au nord-ouest de la casbah El Ayachi et à 1.500 mètres au sud-ouest de Sidi el Hachemi.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Ahmed ben el Hadj Bouchaïb et Mohamed ben Haouda ; à l'est, par les requérants ; au sud, par Mohamed ben el Ghezouani et Ahmed ben el Hadj Bouchaïb ; à l'ouest, par le chemin de Sidi Amor à Souk Djemâa, et au delà, par Ahmed ben el Hadj ; tous ces riverains demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec son coindivisaire en vertu d'un acte d'adoul, homologué en date du 24 kaada 1330 (4 novembre 1912), aux termes duquel Zaharen el Hadj Labchi et Kacem ben Hadj Mohamed ben Brahim leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11672 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, M'Ahmed ben Embarek Baschko el Abdi, marié selon la loi musulmane à Zohra bent el Mekki, vers 1900, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, impasse Midra, n° 6, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ennessenissa », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction et douar des Oulad Messaoud, à 300 mètres et au nord de la réquisition 7376 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par la route d'Aïn Diab à la route de Mazagan, et au delà, par Hadj Abdesselam ben Hadj, sur les lieux, et les héritiers d'Ahmed ben Abdelkader, représentés par Si Meffi ben el Caïd Ziadi, demeurant à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, n° 1 ; à l'est, par les héritiers de Ahmed ben Abdelkader, surnommé ; au sud, par la propriété dite « Bled Alia », titre 6319 C., appartenant à M. Toledano Maïr Abraham, demeurant à Casablanca, chez M. Lapierre, boulevard de la Gare, n° 86 ; à l'ouest, par la propriété dite « Bled Messaoud Benquirane », titre 469 C., appartenant à Hadj Abderrahmane ben Kirane, demeurant à Casablanca, 80, route de Médiouna.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, homologué, en date du 1^{er} moharrem 1329 (3 janvier 1911), aux termes duquel Aïcha bent el Taïbi el Hadaouia et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11673 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, 1^{er} Hadj Bouchaïb ben Lemfadel, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Rehya bent Djilali, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2^e El Houari ben Lemfadel, marié selon la loi musulmane à Khadjouj bent Hadj Mohamed, vers 1918, et divorcé vers 1920, de Ouardia bent Ghazouani, tous deux demeurant et domiciliés au douar Moualine Sekhar, fraction Aounat, tribu des Gdana (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled ben Taouci », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Gdana, fraction El Aounet, douar Moualine Sekhar, à 9 km. au nord-ouest de la casbah El Ayachi et à 2 km. au sud-ouest de Sidi el Medani.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par la piste de Sidi Hachemi à Ouled Sidi Berrananc, et au delà, les requérants ; à l'est, par Mohamed ben Hadj Ahmed, douar Ouled Sidi Hachemi, fraction Ouled Abbou, tribu précitée ; au sud, par la piste de l'Aïn Beida à Aïn Shib, et au delà, le requérant ; à l'ouest, par Mohamed ben Larbi ben Amor, douar Meddahra, fraction Ouled Abbou, tribu précitée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec son coindivisaire en vertu d'un acte d'adoul, homologué, en date du 1^{er} rebia II 1327 (22 avril 1909), aux termes duquel Mohamed ben Djilali et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11674 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, El Khattab ben M'Hamed, marié selon la loi musulmane, vers 1908, à Miloudia bent Ahmed, et en 1910, à Damya bent Djilali, demeurant et domicilié au douar de Sidi Rahal Moualine Bahar, fraction Mzoura, tribu des Ouled Arif (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Eddar », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arif, fraction Mzoura, douar Ouled Sidi Rahal Moualine Bahar, à 20 km. au sud de Settât et à 3 km. à l'ouest de Khémisset.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Lefdil, sur les lieux, et l'Etat chérifien (domaine public) ; à l'est, par la piste d'Aïn Bahar à Ould M'Hamed, et au delà, par M'Hamed ben Belabbes, Mostefa ben Smaïl et consorts, tous deux douar précité, et Mohamed ben Daouya, douar Ould Sidi Rahal Amor, fraction Ouled M'Hamed, tribu des Ouled Bouziri (Chaouïa-sud) ; au sud, par Rahal ben Smaïl, Mohamed ben Radia, tous deux douar Ouled Sidi Rahal Amor précité, Cheikh Mohamed ben Larbi Khalfi, et Larbi ben Tebaa Khalfi, ces deux derniers douar et fraction Beni Ikhlef, tribu des Ouled Arif ; à l'ouest, par Miloudi ben Djilali et consorts, Mohamed ben Berradia, Miloudi ben Bendaoud et Mohamed ben Lefdil ; tous ces derniers demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul homologué en date du 28 rejeb 1331 (3 juillet 1913), aux termes duquel Mohamed Ezzemouri et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11675 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, El Khattab ben M'Hamed, marié selon la loi musulmane, vers 1908, à Miloudia bent Ahmed, et en 1910, à Damya bent Djilali, demeurant et domicilié au douar de Sidi Rahal Moualine Bahar, fraction Mzoura, tribu des Ouled Arif (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Houd et Mezzara », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Si el Khattab », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arif, fraction Mzoura, douar Ouled Sidi Rahal Moualine Bahar, à 20 km. au sud de Settât, et à 3 km. à l'ouest de Khémisset.

Cette propriété, composée de deux parcelles, occupant une superficie de dix hectares, est limitée :

Première parcelle, dite « El Houd » : au nord, par le chemin d'Aïn Bahar à Beni Skhiff, et au delà, par Djilali ben Mazab et Mohamed ben Armor oud Bahira, tous deux douar Ouled Slimi, tribu et fraction précitées ; à l'est, par Mohamed ben Djilali, douar Moualine el Toualaa, fraction Mzoura, tribu précitée ; au sud, par Mohamed ben Sfia, Abdelkader ben Mohamed et Maati ben Lehroum, tous douar Moualine el Toualaa précité ; à l'ouest, par Djilali ben Najah, précité ;

Deuxième parcelle, dite « Mezzara » : au nord, par le chemin de Beni Ikhlef à Bahar, et au delà, par Mohamed ben Lefdil, douar Bahar, tribu et fraction précitées, et Lekhir ben Shab, douar Ouled Slimi, tribu et fraction précitées ; à l'est, par Cheikh Larbi ben Hamou el Khalfi Larifi et Larbi ben Tebaa, tous deux sur les lieux ; au sud, par Mohamed ben Sfia, Maati ben Lehroum, précités ; à l'ouest, par Mohamed ben Lefdil, susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia, homologuée en date du 28 rebia II 1346 (20 octobre 1927).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11676 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, El Khattab ben M'Hamed, marié selon la loi musulmane, vers 1908, à Miloudia bent Ahmed, et en 1910, à Damya bent Djilali, demeurant et domicilié au douar de Sidi Rahal Moualine Bahar, fraction Mzoura, tribu des Ouled Arif (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Moussa », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arif, fraction Mzoura, douar Ouled Sidi Rahal Moualine Bahar, à 20 km. au sud de Settât et à 3 km. à l'ouest de Khémisset.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Moussa, douar Khrissat, tribu et fraction précitées ; à l'est, par le cimetière de Sidi Moussa (Habous) ; au sud, par Amor oud Mohamed ben Moussa, et Abbès oud el Hadj Abderrahman, tous deux douar Khrissat, fraction et tribu précitées, et Bendaoud ben Abbès Charqaoui, douar El Jouartia, fraction Ouled Djemil, tribu précitée ; à l'ouest, par Ghanem oud el Azouzia, douar Khrissat précité, et Benaïssa Zarouali, aux Zerouala, fraction Ouled Si Chenane, tribu précitée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia, homologuée, en date du 29 joumada II 1346 (24 décembre 1927).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11677 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, El Khattab ben M'Hamed, marié selon la loi musulmane, vers 1908, à Miloudia bent Ahmed, et en 1910, à Damya bent Djilali, demeurant et domicilié au douar de Sidi Rahal Moualine Bahar, fraction Mzoura, tribu des Ouled Arif (Ouled Saïd), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar el Khadam », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Ouled Arif, fraction Mzoura, douar Ouled

Sidi Rahal Moualine Bahar, à 20 km. au sud de Settat et à 3 km. à l'ouest de Khémisset.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par Bouchaïb ben Bedouri, douar Ouled Slima, tribu et fraction précitées ; à l'est, par Lahmadi ben Tahar et Mhamed ben Tahar, tous deux sur les lieux ; au sud, par Amor ben Djilali, sur les lieux ; à l'ouest, par Mohamed ben Lafdil, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 23 rebia II 1346 (20 octobre 1927), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11678 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, Kaddour ben Ali Errahmani el Kerchi, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à Fathma bent Rghalem, vers 1908, à Henia bent Larbi ben Rahal, et vers 1906, à Izza bent Hamed, demeurant aux Oulad Saïd, tribu des Mzoura, près de Dar el Hadj ben Selam, et domicilié à Casablanca, chez M^e Machwitz, avocat, 38, rue de l'Horloge, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Kelaa », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Mzoura, près de Dar el Hadj ben Selam.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par les Oulad Laskina, représentés par le cheikh Mohamed el Hamor ; à l'est, par Mohamed ben Kerroun et Djilali Lachehab ; au sud, par Bouchaïb ben el Arbi et Abdennou ben Mohamed ; à l'ouest, par Fathma bent Benabbou ; tous riverains demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, homologué, en date du 10 rebia II 1346 (7 octobre 1927), aux termes duquel Ghanem ben Mohamed ben Abbou et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
ROUVIER.

Réquisition n° 11679 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, Si Allal ben Ahmed ben Debaa, caïd des Oulad Bouzerara, marié selon la loi musulmane, vers 1903, à Zahra bent Maalem Ali, demeurant et domicilié à Sidi ben Nour, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Sania Sid Allal », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Caïd Allal I », consistant en terrain bâti, située à Mazagan, rue 265, n° 6.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 mètres carrés environ, est limitée : au nord, par la rue 227 ; à l'est, par la rue 265 ; au sud, par Zoubair Lahlo oud Hadj Mohamed, demeurant à Mazagan, Kissaria Nahon, place Brudo ; à l'ouest, par les héritiers de Messaoud ben Simon, représentés par Judah ben Simon, demeurant à Mazagan, route de Marrakech.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, homologué, en date du 10 safar 1343 (10 septembre 1924), aux termes duquel Abdelaziz ben el Hadj Abdelkader Guessous lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11680 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, Si Allal ben Ahmed ben Debaa, caïd des Oulad Bouzerara, marié selon la loi musulmane, vers 1903, à Zahra bent Maalem Ali, demeurant et domicilié à Sidi ben Nour, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Dar Djedida », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Caïd Allal II », consistant en terrain bâti, située à Mazagan, rue 212, n°s 24 et 26.

Cette propriété, occupant une superficie de 120 mètres carrés environ, est limitée : au nord, par Ahmed Chiadmi, sur les lieux, et Si Allal, employé au service des domaines, à Mazagan ; à l'est, par le requérant et Mohamed ben Rahal, sur les lieux ; au sud, par la rue 212, et les habous ; à l'ouest, par l'impasse 213.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 22 moharrem 1335 (18 novembre 1916), homologué, aux termes duquel Ahmed ben el Djilani et Haj el Mahdjoub ben Sid Ezzine lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11681 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, Si Allal ben Ahmed ben Debaa, caïd des Oulad Bouzerara, marié selon la loi musulmane, vers 1903, à Zahra bent Maalem Ali, demeurant et domicilié à Sidi ben Nour, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Dar Caïd Bouchaïb », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Caïd Allal III », consistant en terrain bâti, située à Mazagan, rue 338, n° 9.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par Ahmed ben Bou Djemaa el Allali et Abdelkader ben Ahmed ; à l'est, par Hadj Bouchaïb ben Koubi ; au sud, par la rue 338 ; à l'ouest, par Messaoud Abadi ; tous ces riverains demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 28 moharrem 1345 (8 août 1926), homologué, aux termes duquel Omar ben Mohammed et Nedjma bent Sid Abdallah lui ont vendu la moitié indivise de ladite propriété, étant précisés qu'un partage de fait est intervenu entre lui et ses copropriétaires.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11682 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 février 1928, M^{me} Van de Kerckhove Léonie, mariée à M. Petit Joseph, le 14 mai 1921, à Casablanca, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu le 13 mai 1921, par M^e Letort, chef du bureau du notariat de Casablanca, demeurant et domiciliée à Casablanca, 1, rue de Marseille, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Feddane en Nakhla », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Elvedeka III », consistant en terrain de culture et de parcours, située circonscription des Doukkala, annexe de Sidi Ali, tribu des Chiadma, douar M'Rara, à 1 km. au nord de la route de Casablanca à Mazagan et à hauteur du km. 18.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par les Oulad Snaji ; à l'est, par les héritiers Bel Aïdi ; au sud, par Hadj Mohamed ben Daoui, tous demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par M. Tolila Emile, demeurant à Bir Djedid Saint-Hubert.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 26 juillet 1926, aux termes duquel Bouchaïb ben es Senahdji et El Hassan ben Cheikh Naceur Chiadmi el Mokhtari et consorts lui ont vendu ladite propriété recueillie dans la succession du cheikh Naceur el Chiadmi el Mesktari, à qui l'attribuait une moukia en date du 3 rebia 1332 (30 janvier 1914), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11683 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 février 1928, M^{me} Van de Kerckhove Léonie, mariée à M. Petit Joseph, le 14 mai 1921, à Casablanca, sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu le 13 mai 1921, par M^e Letort, chef du bureau du notariat de Casablanca, demeurant et domiciliée à Casablanca, 1, rue de Marseille, a demandé l'immatriculation, en qualité de proprié-

taire, d'une propriété dénommée « Bled El Harach », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Elvedeka II », consistant en terrain de culture et de parcours, située circonscription des Doukkala, annexe de Sidi Ali, tribu des Chiadma, douar M'Raha, au km. 40 de la route de Casablanca à Mazagan.

Cette propriété, occupant une superficie de 128 hectares, composée de deux parcelles, est limitée savoir :

Première parcelle : au nord et à l'ouest, par Maati Berami, demeurant sur les lieux ; à l'est, par Mohamed ben Dahan, pacha d'Azemmour ; au sud, par la route de Casablanca à Mazagan ;

Deuxième parcelle : au nord, par la route de Casablanca à Mazagan ; à l'est, par Zemmour ben Rami, Saïd ben Regragui et Hadj Moktar, tous sur les lieux ; au sud, par l'oued El Faregh ; à l'ouest, par Ahmed Legragui et Hadj Mohamed ben Daoui, demeurant sur les lieux.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 26 juillet 1926, aux termes duquel Bouchaïb ben Senhadji et El Hassan ben Naceur lui ont vendu ladite propriété qu'ils détenaient, le dernier en vertu d'un acte d'adoul en date du 14 safar 1332 (12 janvier 1914), aux termes duquel son père Naceur ben Lekbir lui avait fait donation de la totalité de ladite propriété, le premier pour avoir acquis du dit El Hassan la moitié indivise de cet immeuble.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11684 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, M. Tissier François-Marie, marié sans contrat à dame Boudou Jeanne, le 17 décembre 1910, à Ferrières-Saint-Mary (Cantal), demeurant et domicilié à Mazagan, boulevard Charles-Roux, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tissier », consistant en terrain à bâtir, située à Mazagan, quartier du phare de Sidi Bou Afif.

Cette propriété, occupant une superficie de 454 mètres carrés, est limitée : au nord et au sud, par la propriété dite « Nahon I », titre 3272 C., appartenant à MM. Nahon Joseph et consorts, demeurant sur les lieux ; à l'est, par M. They, commis principal à la direction générale des travaux publics, à Rabat ; à l'ouest, par M^{me} Alchier Marie, veuve Sugat Frédéric-Lucien, demeurant à Lalbenque (Lot).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 20 moharrem 1332 (8 décembre 1914), aux termes duquel il a acquis d'El Hadj Tahar ben Boudjida une propriété de plus grande étendue dans l'indivision avec MM. They, Bergerol, Marsal et Lugol, le présent immeuble lui ayant été attribué à la suite d'un partage de fait intervenu entre lui et ses copropriétaires.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11685 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, Zemzami ben Mekki, marié selon la loi musulmane, vers 1903, à Fdila bent Mohamed ben Kabir, et vers 1916, à Halima bent el Hassan, demeurant et domicilié au douar de la zaouïa des Oulad Sidi Zemzami Ebnaciri, fraction des Oulad Slimane, tribu des Oulad Abbou, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Hamria », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Oulad Abbou, fraction des Oulad Sliman, douar Zaouïa des Oulad Sidi Zamzani Annasiri, à 7 km. au nord-ouest de la casbah El Ayachi et à 3 km. au sud-est de Sidi el Hachemi.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par Mbarek ben Laouni et consorts, demeurant douar Oulad ben el Alami, fraction Ouled Hamiti, tribu Moualine el Hofra ; à l'est, par la route de Boulaouane à Casablanca, et au delà, par Chaoub ben Hassan et Larbi ben Hachemi Rialsi, demeurant douar Ouled Sidi Abdelmalek, fraction Ouled Sliman, tribu précitée ; au

sud, par la piste de la casbah des Oulad Saïd à la gare de Sidi Ali, et au delà, par Larbi ben Lachemi Riahi, sur les lieux ; à l'ouest, par Kelloum ben M'Hamed, douar Ouled Sidi Abdelmalek, précitée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulikia en date du 12 rejeb 1344 (26 janvier 1926), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11686 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928, 1^o M'Hammed ben Mohammed ben M'Hamed ben Jabeur Lemerahi Essenjachi, marié selon la loi musulmane, vers 1915, à Fatma bent Mohamed, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2^o El Kebira bent Mohammed ben M'Hammed ben Jabeur Lemerahi, mariée selon la loi musulmane à Maazou ben Jilali, vers 1917, tous deux demeurant et domiciliés au douar Ouled ben Hadid, fraction Kerintat, tribu des Beni Brahim (Mzab), a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « Dar Zeïda », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ouejh », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Beni Brahim, fraction Ouled Bouhedid, douar Ouled Chaban el Gremtat.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par El Hadj ben Hamed el Kerimetî ; à l'est, par Ahmed ben Djilali ; au sud, par la propriété dite « Esseridj », réq. 8873 C., dont l'immatriculation a été requise par le requérant susnommé ; à l'ouest, par la route de Souk el Tietat à Ben Ahmed.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire pour l'avoir recueilli dans la succession de Mohammed ben M'Hamed ben Djabeur, dit « Mohamed ben Jabeur Lemrahi », dont le décès a été constaté par acte de filiation en date du 5 chaabane 1344 (18 février 1926) et qui l'avait lui-même acquis de Ahmed ben Selimane et consorts, suivant acte d'adoul du 20 kaada 1365 (7 octobre 1849).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11687 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, Sidi Abdeslam ben Abdeslam el Kadmiri, marié vers 1907, à Zohra bent Sidi Amor, selon la loi musulmane, demeurant et domicilié au douar Kdamra, fraction Soualem Tirs, tribu des Oulad Ziane, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Talaa el Slah », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Oulad Ziane, fraction des Soualem Tirs, douar Kdamra, à 3 km. du marabout de Sidi Ahmed Mejdoub, à 2 km. à l'ouest de Souk el Had et à 3 km. à l'est de la route de Casablanca à Boucheron.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Ahmed ben Mostefa Aliani ; à l'est, par Brahim ould el Hadj Ali Kadmiri ; au sud, par Mohamed ould el Hadj Ahmed Kadmiri ; à l'ouest, par El Hadj Allal ben Hadj Tahar Kadmiri, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 19 jourmada II 1343 (14 janvier 1925), homologué, aux termes duquel Sidi Azouz ben Brahim, ses frères Sid el Mejdoub, Sid Tahar, Sid Abdelkader et leur cousin Sid Bouchaïb ben Kacem lui ont vendu ladite propriété qu'ils détenaient ainsi que le constate une moulikia en date du 18 jourmada I 1343 (15 décembre 1924).

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11688 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, 1^o Ben Hamida ben Abdallah ben el Hadj ben Hamida, marié selon la loi musulmane, vers 1917, à Rekia bent M'hamed, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2^o Ahmed ben Abdallah ben Hadj ben Hamida, marié selon la loi

musulmane, vers 1912, à Aïcha bent Ahmed ben Chibani ; 3° Kaddour ben Abdallah, célibataire ; 4° Youcef ben Abdallah, célibataire ; 5° Fatma bent Abdallah, mariée selon la loi musulmane à Lahcène ben Youcef, vers 1908 ; 6° Hadhoum, dite « Djedda bent Abdallah », célibataire mineure ; 7° Keltoum bent Abdallah, célibataire mineure ; 8° Zohra bent Abdallah, célibataire mineure ; 9° Zohra bent Larbi, veuve d'Abdallah ben el Hadj ben Hamida, décédé en 1927, tous demeurant et domiciliés au douar Houaoura, fraction Beni Hassan, tribu des Oulad Bouaziz, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de 14/96^e pour chacun des quatre premiers requérants, de 7/96^e pour chacune des 5^e, 6^e, 7^e et 8^e corequérantes, et de 1/18^e pour Zohra bent Larbi, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad Abdallah », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala-nord, tribu des Oulad Bouaziz, fraction Beni Hassan, douar Houaoura, à 7 km. au nord-est de la zaouia Sidi Smin et à 2 km. à l'est de Sidi Embarek.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, comprenant 5 parcelles, est limitée savoir :

Première parcelle, dite « Tirs » : au nord et au sud, par Mohamed ben Kaddour, demeurant douar El Ghenadra, fraction Beni Hassan ; à l'est, par Mohamed ben Sultana el Melali, demeurant douar Mribtat, fraction des Beni Melal ; à l'ouest, par M'hamed ben el Bouizi, demeurant à Mazagan ;

Deuxième parcelle, dite « Hadjera el Anakfa » : au nord, par Mohamed ben Abdelkader ; à l'est, par Lahcène ben Youcef ; au sud, par M'hamed ould el Bouizi, à Mazagan ; à l'ouest, par El Hadj ben Hamida ; tous demeurant sur les lieux, à l'exception du riverain au sud ;

Troisième parcelle, dite « Tirs Bakhta » : au nord, par Lahcène ben Youcef ; à l'est, par Mohamed ben Saïd ; au sud, par Bouhadou ben Djilali, demeurant douar Rouhala ; à l'ouest, par Abdelkader ben Ahmed ; tous demeurant sur les lieux, à l'exception de Bouhadou, susnommé ;

Quatrième parcelle, dite « Hbal Zaatara » : au nord, par M'hamed ould el Bouizi, demeurant à Mazagan ; à l'est, par Rahma Dabou et Abdallah ben el Fkih, sur les lieux ; au sud, par Haïda ben Kacem, sur les lieux ; à l'ouest, par Hamou ben Lahcène, demeurant douar Ouled Tra, fraction Brahma, Ouled Bouaziz ;

Cinquième parcelle, dite « Bhira » : au nord, par Ali ben el Hadj ben Hamida, sur les lieux ; à l'est, par Mohamed ben Kaddour, douar Ghenadra précité ; au sud, par M'hamed ben el Aroubia, sur les lieux ; à l'ouest, par les requérants.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Abdallah ben el Hadj ben Hamida (décès constaté par acte de filiation du 10 rebia II 1346 (7 octobre 1927), à qui l'attribuait une moukia en date du 2 rebia I 1329 (3 mars 1911), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,

BOUVIER.

Réquisition n° 11689 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, Bouazza ben Sid Taïb Leghnimi el Mhamdi, marié vers 1919, à Zahra bent Sidi Abdelkhalak, selon la loi musulmane, demeurant et domicilié tribu des Hedami (Oulad Saïd), zaouia Sidi Abdelkhalak Ghenimienne, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Daya », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Daït ben Lekrif », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Hedami, fraction des Ghenimien, douar Ouled ben Mohamed, à 1 km. au sud de la zaouia des Ghenimienne et à 10 km. au nord-est de Sidi Ali.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Bouchaïb ben el Hamri ; à l'est, par M. Gautrin, à Casablanca, immeuble des Magasins Modernes ; au sud, par Ahmed el Abdi ; à l'ouest, par El Mokhtar ould Requia ; tous les indigènes demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel

et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 9 ramadan 1324 (27 octobre 1906), homologué, aux termes duquel Ali ben el Yamani el Ayadi el Aïssaoui et son frère El Hadj Bouchaïb ben el Yamani lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11690 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, 1° El Hadj Mohamed ben Abdelqader, marié selon la loi musulmane, vers 1888, à Mina bent el Fkih Si Mohamed, et vers 1890, à Mbarka bent Si Abdallah, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Ahmed ben Abdelqader, marié selon la loi musulmane, vers 1886, à Fatma bent Bouazza, et vers 1888, à Fatma bent Mohamed, tous deux demeurant et domiciliés au douar Chorfa des Oulad Sidi Barka, fraction Oulad Slimane ben Arif, tribu des Oulad Arif, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sehb Stour », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Oulad Arif, fraction des Oulad Slimane ben Arif, douar Chorfas, à 500 mètres à l'est du mausolée de Sidi Barka, à 9 km. au sud de Settat.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par la route de Settat à Marrakech, et au delà, Si Abdelqader ben Bouazza et consorts ; à l'est, par Brahim ben Heddi et consorts ; au sud, par la piste de Sidi Barka à Dar Khair, et au delà, Larbi ben Bamou et consorts ; à l'ouest, par les requérants.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec son coindivisaire en vertu d'une moukia en date du 17 ramadan 1321 (7 décembre 1903), homologuée, établissant leur droit de propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11691 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, M'hamed ben Djilali Enhabi el Abdouni el Messaoudi, marié selon la loi musulmane, vers 1917, à Fathema bent Larbi ben Djilali, et vers 1919, à Zarah bent el Maati ben Korchi, demeurant douar Ouled Messaoud, tribu des Oulad Bahr Seghar, circonscription d'Oued Zem, et domicilié à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 55, chez M^e Périssoud, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Dar Nefra », consistant en terrain de culture, située circonscription d'Oued Zem, confédération des Ourdigha, tribu des Oulad Bahr Seghar, fraction des Oulad Abdoun, douar Ouled Messaoud, à 2 km. à l'est de Kourigha, près de la piste allant à Sidi Rasouani.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Lahbacha et Lefquith ben Mohamed ; à l'est, par Ahmed ben Abdesslam et consorts ; au sud, par les Oulad Sahraoui et Maati ben Djilali el Messaoudi, Selloumi ; à l'ouest, par les Oulad Mohamed ben Saïd ; tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 13 rebia I 1332 (9 février 1914), homologuée, établissant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11692 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, 1° M. Leprévost Auguste-Eustache, célibataire, demeurant 69, route de la Révolte, à Levallois-Perret (Seine), agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° M. Regniault Henri-François, marié à dame Le Marchand Yvonne, le 16 décembre 1926, à Paris (1^{er} arrondissement), sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Chauvain, notaire à Paris, le 10 décembre 1926, demeurant à Paris, rue du Louvre, n° 2 ; 3° M. Cottel Marie-Joseph-Charles-Alfred-Philippe, célibataire,

demeurant à Mazagan, rue Carreiro ; 4° la succession vacante de M. Grobert Pierre-Charles-Joseph, décédé à Casablanca, le 28 avril 1919, représentée par son curateur, M. Zévaco, secrétaire-greffier du tribunal de première instance de Casablanca, et tous domiciliés chez M. Chateau, à Casablanca, 103, boulevard de la Gare, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité dans la proportion de 3.518 mètres carrés pour lui-même, 3.571 mètres carrés pour le deuxième et 3.518 mètres carrés pour les deux derniers, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « François-Auguste », consistant en terrain nu, située à Fédhala, à proximité de la casbah.

Cette propriété, occupant une superficie de 10.608 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Marie-Claude », titre 4924 C., appartenant à M. Boutte Jean-Louis, à Béziers, et domicilié chez M. Audy, à Casablanca, 67, route de Rabat ; à l'est, par la propriété dite « Es Silah », titre 1707 C., appartenant à la Compagnie Franco-Marocaine de Fédhala ; au sud, par la propriété dite « Canada », titre 3695 C., appartenant à la Compagnie Franco-Marocaine ; à l'ouest, par la route de la casbah au port.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coindivisaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 6 hijra 1331 (6 novembre 1913), aux termes duquel M. Jamin lui a vendu ladite propriété dans l'indivision avec MM. Cottel, Regniault et Grobert, ce dernier décédé par la suite.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11693 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928. M'Hamed ben Djilali Enhabi el Abdouni el Messaoudi, marié selon la loi musulmane, vers 1917, à Fathma bent Larbi Ben Djilali, et vers 1919, à Zarah bent el Maati ben Korchî, demeurant douar Ouled Messaoud, tribu des Oulad Bahr Seghar, circonscription d'Oued Zem, et domicilié à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 55, chez M^e Perrissoud, avocat, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled Haoud el Guezzard », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Haoud el Guezzard », consistant en terrain de culture, sise circonscription d'Oued Zem, confédération des Ourdigha, tribu des Oulad Bahr Seghar, fraction des Oulad Abdoun, douar Oulad Messaoud, à 2 km. à l'est de Kourigha, près d'une piste allant à Sidi Rasoudni.

Cette propriété, occupant une superficie de deux hectares, est limitée : au nord et à l'ouest, par Bouchta ben Larbi ; à l'est, par Abdeslam ben Hamou et son frère Hamou, demeurant sur les lieux ; au sud, par la piste de Kerkour Essaheb à Guesiat Enadi.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 1^{er} rebia II 1330 (19 février 1912), homologué, aux termes duquel Mohamed ben Djilani ould Mansour, Zehar, Zohra, Fatouma et Yazza bent el Hadj lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11694 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928. 1° Mohammed ben Bouchaïb ben el Hadj Ahmed Lakhdar Mzamzi el Aroussi el Hasnaoui, dit « Ould el Bacha », marié selon la loi musulmane à Haddoum bent el Kebir, vers 1907 ; 2° Djilali ben Bouchaïb ben el Hadj, dit « Ould el Bacha Mzamzi el Aroussi », marié selon la loi musulmane à Zahra bent Mdjedj, vers 1916 ; 3° Ahmed ben Bouchaïb ben el Hadj, dit « Ould el Bacha », marié selon la loi musulmane à Zohra bent el Ouadoudi, vers 1923, tous trois demeurant et domiciliés au lieu dit « Kilaz », à proximité de Settât, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « El Melah », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Bled Ouled el Bacha I », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-sud, tribu des Mzamza, fraction Ouled Arus, douar Kilèse, à 2 km. environ à l'ouest de Settât et à 200 mètres environ à l'ouest du marabout de Lalla Mimouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par l'Etat chérifien (domaine privé) ; à l'est et au sud, par Lekbir ben Thami M'Zamzi Laaroussi, sur les lieux ; à l'ouest, par la piste des Oulad Ghenam à Settât, et au delà, l'Etat chérifien (domaine privé).

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 9 jourmada I 1343 (6 décembre 1924), aux termes duquel M'Hamed ben Lefkih Djilali Lemzahi leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11695 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928. 1° Mohamed ben Bouchaïb ben el Hadj Ahmed el Khadir Mzamzi el Aroussi el Mesnaoui, dit « Ould el Bacha », marié selon la loi musulmane à Haddoum bent el Kebir, vers 1907 ; 2° M'Hamed ben Bouchaïb ben el Hadj, dit « Ould el Bacha Mzamzi Laaroussi el Mesnaoui », marié selon la loi musulmane à Zohra bent el Ouadoudi, vers 1923 ; 3° Djilali ben Bouchaïb ben el Hadj, dit « Ould el Bacha », Mzamzi Laaroussi el Mesnaoui, marié selon la loi musulmane à Zahra bent Djedjaj, vers 1916, tous demeurant et domiciliés au lieu dit « Kilaz », à proximité de Settât, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis par parts égales entre eux, d'une propriété dénommée « Dar Lafrak », à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Bled Ouled el Bacha II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, tribu des Mzamza, fraction Ouled Arus, douar Kilèse, à 2 km. environ à l'ouest de Settât et à 200 mètres à l'ouest du marabout de Lalla Mimouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par Lekbir ben Thami Mzamzi Laaroussi, sur les lieux ; à l'est, par la piste de Sidi M'Sahal à Seltou, et au delà, El Kebir ben Thami, sur les lieux ; au sud, par la piste du marabout de Sidi M'Sahal à la zaouïa El Hadj Ahmed, et au delà, Abdemdjib ben el Hadj Maati, khalifat du pacha de Settât ; à l'ouest, par Ali Bousseroual Mzamzi, sur les lieux.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 21 kaada 1341 (5 juillet 1923), homologué, aux termes duquel Dahman ben Abderrahman leur a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11696 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928. El Hadj Bouchaïb ben Ali Elharizi el Hachbi el Haloufi el Baydaoui, marié à Casablanca, vers 1886, à El Hadja Chafia bent el Hadj Ahmed Ezzemouri, selon la loi musulmane, demeurant et domicilié à Casablanca, 13a, avenue du Général-Drude, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bir el Ahmar », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ard el Hadj Bouchaïb », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Oulad Harriz, fraction Hebacha, douar Nehala, à 5 kilomètres à l'est de Ber Rechid et à 2 kilomètres environ à l'est du marabout de Sidi Kadi Hadja.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par les héritiers de El Hadj Messaoud ben el Ghazouani, représentés par Si Bouazza ben el Hadj Messaoud ; au sud, par les héritiers d'Ahmed ben Mohamed, représentés par Mohamed ben Ahmed ben Ahmed ; par les héritiers de Allal ben el Basri, représentés par Mohamed ben Allal ; à l'ouest, par Ismaïl ben el Hadj ; Fqih el Hadj Mohamed el Ghezouani ; tous demeurant douar Jedad, fraction Hebacha, tribu des Oulad Harriz.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 16 moharrem 1334 (24 novembre 1915) établissant ses droits de propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11697 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, 1^{er} Caïd Mohamed ben Larbi, marié selon la loi musulmane à Kebira bent Cheikh Abderrahman, vers 1895, demeurant aux douar et fraction Ouled Messaoud, tribu de Médiouna, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2^o Abdellah ben Bouchaïb ould Saïla el Médiouni, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Djillani, vers 1925, demeurant douar Ould Saïla, fraction Ould Abbou el Fehilat, tribu de Médiouna, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue du Four, n° 68, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, à raison de 1/3 pour lui-même et 2/3 pour son copropriétaire, d'une propriété dénommée « Djenan Si Mekki ben Larbi », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Tihad I », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu de Médiouna, fraction Maarif, douar Ould Saïla.

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Feddan Lezzaz », req. 6841 C., dont l'immatriculation a été requise par Ahmed ben M'Barck Bashko, demeurant à Casablanca, rue Elmedra, et par la propriété dite « Elmeriss », req. 6687 C., dont l'immatriculation a été requise par Elmiloudi Elmaaroufi, demeurant à Casablanca, rue du Fondouk, n° 54 ; à l'est, par Ahmed ben Bouchaïb ould Saïla ; les requérants ; Mustapha ould Ouadoud ould Saïla et consorts, et les héritiers d'Abdesselem ben Chadli, représentés par Hamou ben Abdesselem ben Chadli ; tous ces derniers demeurant sur les lieux ; au sud, par la propriété dite « Jardins de Figuiers », req. 9230 C., dont l'immatriculation a été requise par le docteur Warin, ferme des Armoises, sur les lieux, et Hadj Tahar ben el Habib, à Casablanca, rue de Safi, n° 14 ; à l'ouest, par la piste de Moulay Thami à Casablanca, et, au delà, Hadj Tahar ben el Habib susnommé et Abdellah ould Si Ahmed el Haddaoui, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires, savoir : son coindivisaire, en vertu d'un acte de partage dressé par adoul le 23 moharrem 1342 (5 septembre 1923) lui attribuant ladite propriété, et lui-même en vertu d'un acte d'adoul en date du 1^{er} jourmada II 1340 (31 décembre 1921), aux termes duquel ledit Abdellah lui a fait donation du tiers indivis de cet immeuble.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11698 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, 1^{er} Caïd Mohamed ben Larbi, marié selon la loi musulmane à Kebira bent Cheikh Abderrahman, vers 1895, demeurant aux douar et fraction Ouled Messaoud, tribu de Médiouna, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2^o Abdellah ben Bouchaïb ould Saïla el Médiouni, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Djillani, vers 1925, demeurant douar Ould Saïla, fraction Ould Abbou el Fehilat, tribu de Médiouna, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue du Four, n° 68, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, à raison de 1/3 pour lui-même et 2/3 pour son copropriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Tihad II », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu de Médiouna, fraction Maarif, douar Ould Saïla, sur la piste de l'aïn Saferni à Casablanca, à 500 mètres à l'est de la propriété dite « Elmeriss », req. 6687 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par Miloudi ben Bouchaïb el Maaroufi, à Casablanca, 54, rue du Fondouk ; à l'est, par la piste de l'aïn Saferni à Casablanca, et, au delà, Taïbi ben el Hadj Mohamed, dit « Grrirane », sur les lieux ; au sud, par Taïbi ben el Hadj Mohamed susnommé et Mustapha ben Ouadoud, sur les lieux ; à l'ouest, par Mustapha ben Ouadoud ould Saïla, Ahmed ould Saïla et les requérants, sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires, savoir : son coindivisaire, en vertu d'un acte de partage dressé par adoul le 23 moharrem 1342 (5 septembre 1923) lui attribuant ladite propriété, et lui-même en vertu d'un acte d'adoul en date du 1^{er} jourmada II 1340 (31 décembre 1921), aux termes duquel ledit Abdellah lui a fait donation du tiers indivis de cet immeuble.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11699 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, 1^{er} Caïd Mohamed ben Larbi, marié selon la loi musulmane à Kebira bent Cheikh Abderrahman, vers 1895, demeurant aux douar et fraction Ouled Messaoud, tribu de Médiouna, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2^o Abdellah ben Bouchaïb ould Saïla el Médiouni, marié selon la loi musulmane à Fatma bent Djillani, vers 1925, demeurant douar Ould Saïla, fraction Ould Abbou el Fehilat, tribu de Médiouna, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue du Four, n° 68, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, à raison de 1/3 pour lui-même et 2/3 pour son copropriétaire, d'une propriété dénommée « Djeraïa », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Tihad III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu de Médiouna, fraction Maarif, douar Ould Saïla, chevauchant la propriété dite « Ennessnissa Baschkou », req. 6840 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, à l'est et au sud, par M. Ferrara, demeurant à Casablanca, rue de Marseille, et Abdellah ould Ahmed el Haddaoui, sur les lieux ; à l'ouest, par El Miloudi ben Bouchaïb Elmaaroufi, à Casablanca, rue du Fondouk, n° 54.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires, savoir : son coindivisaire, en vertu d'un acte de partage dressé par adoul le 23 moharrem 1342 (5 septembre 1923) lui attribuant ladite propriété, et lui-même en vertu d'un acte d'adoul en date du 1^{er} jourmada II 1340 (31 décembre 1921), aux termes duquel ledit Abdellah lui a fait donation du tiers indivis de cet immeuble.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11700 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, M. Giacinta Giovanni, de nationalité italienne, marié à dame Rijza Guiseppa, le 14 février 1901, à Monterosso-Almo (province de Syracuse), sans contrat, régime légal italien, demeurant et domicilié à Aïn Seba, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement de Beaulieu », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Joséphine », consistant en terre de culture avec maison d'habitation, située contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu de Médiouna, lieu dit « Aïn Seba-Beaulieu ».

Cette propriété, occupant une superficie de 1 ha. 96 a., 15 ca., est limitée : au nord, par la propriété dite « Gaby-Cottage », réquisition 10040 C., dont l'immatriculation a été requise par M. Coqterre Emile, demeurant à Casablanca, Roches-Noires, et M. Gabelle, demeurant sur les lieux ; à l'est et à l'ouest, par des rues non dénommées ; au sud, par la voie normale de Casablanca à Rabat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication des biens de l'Allemand Kracke, en date du 1^{er} février 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11701 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, M. Bibello Antonino, de nationalité italienne, marié à dame Altesa Paola, le 18 novembre 1913, à Ferryville (Tunisie), sans contrat (régime légal italien), demeurant à Casablanca, rue T.S.-F., n° 50, et domicilié en ladite ville, 135, avenue du Général-Drude, chez M. Wolff, architecte, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « La Cité-Jardin El Maarif », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Mimbrizib », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, quartier du Maarif, rue du Canigou.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Akerib Ephraïm, demeurant à Casablanca, rue du Capitaine-Maréchal ; à l'est, par M. Bolestegui Martin, demeurant à Casablanca, Maarif, rue des Vosges ; au sud, par la rue du Canigou ; à l'ouest, par M. Ettayeb Isaac, demeurant à Casablanca, rue des Synagogues.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date à Casablanca du 20 septembre 1927, aux termes duquel M. Passello Alfredo lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11702 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, 1° Salah ben Ahmed ben Dahan, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à Damia bent Maatti, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° Ahmed ben Dahan ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, vers 1912, à Yamena bent Salah ; 3° Benacer ben Dahan ben Ahmed, célibataire mineur ; 4° Rekaya bent Dahan ben Ahmed, célibataire ; tous demeurant et domiciliés au douar Oulad Bourouiss, fraction Oulad Tirane, tribu des Moualine el Outa, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, à raison de : 5/10° pour lui-même, 2/10° pour le deuxième, 2/10° pour le troisième et 1/10° pour la dernière, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Haoud », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-nord, annexe de Camp-Boulhaut, tribu des Moualine el Outa (Ziaïda), fraction Oulad Tirane, douar Oulad Bourouiss, à 4 kilomètres à l'est de la ferme Chetaïb et à 1 kilomètre du marabout de Sidi Khiran.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par l'ancienne piste de Fédhala à Boulhaut, et, au delà, le requérant ; à l'est, par Cherki ben M'Hamed ; au sud, par le requérant et Maathi ben el Hachomi ; à l'ouest, par Bouazza ben el Ayachi ben Dahan ; tous les indigènes susnommés demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coïndivisaires en vertu d'une moukia en date du 7 jourmada I 1346 (2 novembre 1927), homologuée

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11703 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, Larbi ben Mohamed ben Ali Ezzyadi, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à Zahra bent Larbi ; vers 1910, à Fatma bent Smaïn, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 2° El Hattab ben Mohamed ben Ali Ezzyadi, marié selon la loi musulmane, vers 1908, à Fatma bent Rahal ; tous demeurant et domiciliés au douar El Amour, fraction et tribu des Fedalatte, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, par parts égales, d'une propriété dénommée « El Mers, Dendounna », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Mers, Dendounna », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-nord, annexe de Camp-Boulhaut, tribu et fraction des Fedalatte (Ziaïda), douar El Amour, à 200 mètres à l'ouest de Souk el Djemaâ.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée, savoir :

Première parcelle, dite « El Mers ». — Au nord, par Mohamed ould Amor et Ahmed ould Saïla ; à l'est, par Marrera Michel, colon, et Zaïri ben Djilali ; au sud, par El Hassan ben Abdeslam ; tous demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par la Compagnie Marocaine, à Casablanca, 24, rue de Tétouan.

Deuxième parcelle, dite « Dendounna ». — Au nord et au sud, par Mohamed ould Amor susnommé ; à l'est, par Lahcen ben Mohammed, sur les lieux ; à l'ouest, par M. Marrera Michel susnommé et Mohamed ould Amor susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses coïndivisaires en vertu d'une moukia en date du 14 rebia II 1344 (1^{er} novembre 1925), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11704 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, Bouchaïb ben Bouhafa, marié selon la loi musulmane à M'Barka bent Djilali dite « El Haïmeur », vers 1902, et à Rahma bent Djilali, vers 1908, demeurant douar Lissasfa, fraction des Oulad Friha, tribu des

Beni Meskine, et domicilié chez son mandataire, Abdallah bel Caïd el Hadj Mohamed Bouhafa, à El Boroudj, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Hofra et El Harcha », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-sud, annexe d'El Boroudj, tribu des Beni Meskine, fraction des Oulad Friha, douar Lissasfa, chevauchant la propriété dite « Mers Adraben », rég. 10600 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par Cheikh el Basri bel Houari el Bouhmani, douar Oulad Boulmane, et le requérant ; à l'est, par Ahmed bel Lasri Reh-michi, douar Debancha ; au sud, par la piste des Oulad Friha aux Oulad Abbou, et, au delà, le requérant ; à l'ouest, par Kaddou ben Dahan, douar Oulad Saïdana ; tous les indigènes susnommés demeurant fraction Oulad Ariha, tribu des Beni Meskine.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 rejeb 1346 (28 décembre 1927), aux termes duquel Ismaël ben Ettshami Legrihi Essaidani et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11705 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, Bouchaïb ben Bouhafa, marié selon la loi musulmane à M'Barka bent Djilali dite « El Haïmeur », vers 1902, et à Rahma bent Djilali, vers 1908, demeurant douar Lissasfa, fraction des Oulad Friha, tribu des Beni Meskine, et domicilié chez son mandataire, Abdallah bel Caïd el Hadj Mohamed Bouhafa, à El Boroudj, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Radjiine et Draa el Maata », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-sud, annexe d'El Boroudj, tribu des Beni Meskine, fraction des Oulad Friha, douar Lissasfa, à 1 kilomètre au nord-ouest de Dar Caïd Bouhafa et à 3 kilomètres environ au sud de la propriété dite « Domaine Monique », rég. 9633 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Kaddour et Abbas bel Hadj, douar Lemmalmine, fraction des Oulad Friha précitée ; à l'est, par la djemâa Lissasfa, représentée par Djilali ben Youssef, sur les lieux ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par Ahmed ben Nacer et consorts, au douar Lemaalmine précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 24 ramadan 1345 (28 mars 1927), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11706 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, Bouchaïb ben Bouhafa, marié selon la loi musulmane à M'Barka bent Djilali dite « El Haïmeur », vers 1902, et à Rahma bent Djilali, vers 1908, demeurant douar Lissasfa, fraction des Oulad Friha, tribu des Beni Meskine, et domicilié chez son mandataire, Abdallah bel Caïd el Hadj Mohamed Bouhafa, à El Boroudj, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Eddraa el Kebir », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaoufa-sud, annexe d'El Boroudj, tribu des Beni Meskine, fraction des Oulad Friha, douar Lissasfa, à 1 kilomètre au nord-ouest de Dar Caïd Bouhafa et à 3 kilomètres environ au sud de la propriété dite « Domaine Monique », réquisition 9633 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par les Oulad Essitel Lefrihi Lemaallemi, représentés par M'Hamed ben Essitel Friha ; les Oulad ben Ali Lemohamedi, représentés par Ali ben Ali, douar Oulad Mhamed, fraction précitée ; le chemin de Ain Bellal au souk Khemis, et, au delà, Mekki ben Cherki, douar Oulad Mhamed précité ; à l'est, par la piste d'Aïn Bellal aux Oulad Bouhefa, et, au delà, le requérant ; au sud, par les Oulad Esseïd Mohamed ben Elmaati, représentés par Mohammed ben Mohammed ben Elmaati ; Sid Djillani ben el Maati et Ali ben Elmaati ; tous au douar Oulad Bouhefa, fraction précitée ; à l'ouest, par le chemin des Oulad Bouhefa à Audrare, Mekki ben Cherqui, susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia en date du 11 chaabane 1345 (14 février 1927), homologuée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 11707 C.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, Bouchaïb ben Bouhafa, marié selon la loi musulmane à M'Barka bent Djilali dite « El Haïmeur », vers 1902, et à Rahma bent Djilali, vers 1908, demeurant douar Lissasfa, fraction des Oulad Friha, tribu des Beni Meskine, et domicilié chez son mandataire, Abdallah bel Caïd el Hadj Mohamed Bouhafa, à El Boroudj, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Lamelalka », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe d'El Boroudj, tribu des Beni Meskine, fraction des Oulad Friha, douar Lissasfa.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par Larbi ben Lasri Eddelmichi, douar Eddemnouacha, fraction susvisée ; à l'est, par Djilani ben Ali Lefrihi Essaadani, douar Oulad Saïda, et la propriété dite « Mers Edrahen », réq. 10600 C., dont l'immatriculation a été requise par M. Fiammente Gaspard, à Casablanca, 35, boulevard d'Anfa ; au sud, par Larbi ben Azzouz Eddebnihi, douar Eddebacha précité ; à l'ouest, par le requérant.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 4 rejeb 1346 (28 décembre 1927), homologué, aux termes duquel Ahmed ben Mohamed et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Mahfouf », réquisition 8905 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 8 juin 1926, n° 711.

Suivant réquisition rectificative du 27 janvier 1928, l'immatriculation de la propriété dite « Mahfouf », réq. 8905 C., sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, fraction Cherkaoua, douar Shalta, à 500 mètres au sud-ouest du marabout de Sidi Bou Salhoum, est désormais poursuivie dans l'indivision tant au nom du requérant primitif qu'en celui de Abderrahman ben Hadj el Mekki, marié selon la loi musulmane, en 1887, à dame Zahra bent Tahar, et en 1907, à dame Fathma bent Aomar, demeurant et domicilié à la zaouïa Cherkaoua, tribu des Guedana, dans la proportion de 3/4 pour le premier et de 1/4 pour le dernier, en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Oued Bers, du 3 octobre 1927, aux termes duquel Mahfouf Mohamed Saïd, dit « Simon », requérant primitif, a reconnu au dit Abderrahman ben Hadj el Mekki des droits indivis sur la propriété susvisée.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« El Mers I », réquisition 10805 C., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 30 août 1927, n° 775.

Suivant réquisition rectificative du 26 janvier 1928, l'immatriculation de la propriété susdésignée, située contrôle civil de Chaouïa-sud, tribu des Oulad Bouziri, fraction des Oulad Yssek, douar Oulad Saïd ben Ali, est désormais poursuivie au nom de MM. 1° Soussan Mardoché, de nationalité espagnole, marié à dame Izerzer Allou, selon la loi mosaïque (régime castillan), demeurant et domicilié à Casablanca, rue Lusitania, villa Lolla, et 2° Amar Yamine, de nationalité espagnole, marié à dame Souissa Julie, selon la loi moro-judaïque, régime castillan, demeurant à Casablanca, 71, rue du Général-Moinier, et domicilié à Casablanca, chez M. Soussan Mardoché, susnommé, en qualité de copropriétaires indivis par

parts égales, aux lieu et place de Hadj Abdeslam ben Mohamed ben Ahmed Ziraoui, requérant primitif, en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 28 septembre 1927, aux termes duquel MM. Soussan et Amar, susnommés, ont acquis de ce dernier la totalité de ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUIDJA

Réquisition n° 2064 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 janvier 1928, Youssef ould Messaoud Bouaziz dit « Rouffi », commerçant, marié selon la loi hébraïque à dame Obadia Aïcha, vers 1887, à Oujda, demeurant et domicilié à Oujda, quartier Ahl Djamel, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Adjedaïne Oura Oujda », consistant en terres de culture complantée d'arbres fruitiers, située à Oujda, à proximité du boulevard Carnot prolongé, en bordure de la piste allant à l'oued Nachef, et en face du stade municipal.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares environ, est limitée : au nord, par la piste allant d'Oujda à l'oued Nachef, et, au delà, la propriété dite « Jardin David », titre 272 O., appartenant à M. Candelou J., à Oujda, rue du Maréchal-Bugeaud ; à l'est, par Ben Ali Bouchama, à Oujda, quartier Ahl Djamel ; au sud, par Si Tafieb ben Ahmed ben Hocine, demeurant à Oujda, rue El Mazouzi, n° 4 ; à l'ouest, par la propriété dite « Lotissement Darmon Benbanoun Sebban », réq. 1954 O., dont l'immatriculation a été requise par El Hadj Mohamed ben Mohamed ou Aïssa, dit « Lakhel », et Ben Azzi ould Ahmed ou Aïssa, quartier Ahl Djamel.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que la propriété au profit de Si Mohamed ould Ramdane, demeurant à Oujda, quartier Ahl Djamel, du sixième indivis des arbres situés dans la partie sud dudit immeuble, et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia dressée par adoul, en date du 18 rejeb 1346 (11 janvier 1928), n° 4, homologuée, établissant ses droits sur la dite propriété.

Le f^{ras} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 2065 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 janvier 1928, Nounout bent Ahmed ben Mechaal, veuve de Raho ould Fekir Ahmed, décédé vers 1915 au douar Oulad Yacoub, fraction de Tagma, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, demeurant et domicilié au donar susvisé, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom « Djenane Nounout », consistant en terres de culture complantées d'arbres fruitiers, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, fraction des Oulad Yacoub, douar Tagma, à 13 kilomètres environ au sud-ouest de Berkane, lieu dit « Ahl Tagma ».

Cette propriété, occupant une superficie de 25 ares environ, est limitée : au nord, par la piste de Bougheriba à Taforal, et, au delà, Larbi ben Slimane ; à l'est, par Mohamed ben Touhami Tagmi ; au sud, par Bachir ben Ali ben Bel Kacem et Saïd ben Ahmed ; à l'ouest, par une séguia et, au delà, Mohamed ben Touhami susnommé ; tous sur les lieux.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'une moukia du 10 safar 1329 (10 février 1911), homologuée, établissant ses droits sur ladite propriété.

Le f^{ras} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 2066 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 19 janvier 1928, M. Urios Mariano-Carmelo, magasinier à la Régie des chemins de fer, marié à dame Martinez Incarnacion, le 3 août 1907, à Sidi bel Abbès (département d'Oran), sans contrat, demeurant et domicilié à Oujda, boulevard des Beni Snassen, maison Rodruigez, a demandé l'immatricula-

tion, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bienvenue », consistant en terrain à bâtir, située à Oujda, rue Lavoisier.

Cette propriété, occupant une superficie de 264 mètres carrés environ, est limitée : au nord et à l'est, par M. Bouvier Maurice, à Chamonix (Haute-Savoie); au sud, par la rue Lavoisier ; à l'ouest, par M. Araez Joseph, serrurier à Oujda, boulevard Dupuytren.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Oujda du 5 janvier 1928, aux termes duquel M. Araez Joseph lui a vendu ladite propriété.

Le f^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 2067 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 21 janvier 1928, Mohamed ould Taïeb ben Amar, marié selon la loi coranique à dame Oumelkheïr bent Ali, vers 1900, au douar Beni Achire, tribu Lakhemis (commune mixte de Marnia), demeurant au même douar et domicilié chez Mohamed ould Dahmane Snoussi, marché de céréales, à Oujda, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sehb el Bahloul », consistant en terres de culture, située contrôle civil d'Oujda, tribu des Oulad Ali ben Talha, fraction des Djaouna Thata, douar Mehamid, à 9 kilomètres environ à l'est d'Oujda et à 100 mètres environ au sud de la piste d'Oujda à Toumiet, lieu dit « Mers Hamri Belhamiche ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares environ, est limitée : au nord, par Yamani ould Moussa Marhouli ; à l'est, par un sentier et, au delà, Mohamed ould Moussa et Boumediène culd Abdelkader ; au sud, par M'Hamed ould ben Saïd el Abassi et Mohamed ould Mahdi el Abassi ; à l'ouest, par la propriété dite « Mers bel Ahmiche », réq. 1772 O., dont l'immatriculation a été requise par Ben Slimane ould Mohamed Benziane, tous sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 20 jourmada I 1346 (15 novembre 1927), n° 442, homologué, aux termes duquel Mahi ould Moussa Marhouli lui a vendu ladite propriété.

Le f^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 2068 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 21 janvier 1928, Moulay Abdelaziz ben Mansour, marié selon la loi coranique, vers 1897 et vers 1916, à Oujda, demeurant et domicilié à Oujda, quartier des Oulad el Gadi, rue Melhaoui, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar Moulay Abdelaziz », consistant en terrain avec construction, située à Oujda, quartier des Oulad el Gadi, à 20 mètres environ au sud de la rue Melhaoui.

Cette propriété, occupant une superficie de 200 mètres carrés environ, est limitée : au nord, par le requérant ; à l'est, par une impasse et, au delà, Si Ahmed ould Moulay Abdallah bel Hachemi ; au sud, par les héritiers de Moulay el Houcine ben Mansour, représentés par Mohamed bel Hachemi ; à l'ouest, par Moulay Benyouines el Hamlili ; tous sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia du 5 rejeb 1346 (29 décembre 1927), n° 521, homologuée, établissant ses droits sur ladite propriété.

Le f^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 2069 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 janvier 1928, M. Combes Firmin, agriculteur, marié sans contrat, à dame Suc Marie, le 8 juillet 1901, à Laferrière (Oran), demeurant au même lieu et domicilié chez M. Simon Hippolyte, hôtelier, rues du Maréchal-Bugeaud et d'Oujda, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Firmin », consistant en terres de culture, située contrôle

civil d'Oujda, tribu des Mezaouir, à 8 kilomètres environ au nord d'Oujda, sur la route d'Oujda à Martimprey.

Cette propriété, occupant une superficie de 67 ha. 65 a. environ, est limitée : au nord, par Taïeb bel Gacem, Lakhdar ould Ali ; à l'est, par Mohamed ould Miloud et la piste de Nemours ; au sud, par Kadour ould Maamar, tous sur les lieux ; à l'ouest, par la route d'Oujda à Martimprey-du-Kiss.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Tlemcen du 10 février 1913, aux termes duquel MM. Gouvernayre et Pelissard lui ont vendu ladite propriété.

Le f^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 2070 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 janvier 1928, M. Boutin Henri-Marius, marié sans contrat à dame Banos Juliana-Grégoria, le 11 mai 1917, à Fès, demeurant et domicilié à Oujda, rue du Général-Alix, n° 8, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Boutin », consistant en terrain avec construction, située à Oujda, quartier du Camp, rue du Général-Alix, n° 8.

Cette propriété, occupant une superficie de 450 mètres carrés environ, est limitée : au nord, par la propriété dite « Villa des Platanes », titre 498 O., appartenant à M. Garbès Manuel, pharmacien à Oujda, rue de Paris ; à l'est, par MM. Escala Pamphile et Havard Léon, tous deux à Tlemcen, rue de Paris, allée des Ormeaux ; au sud, la propriété dite « Grelet », titre 441 O., appartenant à M. Grelet Achille, commerçant, boulevard du 2^e-Zouaves, à Oujda ; à l'ouest, par la rue du Général-Alix.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Oujda du 10 octobre 1911, aux termes duquel MM. Escala et Havard lui ont vendu ladite propriété.

Le f^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 2071 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 24 janvier 1928, 1^{er} Homada ould Mokaddem Mohamed ben Ali, marié selon la loi coranique à dame Khodidja bent Ali Embarek, vers 1907, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 2^e son frère, Benyahia ould Mokaddem Mohamed ben Ali, marié selon la loi coranique à dame Hodhom bent Rabah, vers 1897, et à Chérifa bent Abdelkader, vers 1907, tous deux demeurant et domiciliés au douar Beni Mimoun, fraction des Kerarcha, tribu des Beni Mengouche du sud, contrôle civil des Beni Snassen, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Souan », consistant en terres de culture, située contrôle civil d'Oujda, tribu des Beni Oukil, fraction des Chetaba, à 23 kilomètres environ à l'ouest d'Oujda, sur la route d'Oujda à Taza, lieu dit « Souan ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares environ, est composée de deux parcelles et limitée :

Première parcelle. — Au nord, par la route d'Oujda à Taza ; à l'est, par El Hadj el Hocine Loukili ; au sud, par l'Etat chérifien (domaine privé); à l'ouest, par El Haouari ould M'Hamed.

Deuxième parcelle. — Au nord, par les requérants ; à l'est, par El Hadj el Hocine susnommé ; au sud, par la route d'Oujda à Taza ; à l'ouest, par Si el Haouari susnommé ; tous sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un acte d'adoul du 24 rebia II 1329 (24 avril 1911), homologué, aux termes duquel Mimoune ould el Hadj Ali el Oukili et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le f^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 2072 O.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 26 janvier 1928, Si Touhami ben Mohamed, cultivateur, marié selon la loi coranique à dame Rahma bent Mohamed, vers 1917, et à dame Zana bent Bachir, vers 1922, au douar Oulad ben Amar, fraction des Oulad Bou Abdesseïd, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du nord, contrôle civil

des Beni Snassen, demeurant et domicilié au douar susvisé, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tanout Touhami ben Mohamed », consistant en terre de culture avec constructions, située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du nord, fraction des Oulad Bou Abdesscid, douar Oulad ben Amar, à 19 kilomètres environ au sud-ouest de Berkane, à 2 kilomètres environ au sud de la casbah de Bougriba et à proximité du marabout de Sidi Driss et de l'aïn Tanout, et en bordure de la piste d'Aïn el Kelb à Triffa.

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares environ, est limitée : au nord, par le cimetière de Sidi Driss (Habous); à l'est, par la piste d'Aïn el Kelb à Triffa et, au delà, Kaddour ben Boutafeb; au sud, par Mohamed ben Mokhtar dit Habedou, tous sur les lieux; à l'ouest, par l'Etat chérifien (domaine privé).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul du 25 moharrem 1343 (26 août 1924), n° 502, homologué, aux termes duquel Kaddour ould Mohamed el Balli et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le *fonctionnaire* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Boutabba », réquisition 1509 O., dont l'extrait de
réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 18 mai 1926, n° 708.

Suivant réquisitions rectificatives des 23 novembre et 20 décembre 1927, l'immatriculation de la propriété dite « Boutabba », réquisition 1509 O., située contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du nord, fraction Tagma, à 14 km. environ à l'ouest de Berkane, en bordure de la piste de Taforalt à Aïn Laarous et de l'oued Ouesroutane, est désormais poursuivie au nom des habous kobra de la ville d'Oujda, représentés par leur nadir, en qualité de dévolutaires définitifs et au nom de Mohamed ben Ahmed ben Tahar et de ses trois frères Abdelkader, Ali et Ahmed, requérants primitifs, en qualité de bénéficiaires intermédiaires, cette propriété ayant été, aux termes d'un acte de taleb en date du 3 moharrem 1324 (27 février 1906), déposé, habousée par habous perpétuel par leur père Sid Ahmed ben Tahar Essaïdi, au profit de sa descendance mâle, à l'exclusion des femmes.

Le *fonctionnaire* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH

Réquisition n° 1640 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, Mohammed ben el Fqih Hadj Mohammed el Ghezaïl, marié selon la loi musulmane, vers 1912, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de : 1° Hachouma bent Si Lhassen el Houto el Marrakchi, veuve du fqih Hadj Mohammed el Ghezaïl; 2° Fatma bent el Fqih Hadj Mohammed el Ghezaïl, veuve de Si Ahmed Bou Rehar; 3° Khadidja bent el Fqih Hadj Mohammed Elghezaïl, remariée à Hadj Mohammed Zeriouïl, vers 1926, demeurant tous et domiciliés à Marrakech, Médina, rue de la Bahia, n° 68, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Fondouk Diedid », consistant en fondouk, située à Marrakech, Mellah, rue de la Fontaine, n° 39.

Cette propriété, occupant une superficie de 700 mètres carrés, est limitée : au nord, par Youssef ben Harrou, demeurant à Marrakech, Mellah, rue de la Fontaine, n° 21; à l'est, par : 1° Akkou ben Moussa, demeurant à Marrakech, Mellah, rue des Fondouks; 2° Simon Zougbrabli, demeurant à Marrakech, Mellah, rue des Fondouks; au sud, par Abraham ben Rosilio, demeurant à Marrakech, Mellah, rue de la Fontaine, n° 50; à l'ouest, par : 1° Youssef ben David, demeurant à Marrakech, Mellah, rue de la Fontaine, n° 33; 2° Habib Assor, demeurant à Marrakech, Mellah, n° 37; 3° Mochi Rosio, demeurant à Marrakech, Mellah, Diedid; 4° Isaac Pinto, demeurant à Marrakech, Mellah, rue de la Fontaine, n° 51.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'échange en date du 8 chaabane 1346 (1^{er} février 1928), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien leur a cédé ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1641 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 février 1928, M. Jausaud Charles-Joseph-Cyrille, conducteur de travaux à la Compagnie des chemins de fer du Maroc et Compagnie du P.-L.-M., marié à Bonnefoy Marie-Mélanie-Eugénie, le 7 janvier 1902, sous le régime dotal avec société d'acquêts, suivant contrat passé devant M^e Wartel, notaire à Lambesc, le 6 janvier 1902, demeurant et domicilié à Marrakech, Gueliz, rue des Menabba, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « La Roseraie », consistant en terrain inculte, situé à Marrakech, Gueliz, rue des Menabba.

Cette propriété, occupant une superficie de 246 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Dar el Beïda », appartenant à M. Pecorilla Giacomo, demeurant à Marrakech, Gueliz, rue des Menabba; à l'est, par la rue des Menabba (domaine public); au sud, par la propriété dite « Villa Marie-Françoise », titre 303 M., appartenant au requérant; à l'ouest, par le lot n° 227, appartenant à M. Ididia Serfaty, demeurant à Marrakech, Mellah, rue Mellah Djedid, n° 10.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que la charge de laisser une bande de terrain du côté ouest d'une largeur de 2 mètres sur toute la longueur dudit côté, qui avec une bande de même largeur que laissera M. Serfaty de l'autre côté formera un chemin aboutissant à la rue des Doukkala, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date du 22 janvier 1928, enregistré, aux termes duquel M. Ididia Serfaty, propriétaire, demeurant à Marrakech, Gueliz, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1642 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 février 1928, Taïbi ben Mohamed bel Abbès Sahimi Rhioni, marié selon la loi coranique, en 1903, à Embarka bent Tahar ben Lakkibi, demeurant au douar Oulad Rahou, fraction Sahim, tribu des Abda, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Blad Taïbi bel Abbès », consistant en terrain de culture, située à Oulad Rahou, fraction Sahim, tribu des Abda, à proximité de la route de Safi à Mazagan, à 14 kilomètres de Safi.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est composée de huit parcelles :

La première parcelle, dite « Drieh Messod », est limitée : au nord, par El Maati bel Hachemi; à l'est, par les héritiers Ben Lakkibi, demeurant tous sur les lieux; au sud, par les héritiers Hamou ben Ghanem, au douar Oulad Ali, fraction Sahim; à l'ouest, par Bel Abbès ben Mohamed, demeurant sur les lieux.

La deuxième parcelle, dite « Blad Si Allal », est limitée : au nord, par le requérant; à l'est, par la piste publique de Chehali au Tlat, et, au delà, par les héritiers Ben Lakkibi, précités; au sud, par la piste publique de Dar ben Ibrahim au Djema, et, au delà, par les héritiers Mohamed bel Abbès, demeurant sur les lieux; à l'ouest, par Bel Abbès et Tahar ben Mohamed, demeurant sur les lieux.

La troisième parcelle, dite « Tirs », est limitée : au nord, à l'est, au sud et à l'ouest, par les héritiers Mohamed bel Abbès précités.

La quatrième parcelle, dite « Elmers », est limitée : au nord, par Abbès ben Lakkibi; à l'est, par Cheikh Abbès bel Hadj; au sud, par Elbandahi ben Ahmed; à l'ouest, par Elhachemia bent Tahar, demeurant tous sur les lieux.

La cinquième parcelle, dite « Toullih », est limitée : au nord, par Elhachemia bent Tahar précitée; à l'est, par Mohamed bel Mokhtar Laïssoui; au sud, par les héritiers Djilali ben Lakkibi; à l'ouest, par Abbès ben Lakkibi, demeurant tous sur les lieux.

La sixième parcelle, dite « Toullih Lakkir », est limitée : au nord, par Hanja bent Tahar; à l'est, par Tahar ben Mohamed, demeurant

tous deux sur les lieux ; au sud, par la piste publique de Dar ben Brahim au Djemaa, et, au delà, par les héritiers de Saïd Edbouri, au douar Layaïcha, fraction Sahim ; à l'ouest, par Cheikh Abbès ben Hadj Mohamed précité.

La septième parcelle, dite « Tirs », est limitée : au nord, par le requérant ; à l'est, par Bel Abbès ben Mohamed, demeurant sur les lieux ; au sud, par la piste publique de Dar ben Brahim au Djemaa, et, au delà, par le requérant ; à l'ouest, par Tahar ben Mohamed précité.

La huitième parcelle, dite « Boukkarou », est limitée : au nord, par les héritiers Ben Ghanem précités ; à l'est, par : 1° le requérant ; 2° les héritiers Saïd Edjbouri, au douar Layaïcha, fraction Sahim ; au sud, par Bel Abbès ben Mohamed, sur les lieux ; à l'ouest, par les héritiers Ben Ghanem précités.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de trois istimrar en date des 28 rebia I 1346, fin rebia I 1346 et 19 jourmada I 1346, correspondant aux 25 septembre, 27 septembre et 14 novembre 1927, homologués, lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1643 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 février 1928, Djilali ben Ahmed ben Djilali Sahimi el Menjaoui, marié en 1909, selon la loi coranique, à Taïka bent Caïd Elmati ben Brahim, demeurant au douar El Menaji Oulad Toumi, fraction Sahim, tribu des Abda, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Ghodrane I », consistant en terrain de labour, située à 2 kilomètres au nord-ouest du marabout de Sidi Bou Rbia, au lieu dit El Ghodrane, fraction Sahim, tribu des Abda.

Cette propriété, occupant une superficie de 23 ha. 40 a., est composée de trois parcelles :

La première parcelle, « Dhar Beghla », est limitée : au nord, par la piste publique des Abda au Souk el Had des Ahmar, et, au delà, par : 1° les héritiers Ahmed ben Djilali, demeurant au douar El Menaji des Sahim ; 2° les héritiers Benhida Lidalhi, demeurant au douar Rguibat, fraction Lidalha (Abda) ; à l'est, par les héritiers Elhoussine ben Hadj Elmokhtar, demeurant au douar Elmenaji des Sahim ; au sud, par les héritiers de Saïd ben Djilali, audit lieu ; à l'ouest, par la piste publique des Abda à Mogador, et, au delà, par M. Paul Lebouteux, colon à Safi.

La deuxième parcelle, dite « Ard Messaoud », est limitée : au nord, par Lahcen et Ahmed Lidalhi, demeurant au douar Elghodrane ; à l'est, par les héritiers Ahmed ben Djilali précités ; au sud, par les héritiers Saïd ben Djilali précités ; à l'ouest, par la piste publique des Abda à Mogador, et, au delà, par les héritiers Saïd ben Djilali.

La troisième parcelle, dite « Ard ben Tahar », est limitée : au nord, par : 1° Larbi ben Ahmed ben Djilali, au douar Elmenaji ; 2° les héritiers Ben Aïssa Lahrizi, au douar Soualah, fraction Chehali ; à l'est, par la piste publique des Abda au Souk el Had des Ahmar, et, au delà, par les héritiers Omar Lahsakri, au douar Oulad Hammouda, fraction Lamouissat (Abda) ; au sud et à l'ouest, par Ben Haddi Elhamri, au douar Lamsadine, fraction Sahim.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un istimrar en date du 10 rebia II 1346 (7 octobre 1927), homologué, lui attribuant ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1644 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 février 1928, Ahmed ben Mohamed ben Omar Sahimi el Ayouchi, marié selon la loi coranique, à Henia bent Cheikh Mohamed, demeurant au douar Layaïcha, fraction Sahim, tribu des Abda, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Tirs Gdirt Bellahouïdj », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tirs Ghdirt Belhaouïdj », consistant en terrain de culture, située à Dar bel Amri, près du douar Layaïcha, à 4 kilomètres de

Souk Djemaa, à proximité de la route de Safi à Mazagan, fraction Sahim, tribu des Abda.

Cette propriété, occupant une superficie de 13 hectares, est limitée : au nord, par les héritiers Larbi Elbouazzaoui, au douar Aït Brazi, fraction Sahim ; à l'est, par Brahim ben Hammadi, au douar Layaïcha ; au sud, par la piste publique de Blad Ahmar au Souk Djemaa Sahim, et, au delà, par Omar bel Mekki Elhamri, demeurant au douar Slamna, fraction Libiahssa, tribu des Ahmar ; à l'ouest, par Tahar ben Brahim Sahimi, au douar Layaïcha.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un istimrar en date du 11 jourmada II 1346 (6 décembre 1927), homologuée, établissant les droits du requérant sur ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1645 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 février 1928, 1° Ahmed ben Mohamed ben Omar Sahimi el Ayouchi, marié selon la loi coranique, en 1900, à Henia bent Cheikh Mohamed ben Abdellah ; 2° Boumahdi ben Mohamed ben Omar Shaïmi el Ayouchi, marié selon la loi coranique, en 1912, à Zohra bent Tahar ben Kaddour, demeurant tous deux au douar Layaïcha, fraction Sahim, tribu des Abda, ont demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis, dans la proportion de 3/4 au premier et 1/4 au second, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Draa Tagarante », consistant en terrain de culture, située à Dar bel Amri, près du douar Layaïcha, à 4 kilomètres du souk Djemaa, à proximité de la route de Safi à Mazagan, fraction Sahimi, tribu des Abda.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par Thami ben Lakkir, au douar Layaïcha ; à l'est, par : 1° Abderrahman Elbihssi, au douar Slamna, fraction Elbiahssa, tribu des Ahmar ; 2° Brahim ben Hammadi ben Omar, au douar Layaïcha ; au sud, par Thami ben Lakkir, précité ; à l'ouest, par Tahar ben Brahim Sahimi, au douar Layaïcha.

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires en vertu d'un istimrar en date du 19 jourmada I 1346 (14 novembre 1927) établissant les droits des requérants sur ladite propriété.

Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 1646 M.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 9 février 1928, Cheikh M'famed bel Houcine, marié selon la loi coranique, vers 1902, à Hajouba bent Larbi, demeurant au douar Oulad Bou Sali el Aouaguil et faisant élection de domicile chez M. Faure, agent d'affaires, trik Bab Aguenau, à Marrakech, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Bidan », consistant en terrain de culture, située au nord du douar Oulad Hammouda, fraction Sahim, tribu des Abda, à 800 mètres environ au nord de la propriété dite « Ferme-Blanche », réquisition 1035 M.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par : 1° le douar Oulad Hammouda, représenté par le cheikh Mohamed ben Kaddour, demeurant au douar Houba ; 2° Oulad Ahmed ben Slam, demeurant au douar Oulad Hammouda ; à l'est, par : 1° le douar Oulad Hammouda précité ; 2° El Ghelimi ould Haddi ben Ghadir, demeurant au douar Oulad Aïssa ; au sud, par : 1° la djemaa des Aouibrat Mnaïsrat, représentée par son cheikh, El M'Ghraoui, au douar El Maïjat, près des lieux ; 2° les héritiers d'Hadj Ali Oulad Hammouda, représentés par Aomar ben Tahar, au douar Oulad ben Hmida, près des lieux ; 3° Abderrahman ben Ghanem, au douar Oulad Abdallah, près des lieux ; à l'ouest, par le douar Oulad Abdallah, représenté par son cheikh, Abbès ould Barka bent Haïda, au douar Oulad Raho, près des lieux ; 2° El Mekki ben Kaddour ; 3° Ahmed ould Haïda, demeurant tous deux au douar Oulad Hammouda.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel

et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'achat devant adoul, en date du 14 jourmada II 1317 (20 octobre 1899) et 11 safar 1329 (11 février 1911), homologués, aux termes desquels il a acquis ladite propriété de Larbi ben el Fkir et Ahmed ben Hadj Ali ben Lekhnati, d'une part, et de Ahmed ben ou Hida et consorts, d'autre part.

*Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.*

**EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Bled Sidi Ali Rassi », réquisition 1309 M., dont l'ex-
trait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bul-
letin Officiel » du 12 avril 1927, n° 756.**

Suivant réquisition rectificative du 24 octobre 1927, Mohamed ben el Mahdi, requérant l'immatriculation de la propriété dite « Bled Sidi Ali Rassi », réq. n° 1309 M., sise à la zaouia de Sidi Ali Rassi, tribu des Aït Immour, a déclaré que sa réquisition avait été déposée pour valoir opposition à la délimitation de l'immeuble domanial « Djedida et Bour des Aït Immour ».

*Le Conservateur de la propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.*

V. — CONSERVATION DE MEKNÈS

Réquisition n° 1613 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 1^{er} février 1928. Lahsen ben Mohamed, dit El Fengour, agriculteur, marié selon la loi musulmane, demeurant et domicilié au douar Ech Cherrat, sous-fraction des Jaafra, fraction des Oulad Amrane, tribu des Hayaïna, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire de 1^o Ahmed ben Mohammed, dit El Fengour, agriculteur, marié selon la loi musulmane, demeurant au dit douar ; 2^o Mohammed ben Mansour, agriculteur, marié selon la loi musulmane, demeurant au dit douar ; 3^o Khadija bent Mansour, mariée à M. Kamm Michel-Félix-Ange, journaliste, le 16 décembre 1925, à Fès, sans contrat, y demeurant avenue du Général-Maurial, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis, sans proportions indiquées entre eux, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddane es Sraouel », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes de Souq el Arba de Tissa, tribu des Hayaïna, fraction des Oulad Amrane, sous-fraction des Jaafra, douar Ech Cherrat, lieu dit Bibane, comprise dans la délimitation du terrain domanial dit Bled el Bibane.

Cette propriété, occupant une superficie de 19 hectares, est limitée : au nord, par Mohammed ould ej Jilali ould Ali Guertit, demeurant au douar Ech Cherrat ; à l'est, par Ali ben et Taïb, demeurant au douar des Oulad Ahmed ben ej Jilali ; au sud, par Ali ben et Taïb, susnommé ; à l'ouest, par le même.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de leur auteur commun, Sidi Abderrahman ben Ali ben Mansour, ainsi que le constate un acte de filiation en date du 22 reheb 1346 (16 janvier 1928), homologué, ce dernier en était lui-même propriétaire pour l'avoir acquis de Sidi Mohammed ben el Houssein, suivant acte d'adoul en date du 5 safar 1281 (10 juillet 1864), homologué.

Cette réquisition a été déposée pour valoir opposition à la délimitation de l'immeuble domanial dit Bled el Bibane (tribu des Hayaïna).

*Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.*

Réquisition n° 1614 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, Mohamed bel Maati, agriculteur, marié selon la loi musulmane, vers 1333, demeurant et domicilié contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, fraction des Aït Balkoum, douar des Aït Ali, lieu dit El Haoud, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire de Saïd bel Maati, agriculteur, marié selon la loi musulmane, vers 1331, demeurant à El Haoud, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sabal-

mou », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, fraction des Aït Balkoum, douar des Aït Ali, à 1 km. à l'est de la route de Meknès à Kénitra, lieu dit El Haoud.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares, est limitée : au nord, par Eli el Grabli, commerçant, demeurant à Sidi Slimane, tribu des Beni Hassen, contrôle civil de Petitjean ; à l'est, par Benaïssa bel Maati, demeurant au douar des Aït Akka, fraction des Aït Balkoum, tribu des Guerouane du nord ; au sud, par Eli el Grabli, susnommé ; à l'ouest, par Driss ben Ali et Lahsen ben Ali, demeurant au douar des Aït Akka.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires dans les proportions susindiquées, ainsi que le constate une moukia en date du 22 chaoual 1345 (25 avril 1927), homologuée.

*Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.*

Réquisition n° 1615 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 2 février 1928, Mohamed bel Maati, agriculteur, marié selon la loi musulmane, vers 1333, demeurant et domicilié contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, fraction des Aït-Balkoum, douar des Aït Ali, lieu dit El Haoud, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire de Saïd bel Maati, agriculteur, marié selon la loi musulmane, vers 1331, demeurant à El Haoud, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis par parts égales, d'une propriété dénommée « Aari », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Feddan el Mers », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord, fraction des Aït Balkoum, douar des Aït Ali, lieu dit Aari, à 6 km. de la route de Meknès à Kénitra.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par Moha ou Driss el Guerouani el Balkoumi ; à l'est, par Driss ould Yamnor el Arbi el Guerouani el Balkoumi et El Hadj Bouazza el Balkoumi ; au sud, par Moha ou Driss ; à l'ouest, par Assou ould Hammou ou el Hadj el Guerouani el Balkoumi, tous demeurant au douar des Aït Ali, fraction des Aït Balkoum, tribu des Guerouane du nord.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires dans les proportions susindiquées, ainsi que le constate une moukia en date du 15 rebia I 1325 (28 avril 1907), homologuée.

*Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.*

Réquisition n° 1616 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, M. Daumas Edmond-Julien-Ludovic, colon, marié à dame Coronel Carmen-Lucie, le 13 juillet 1920, à Meknès, sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, rue de l'Yser, a demandé l'immatriculation, en qualité d'acquéreur dans les formes prévues par le dahir du 15 juin 1922, portant règlement des aliénations immobilières consenties par les indigènes appartenant à des tribus reconnues de coutume berbère au profit d'acquéreurs étrangers à ces tribus, au nom de Abdelqader ben Mohamed ou Bouazza, cultivateur, demeurant au douar des Aït Aïssa, fraction des Iqueddern, tribu des Beni M'Tir, son vendeur, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Aïn Aghbalou VIII », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, fraction des Iqueddern, à 1 km. environ à l'est de la piste d'Aïn Kharrouba à El Hajeb, près du pont de l'oued Defali, à 8 km. environ au nord d'El Hajeb.

Cette propriété, occupant une superficie de 11 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, à l'est et au sud, par M. Daumas, requérant, susnommé ; à l'ouest, par l'oued Defali ;

Deuxième parcelle : au nord, par Ali el Kourrach, demeurant au douar des Aït Aïssa ; à l'est, par Bennacer ben Mohamed, demeurant au douar des Aït Saïd ou Othman ; au sud, par M. Daumas, requérant, susnommé ; à l'ouest, par le douar des Aït Ali, représenté par le moqaddem Abd el Khaleq ben Ahmed ou Zahra.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que le droit résultant à son profit de la vente qui lui a été consentie suivant acte reçu par M. le conservateur de la propriété foncière de Meknès, le 27 janvier 1928, n° 168 du registre-minute, et que Abdelqader ben Mohammed ou Bouazza en était propriétaire pour l'avoir recueilli à la suite du partage privatif du bien collectif de la fraction des Iquedern qui a eu lieu en octobre 1924, ainsi que le constatent les registres de partage de la tribu des Beni M'Tir.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 1617 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, Fatma bent Hamou el Mellouli, Marocaine, sans profession, veuve de Mahammadi ben Tahar, demeurant contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Zehroum du nord, fraction des Aït Haddou, village de Aïn Si Amar, et domiciliée à Meknès, chez M. Hadjères, agent d'affaires, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « El Kattarat », consistant en terrain complanté de vignes et d'oliviers, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Zehroum du nord, fraction des Aït Haddou Ouali, village de Aïn Si Amar, lieu dit Kassarat, à 6 km. environ au nord de Moulay Idriss du Zehroum et à 2 km. de Sidi ben Naouia.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 ares, comprenant trois parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par la djemâa des Aït Haddou ou Ali, représentée par Moulay Ahmed et Si Mohamed Ameziane ben Tahar, demeurant au village de Aïn Si Amar ; à l'est, par Moulay Ahmed ben Thar el Loukili, demeurant à Aïn Si Amar ; au sud, par les héritiers de Moulay el Housseine, représentés par Sidi Mohamed ben Jassen, demeurant à Aïn Si Amar ; à l'ouest, par Moulay Ahmed ben Tahar el Koukili, susnommé, et par un ravin ;

Deuxième parcelle : au nord, par un ravin, et au delà, les Oulad el Foul, représentés par Moulay el Hassen et Moulay Ahmed, demeurant tous deux à Aïn Si Amar ; à l'est, par Si Mohamed Ameziane ben Tahar, susnommé ; au sud, par Moulay el Housseine, susnommé ; à l'ouest, par un agdem (rempart en sorchis) ;

Troisième parcelle : au nord, par les héritiers de Moulay el Housseine, susnommé ; à l'est et au sud, par Sidi Mohamed ben Abdallah ou Haddou el Ouakili, demeurant à Aïn Si Amar ; à l'ouest, par Sidi Mohamed Ameziane, susnommé.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire ainsi que le constate une moukia en date du 18 jourmada I 1346 (13 novembre 1927), homologuée.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 1618 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, Fatma bent Hamou el Mellouli, Marocaine, sans profession, veuve de Mahammadi ben Tahar, demeurant contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Zehroum du nord, fraction des Aït Haddou, village de Aïn Si Amar, et domiciliée à Meknès, chez M. Hadjères, agent d'affaires, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Maison Fatma bent Hamou el Mellouli », consistant en maison d'habitation, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu du Zehroum du nord, fraction des Aït Haddou Ouali, village de Aïn Si Amar, à 6 km. de Moulay Idriss du Zehroum, au pied de la montagne de Sidi Boumaouia.

Cette propriété, occupant une superficie de 0 ares 40, est limitée : au nord, par la djemâa des Aït Haddou Ouali, représentée par Si Mohamed Ameziane, demeurant à Aïn Si Amar ; à l'est, par les héritiers de Moulay Moussa Mohamed ben Moussa, demeurant au village de Aïn Si Amar ; au sud, par une rue non dénommée ; à l'ouest, par les héritiers de Moulay Moussa, susnommés.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire ainsi que le constate une moukia en date du 18 jourmada I 1346 (13 novembre 1927), homologuée.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 1619 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, Fatma bent Hamou el Mellouli, Marocaine, sans profession, veuve de Mahammadi ben Tahar, demeurant contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Zehroum du nord, fraction des Aït Haddou, village de Aïn Si Amar, et domiciliée à Meknès, chez M. Hadjères, agent d'affaires, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « El Guettarat », consistant en terrain complanté de vignes et d'oliviers, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu du Zehroum du nord, fraction des Aït Haddou ou Ali, village de Aïn Si Amar, à 6 km. au nord de Moulay Idriss du Zehroum, au pied de la montagne Sidi Doumaouia.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 hectare, comprenant trois parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par Si Mohamed ben Tahar, demeurant au village de Aïn Si Amar ; à l'est, par les héritiers de Moulay Moussa, représentés par Si Mohamed ben Moussa, demeurant au village susindiqué ; au sud, par les héritiers d'El Hadj ben Haddou, demeurant au même lieu ; à l'ouest, par les héritiers de Mohamed ben Tahar, représentés par Mohammed Ameziane ben Tahar, demeurant sur les lieux ;

Deuxième parcelle : au nord, par la djemâa des Aït Haddou ou Ali, représentée par Si Mohamed Ameziane, demeurant sur les lieux ; à l'est, par Si Mohamed Ameziane, susnommé ; au sud, par Moulay Ahmed, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par la djemâa des Aït Haddou ou Ali, susnommée ;

Troisième parcelle : au nord et à l'est, par Ahmed, Mohamed et Si Driss, héritiers d'Abdellah ou Haddou, demeurant sur les lieux ; au sud et à l'ouest, par Moulay Ahmed ben Tahar, demeurant sur les lieux.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire ainsi que le constate une moukia en date du 18 jourmada I 1346 (13 novembre 1927), homologuée.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 1620 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, Fatma bent Hamou el Mellouli, Marocaine, sans profession, veuve de Mahammadi ben Tahar, demeurant contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Zehroum du nord, fraction des Aït Haddou, village de Aïn Si Amar, et domiciliée à Meknès, chez M. Hadjères, agent d'affaires, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Aïn Zit I », consistant en terrain complanté de vignes et d'oliviers, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu du Zehroum du nord, fraction des Aït Haddou Ouali village de Aïn Si Amar, à 6 km. au nord de Moulay Idriss, au pied de la montagne Sidi Boumaouia.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 hectare, comprenant trois parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par Moulay Ahmed ben Tahar, demeurant au village de Aïn Si Amar ; à l'est, par les héritiers de Moulay Abdellah ou Haddou, demeurant au village susindiqué ; au sud, par Moulay Moussa, demeurant au même lieu ; à l'ouest, par la djemâa des Aït Haddou, représentée par Si Mohamed Ameziane, demeurant au village susindiqué ;

Deuxième parcelle : au nord et à l'est, par Moulay Ahmed ben Tahar, susnommé ; au sud et à l'ouest, par les héritiers de Moulay Moussa, demeurant au village de Aïn Si Amar ;

Troisième parcelle : au nord, par Si Mohammed ben Lahcene, demeurant au village susnommé ; à l'est, par Moulay Abdellah ou Haddou, demeurant au même lieu ; au sud, par les héritiers de Moulay Moussa, susnommés ; à l'ouest, par Si Mohamed ben Si Mohamed ben Abdellah, demeurant au même lieu.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire ainsi que le constate une moukia en date du 18 jourmada I 1346 (13 novembre 1927), homologuée.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 1621 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, Fatma bent Hammou el Mellouli, Marocaine, sans profession, veuve de Mohammadi ben Tahar, demeurant contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Zehroum du nord, fraction des Aït Haddou, village de Aïn Si Amar, et domiciliée à Meknès, chez M. Hadjères, agent d'affaires, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Aïn Zit II », consistant en terrain complanté d'oliviers, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu du Zehroum du nord, fraction des Aït Haddou ou Ali, village de Aïn Si Amar, à 6 km. au nord de Moulay Idriss, au pied de la montagne Sidi Boumaoua.

Cette propriété, occupant une superficie de 0 hectare 80, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord et à l'est, par Moulay Lahcène, demeurant au village de Aïn Si Amar ; au sud et à l'ouest, par Si Mohamed ben Tahar, demeurant au même lieu ;

Deuxième parcelle : au nord, par les héritiers de Mohamed ben Abdellah, représentés par Si Mohamed Ameziane, et par Moulay Ahmed ben Abdellah ; à l'est et au sud, par Si Mohamed ben Tahar, susnommé ; à l'ouest, par Si Mohamed Ameziane, tous les susnommés demeurant au village de Aïn Si Amar.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire ainsi que le constate une moukia en date du 18 jourmada I 1346 (13 novembre 1927), homologuée.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1622 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, M. Daumas Edmond-Julien-Ludovic, colon, marié à dame Coronel Carmen-Lucie, le 13 juillet 1920, à Meknès, sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, rue de l'Yser, a demandé l'immatriculation, en qualité d'acquéreur dans les formes prévues par le dahir du 15 juin 1922, portant règlement des aliénations immobilières consenties par les indigènes appartenant à des tribus reconnues de coutume berbère au profit d'acquéreurs étrangers à ces tribus, au nom de Bennacer ben Mohammed ou Haddou, agriculteur, marié selon la coutume berbère, demeurant au douar des Aït Aïssa, fraction des Iqueddern, tribu des Beni M'Tir, son vendeur, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Aïn Aghbalou IX », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, fraction des Iqueddern, à 1 km. environ à l'est de la piste de Aïn Kharrouba à El Hajeb, près du pont de l'oued Defali, à 8 km. environ au nord d'El Hajeb.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par M. Daumas, requérant susnommé ; à l'est, par Sidi Mohamed ben el Houssein, demeurant au douar des Aït Aïssa ; au sud, par le même ; à l'ouest, par l'oued Defali.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que le droit résultant à son profit de la vente qui lui a été consentie suivant acte reçu par M. le conservateur de la propriété foncière de Meknès, le 27 janvier 1928, n° 169 du registre-minute, et que Bennacer ben Mohammed ou Haddou en était propriétaire pour l'avoir recueilli à la suite du partage privatif du bien collectif de la fraction des Iqueddern qui a eu lieu en octobre 1924, ainsi que le constatent les registres de partage de la tribu des Beni M'Tir.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1623 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, M. Daumas Edmond-Julien-Ludovic, colon, marié à dame Coronel Carmen-Lucie, le 13 juillet 1920, à Meknès, sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, rue de l'Yser, a demandé l'immatriculation, en qualité d'acquéreur dans les formes prévues par le dahir du 15 juin 1922, portant règlement des aliénations immobilières consenties par les indigènes appartenant à des tribus reconnues de coutume berbère au profit d'acquéreurs étrangers à ces tribus, au nom de Bouazza ou Hammi, agriculteur, marié selon la coutume berbère, demeurant au douar des Aït Babba, fraction des Iqueddern, tribu des Beni M'Tir, son vendeur, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Aïn Aghbalou V », consistant en

terrain de culture, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, fraction des Iqueddern, à 1 km. environ à l'est de la piste d'Aïn Kharrouba à El Hajeb, près du pont de l'oued Defali, à 8 km. environ au nord d'El Hajeb.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares 50, est limitée : au nord, par M. Daumas, requérant susnommé ; à l'est, par El Mahdi ben Mohammed, demeurant au douar des Aït Baba ; au sud, par le requérant, susnommé ; à l'ouest, par Bouazza ou Hammi, vendeur susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que le droit résultant à son profit de la vente qui lui a été consentie suivant acte reçu par M. le conservateur de la propriété foncière de Meknès le 27 janvier 1928, n° 170 du registre-minute, et que Bouazza ou Hammi en était propriétaire pour l'avoir recueilli à la suite du partage privatif du bien collectif de la fraction des Iqueddern qui a eu lieu en octobre 1924, ainsi que le constatent les registres de partage de la tribu des Beni M'Tir.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1624 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, M. Daumas Edmond-Julien-Ludovic, colon, marié à dame Coronel Carmen-Lucie, le 13 juillet 1920, à Meknès, sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, rue de l'Yser, a demandé l'immatriculation, en qualité d'acquéreur dans les formes prévues par le dahir du 15 juin 1922, portant règlement des aliénations immobilières consenties par les indigènes appartenant à des tribus reconnues de coutume berbère au profit d'acquéreurs étrangers à ces tribus, au nom de Mouloud ben Hammou N'Baba, cultivateur, marié selon la coutume berbère, demeurant au douar des Aït Baba, fraction des Iqueddern, tribu des Beni M'Tir, son vendeur, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Aïn Aghbalou VI », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, fraction des Iqueddern, à 1 km. environ à l'est de la piste d'Aïn Kharrouba à El Hajeb, près du pont de l'oued Defali, à 8 km. environ au nord d'El Hajeb.

Cette propriété, occupant une superficie de 7 hectares 25, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par Mouloud ben Hammou N'Baba, vendeur susnommé ; à l'est, par M. Canitrot, colon à Boufekrane ; au sud, par les Aït Amar ou Othman, représentés par le moqaddem Ibrahim ben Ibrahim ; à l'ouest, par Saïd ben Mohammed ou Lahsen, demeurant au douar des Aït Baba ;

Deuxième parcelle : au nord, par El Bachir ben Abdallah, demeurant au douar des Aït Baba ; à l'est, par Mohamed ou Qaddour, demeurant au douar des Aït Baba ; au sud, par Alla ou Er Rami, demeurant au douar des Aït Baba ; à l'ouest, par M. Daumas, requérant susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que le droit résultant à son profit de la vente qui lui a été consentie suivant acte reçu par M. le conservateur de la propriété foncière de Meknès, le 27 janvier 1928, n° 171 du registre-minute, et que Mouloud ben Hammou N'Baba en était propriétaire pour l'avoir recueilli à la suite du partage privatif du bien collectif de la fraction des Iqueddern qui a eu lieu en octobre 1924, ainsi que le constatent les registres de partage de la tribu des Beni M'Tir.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1625 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 3 février 1928, M. Daumas Edmond-Julien-Ludovic, colon, marié à dame Coronel Carmen-Lucie, le 13 juillet 1920, à Meknès, sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, rue de l'Yser, a demandé l'immatriculation, en qualité d'acquéreur dans les formes prévues par le dahir du 15 juin 1922, portant règlement des aliénations immobilières consenties par les indigènes appartenant à des tribus reconnues de coutume berbère au profit d'acquéreurs étrangers à ces tribus, au nom de Saïd ben Mohammed ou Lahsen, cultivateur, marié selon la coutume berbère, demeurant au douar des Aït Saïd ou Othman Aït Baba, fraction des Iqueddern, tribu des Beni M'Tir, son vendeur, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de

« Aïn Aghbalou VII », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, fraction des Iquedern, à 800 mètres environ à l'est de la piste d'Aïn Karrouba à El Hajeb, près du pont de l'oued Defali, à 8 km. au nord d'El Hajeb.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares 50, est limitée : au nord, par M. Canitrot, colon à Boufekrane ; à l'est, par Mouloud ben Hammou N'Baba, demeurant au douar des Aït Baba et Aqqa ben Mimouna, demeurant au même douar ; au sud, par M. Lenoir, colon à Boufekrane ; à l'ouest, par M. Daumas, requérant susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que le droit résultant à son profit de la vente qui lui a été consentie suivant acte reçu par M. le conservateur de la propriété foncière de Meknès, le 27 janvier 1928, n° 172 du registre-minute, et que Saïd ben Mohammed ou Lahsen en était propriétaire pour l'avoir recueilli à la suite du partage privatif du bien collectif de la fraction des Iquedern qui a eu lieu en octobre 1924, ainsi que le constatent les registres de partage de la tribu des Beni M'Tir.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1626 K.

Extrait publié en exécution de l'article 3 du dahir du 25 juin 1927

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 4 février 1928, M. Farret Emile-Noël-Auguste, colon, marié à dame Ceuille Louise-Célestine, le 11 juillet 1925, à Demalherbe (département d'Oran), sans contrat, demeurant et domicilié à Aïn Lorma, n° 14, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Aïn Lorma n° 14 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ferme Sainte-Thérèse », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Guerouano du sud, lot 14 d'Aïn Lorma, à 1 kilomètre environ au sud de la route de Rabat à Meknès, à hauteur du kilomètre 20.

Cette propriété, occupant une superficie de 200 hectares, est limitée : au nord, par le lot n° 5, à M. Frutos, colon, demeurant sur les lieux, et le lot n° 6, à M. Fourcade, colon, demeurant sur les lieux ; à l'est, par une piste allant à Aïn Lorma, et au delà, le lot n° 13, à M. Fages, colon, demeurant sur les lieux ; au sud, par le lot n° 15, à M. Marcaggi, colon, demeurant sur les lieux ; à l'ouest, par l'ancienne piste allant à Aïn Karrouba, et la tribu des Zemmour, représentée par son caïd.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que : 1° les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement de colonisation dont dépend la propriété et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922 contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner, de louer ou d'hypothéquer sans l'autorisation de l'Etat, le tout sous peine de déchéance prononcée par l'administration dans les conditions du dahir du 23 mai 1922 ; 2° une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé), vendeur, pour sûreté du paiement du solde du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date, à Rabat, du 20 novembre 1926, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Les délais pour former opposition ou déposer des demandes d'inscription expireront dans un délai de quatre mois, à compter du jour de la présente publication.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1627 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 4 février 1928, Mohamed ben Driss Serghini, marié selon la loi musulmane, vers 1329, à Meknès, demeurant et domicilié à Meknès, rue Dhar Sedjene, n° 15, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Akbete Tero », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled es Serghini », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Zehroum du nord, commandement du caïd Qassem, entre les douars des Oulad Youssef et Taleghza, à 6 km. environ au nord de Taleghza.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par la route de Souk el Tleta, près Meknès ; à l'est, par un ravin, et Sid Mohamed ould ech Cheikh el Arbi et Taleghzi, demeurant à Medcher Taleghza ; au sud, par El Hadj Ahmed ben Dafa el Yousfi, demeurant au douar des Oulad Youssef ; à l'ouest, par El Hadj el Arbi el Youssefi, demeurant à Medcher ould Youssef.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 25 kaada 1345 (27 mai 1927), aux termes duquel Sidi Mohammed et Sidi Abdallah, enfants de Sidi Abbou el Khaiati et leur mère Fatma bent el Khalfouni lui ont vendu ladite propriété.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1628 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 février 1928, M. Boutin Jean-Armand, médecin major de 2° classe, marié à dame Vogt Marie-Anne, le 4 mars 1919, à Thann (Haut-Rhin), sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Bauchel, notaire à Thann, le 3 mars 1919, demeurant et domicilié à Meknès (hôpital Louis), a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot n° 352 du lotissement de la ville nouvelle », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Jacques », consistant en villa, jardin et dépendances, située à Meknès, avenue Millerand.

Cette propriété, occupant une superficie de 481 mètres carrés 42, est limitée : au nord, par la propriété dite « Catalano », titre 894 K., MM. Rode et Roux, demeurant à Meknès, ville nouvelle ; à l'est, par l'avenue Millerand ; au sud, par la propriété dite « Pichon », titre 58 K., à M. Pichon, demeurant à Meknès, ville nouvelle ; à l'ouest, par la propriété dite « Reinette », req. 745 K., au capitaine Jean-blanc, demeurant bureau des affaires indigènes de Ghafsaï, cercle du Moyen-Ouergha.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Meknès, du 17 octobre 1927, aux termes duquel M. Delvilani Louis, entrepreneur de plâtrerie à Meknès, lui a vendu ladite propriété.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1629 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 février 1928, M. Lespinasse Etienne-Jean-Baptiste, colon, marié à dame Desmaze Edmée, le 11 octobre 1904, à Rouen, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M. Turban, notaire à Rouen, le 10 octobre 1904, demeurant et domicilié à Khe-mis el Gour, par Fès, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lots n° 1, 2, 3 et 4 du secteur industriel », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa des Rosiers », consistant en terrain à bâtir, située à Fès, ville nouvelle, rue de l'Intendant-Lory, rue Guynemer et rue du Capitaine-Cuny.

Cette propriété, occupant une superficie de 3.036 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de l'Intendant-Lory ; à l'est, par la rue Guynemer ; au sud, par les habous du sanctuaire de Moulay Driss, représentés par leur nadir Sidi Ahmed er Rani, à Fès ; à l'ouest, par la rue du Capitaine-Cuny.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date de la première décade de rejeb 1346 (du 25 décembre 1927 au 3 janvier 1928), homologué, aux termes duquel les habous du sanctuaire de Moulay Driss lui ont cédé, à titre d'échange, ladite propriété.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1630 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 février 1928, M. Bensussan Abraham, fils de Mimoun, propriétaire, marié selon la loi mosaïque, vers 1895, demeurant et domicilié à Fès-Mellah, rue El Kerba, n° 294, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le

nom de « Modestie », consistant en maison d'habitation, située à Fès-Mellah, rue des Bains.

Cette propriété, occupant une superficie de 190 mètres carrés, est limitée : au nord, par Si Ahmed ben Si Moussa Essoussy, demeurant chez Si Allal Idriss, derb Ahal Tadla, 6r, à Fès-Médina ; par M. Saül M. Bensussan, demeurant à Fès-Mellah, derb Dokh, 328 ; par Maklouf Hayon, demeurant à Fès-Mellah, rue des Bains Nouaïls, n° 476 ; à l'est, par la rue des Bains-Nouaïls, et au delà, les héritiers de Elie Cohen Benazzouz, représentés par Isaac Cohen Benazzouz, demeurant à Fès-Mellah, rue El Kherba, n° 290 ; au sud, par la rue des Bains-Nouaïls susnommée et, au delà, Makhlouf Ghazlan et Messaoud Hammou, demeurant à Fès-Mellah, rue des Bains-Nouaïls, et Si Idris el Mernissi, demeurant à Fès-Médina, derb Ahl Tadla ; à l'ouest, par Eliahou Lévy, demeurant à Fès-Mellah, rue des Bains-Nouaïls, n° 473 ; Judah Arzoine, demeurant au même lieu, Saül M. Bensussan, susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu : 1° d'un acte rabbinique en date, à Fès, du 24 chebatte 5674 (en 1914), aux termes duquel Isaac, fils de Chaloum Niddam, lui a vendu une partie de l'immeuble ; 2° d'un acte rabbinique en date du 17 sivan 5685 (9 juin 1925), aux termes duquel son frère Saül, fils de Mimoun Bensussan, lui a fait donatlon du surplus de ladite propriété.

Le f^{nos} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1631 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 février 1928, M. de Caprera Renats-Giovanni-Antonio, propriétaire, de nationalité italienne, marié à dame Ombert Jeanne-Aimée, le 7 juillet 1925, à Casablanca (régime légal italien), demeurant et domicilié à Fès, ville nouvelle, avenue du Général-Maurial, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lots 107, 108 du secteur des Villas », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Roma », consistant en villa, jardin et dépendances, située à Fès, ville nouvelle, avenue du Général-Maurial, rue du Commandant-Prokos et rue du Lieutenant-de-Curel.

Cette propriété, occupant une superficie de 920 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue du Commandant-Prokos ; à l'est, par Si Abdelkrim el Araïchi, demeurant à Fès-Djedid, 103, rue Zebbaba ; au sud, par la rue du Lieutenant-de-Curel ; à l'ouest, par l'avenue du Général-Maurial.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul en date du 8 chaabane 1346 (1^{er} février 1928), homologués, aux termes desquels la ville de Fès lui a vendu ladite propriété.

Le f^{nos} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1632 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 février 1928, Moulay Abdesselam ben Larbi el Adlouni, cultivateur, marié selon la loi musulmane, vers 1336, à Sefrou, demeurant et domicilié à Sefrou, quartier Taksibt, n° 209, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Igrazen », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ain Arous », consistant en terrain de culture, située bureau des affaires indigènes de Fès-banlieue, tribu de Bahlil, sur la route de Fès à Sefrou, à 4 km. de Sefrou.

Cette propriété, occupant une superficie de 80 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, 1° par les habous de Sefrou, représentés par leur nadir Si Mohammed Kassara, demeurant à Sefrou ; 2° les Oulad Adhoum, représentés par le requérant ; 3° les héritiers de Mohammed el Ayachi el Bahlouli, représentés par Haddou ben Mohammed el Ayachi, demeurant à Bahlil ; 4° El Hassin ben Dahman el Bahlouli, demeurant à Bahlil ; à l'est, par Abdesselam el Bouahdioui, demeurant à Sefrou, quartier Sebbak ; au sud, par Mouchi ez Ziini, demeurant à Sefrou-Mellah ; Harazem ben Driss ben Abdelkhaleq, demeurant à Sefrou, quartier Sebbak ; à l'ouest, par la route de Fès à Sefrou ;

Deuxième parcelle : au nord, par Mohamed ould Cheik Ali el Bahtouli et Mohamed ben Azouz, demeurant tous deux à Sefrou ; à

l'est, par la route de Fès à Sefrou ; au sud, par les héritiers de Moulay Abdelkader ben Lafki, représentés par Si Mohamed ben Abdelkader bel Feki, demeurant à Sefrou ; à l'ouest, par la piste de Sefrou à Sidi Abdallah de Bahlil.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 7 moharrem 1346 (7 juillet 1927), homologué, aux termes duquel Abdelkrim el Ounghari Sefriani et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le f^{nos} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1633 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 6 février 1928, Moulay Abdesselam ben Larbi el Adhouni, marié selon la loi musulmane, vers 1336, à Sefrou, demeurant et domicilié à Sefrou, quartier Taksilet, n° 209, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Laamama et Feddan Lacheb », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ech Chabba », consistant en terrain de culture avec maisonnette, située bureau des affaires indigènes de Fès-banlieue, tribu de Bahlil, à 2 km. à l'est de la route de Sefrou à Fès, à hauteur du km. 4 sur la piste allant à l'oued Es Sbab.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Si Mohammed el Boubadioui, demeurant à Sefrou, quartier Sebbak et consorts ; les habous de Sefrou, représentés par leur nadir Si Mohamed Kassara, à Sefrou ; à l'est, par les habous de Sefrou susvisés ; au sud, par les habous de Moulay Abdallah, représentés par le nadir des habous de Fès-Djedid, Si Ahmed Haggi, demeurant à Fès ; à l'ouest, par Moulay ez Zaki el Alaoui, demeurant à Sefrou, quartier Sebbak, Moulay Abdelkrim ben Embarek el Alaoui, demeurant à Sefrou, quartier Sebbak.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 12 rebia II 1345 (20 octobre 1926), homologué, aux termes duquel M. Vallat, acquéreur primitif de Saadia bent Abdallah ben Omar ben Zrou, El Arbi ben Ahmed ben Lahsen, Lahsen ben Ahmed ben Lahsen et consorts lui a vendu ladite propriété.

Le f^{nos} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1634 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 février 1928, Boudjemaa el Mesfioui, pacha de la ville de Tadla, marié selon la loi musulmane, vers 1300, à Tadla, demeurant à Tadla, et domicilié chez Tahar ben el Mehdi Zehrouni, menuisier, demeurant à Fès-Djedid, rue Souk el Kebir, n° 150, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Dar Skaït Abassine », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Charbat el Gharga », consistant en maison d'habitation, située à Fès-Djedid, quartier Skaït el Abassine, n° 30.

Cette propriété, occupant une superficie de 110 mètres carrés, est limitée : au nord, par la rue de Skaït el Abbassine ; à l'est, par Si Driss ben Bouchta, demeurant à Fès-Djedid, rue Skaït el Abbassine ; au sud, par les habous de Fès-Djedid, représentés par leur nadir ; à l'ouest, par la rue Skaït el Abbassine, susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 12 rejab 1345 (17 janvier 1927), homologué, aux termes duquel l'Etat chrétien (domaine privé) lui a vendu le sol de ladite propriété, dont il détenait le droit de zina.

Le f^{nos} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1635 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 février 1928, Si Driss ben Bouchta el Bakhari, cultivateur, marié selon la loi musulmane vers 1310, à Fès, demeurant à Fès-Djedid, rue Sidi Kadi Haja, n° 9, et domicilié chez Tahar ben el Mehdi Zehrouni, menuisier, demeurant à Fès-Djedid, rue Souk el Kebir, n° 150, son mandataire, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Dar Skaït Abbassine », à laquelle il a

déclaré vouloir donner le nom de « Jabel el Akhdar », consistant en écurie, située à Fès-Djedid, quartier Skaït Abbassine, n° 32.

Cette propriété, occupant une superficie de 119 mètres carrés, est limitée : au nord, par Moulay Lahsen ben Larbi el Alaoui, demeurant à Fès-Djedid, quartier Skaït el Abbassine, n° 34 ; à l'est, par la rue de Sidi Kadi Haja ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par les habous de Fès-Djedid, représentés par leur nadir et par le pacha Boudjemaa, demeurant à Tadla.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 12 rejeb 1345 (17 janvier 1927), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu le sol de ladite propriété dont il détenait le droit de zina.

Le f^{nos} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1636 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 février 1928, M. Verdon Egbert-Summer, docteur en médecine, de nationalité anglaise, marié à dame Moghec Frances-Agnès, le 13 novembre 1900, à Casablanca, sans contrat (régime légal anglais), demeurant à Tanger, avenue Marshan, et domicilié à Fès-Médina, chez Sid Omar ben el Hassan el Hajoui, quartier Es Sij, n° 16 bis, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Melbourne », consistant en terrain planté d'oliviers, située contrôle civil de Fès-banlieue, à 600 mètres environ au sud de Bab Ftouh, et à 300 mètres au sud du grand cimetière dit Laghat.

Cette propriété, occupant une superficie de 11 hectares, est limitée : au nord, par Si Mohammed Kaghat, demeurant à Fès-Médina, quartier El Adoua ; à l'est, par la piste dite Triq ben Jellig, et au delà, par Moulay Omar es Sbaï, demeurant à Fès-Médina, derb Zeqag el Ma, El Haj Abdelaziz ben Slimane, demeurant à Fès-Médina, Gzam ben Amar ; au sud, par Bel Mekki el Ouazzani, demeurant à Fès-Médina, derb Bouaj, Si Mohamed ben el Thami Chami, demeurant à Fès-Médina, quartier El Mokhfa, Si Omar el Hajoui, demeurant à Fès-Médina, quartier Es Sij ; à l'ouest, par Si Abdelkader ben Jelloun, demeurant à Fès-Médina, Souk el Bernous (Qissaria), Si Mohammed Kaghat, surnommé, Si Abdelhadi ben Ouattat, demeurant à Fès-Médina, quartier El Ayoun.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de : 1° d'un acte d'adoul en date du 4 moharrem 1330 (27 décembre 1911), homologué, aux termes duquel Sid Abdelqader ben Sid Mohammed ben Kirane lui a vendu les 3/4 de ladite propriété ; 2° d'un acte d'adoul en date du 1^{er} rebia II 1330 (20 mars 1912), aux termes duquel les habous Qaraouiyine de Fès lui ont cédé à titre d'échange, le surplus de ladite propriété.

Le f^{nos} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1637 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 février 1928, M. Verdon Egbert-Summer, docteur en médecine, de nationalité anglaise, marié à dame Meghec Frances-Agnès, le 13 novembre 1900, à Casablanca, sans contrat (régime légal anglais), demeurant à Tanger, avenue Marshan, et domicilié à Fès-Médina, chez Sid Omar ben el Hassan el Hajoui, quartier Es Sij, n° 16 bis, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Perth », consistant en terrain planté d'arbres fruitiers, située contrôle civil de Fès-banlieue, à 500 mètres environ au nord de Bab Segma, entre deux chemins publics, près de la Msallah de Bab Segma.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 hectare, est limitée : au nord, par la piste dite Triq Bouieb es Sifer, le cimetière dit Ksiksou ; au sud, par le fondouq de S. M. Moulay Youssef ; à l'ouest, par la piste susvisée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu : 1° d'un acte d'adoul en date de la première décade de hija 1329 (du 23 novembre au 2 décembre 1911), homologué, aux termes duquel les héritiers d'El Haj Qaddour ben el Haj et Thami ben Kirane lui ont vendu une partie

de gza de ladite propriété ; 2° d'un acte d'adoul en date du 27 rebia II 1330 (15 avril 1912), homologué, aux termes duquel les héritiers de Sid Ahmed ben el Haj Mohamed Dadoun lui ont vendu le surplus du gza de ladite propriété ; 3° d'un acte d'adoul en date du 6 ramadan 1337 (5 juin 1919), aux termes duquel les habous Maristane de Fès lui ont vendu le sol de ladite propriété.

Le f^{nos} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1638 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 7 février 1928, M. Verdon Egbert-Summer, docteur en médecine, de nationalité anglaise, marié à dame Meghec Frances-Agnès, le 13 novembre 1900, à Casablanca, sans contrat (régime légal anglais), demeurant à Tanger, avenue Marshan, et domicilié à Fès-Médina, chez Sid Omar ben el Hassan el Hajoui, ci-après nommé, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire de Sid Omar ben el Hassan el Hajoui, propriétaire, marié selon la loi musulmane, à Fès, y demeurant, quartier Es Sij, n° 16 bis, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaire indivis dans les proportions de 3/4 pour lui et 1/4 pour Sid Omar el Hajoui, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Adélaïde », consistant en terrain planté d'oliviers, située contrôle civil de Fès-banlieue, lieu dit Ouisleine, à 250 mètres environ de Bab Jedid, sur le chemin conduisant à Dar Mahrès.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 hectare 50, est limitée : au nord, par Si Taïb Mokri Dasha, demeurant à Casablanca, Si Mohamed Chaqchaq, demeurant à Fès, quartier de Sid el Aouad ; à l'est, par Si Mohamed Slaoui, demeurant à Fès-Médina, Ras Djennan ; au sud, par Si Mohammed ben Maklouf, demeurant à Fès-Médina, quartier Sfakarine, près de Bab Ftouh, Si Mohamed ben Amine ben Kiran, demeurant à Fès-Médina, derb Si Mahammed ben Lefqih, et Si Mohammed ben el Makki ben Slimane, demeurant à Fès-Médina, derb Gzan ben Amar ben Amar ; à l'ouest, par la piste conduisant au borj de Dar Mahrès.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 11 rebia II 1330 (30 mars 1912), aux termes duquel El Haj Omar ben el Haj Abdesselam el Fallaoui et consorts leur ont vendu ladite propriété.

Le f^{nos} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1639 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 février 1928, M. Krapf Ernest, mécanicien, sujet suisse, marié à dame Garcia Joséphine-Grégoire, le 20 octobre 1924, à Boudenib (Maroc), sans contrat (régime légal suisse), demeurant et domicilié à Meknès, rue de Paris, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Marcelle », consistant en terrain à bâtir, située à Meknès, ville nouvelle, rue de Verdun et rue de Metz (partie du lot 258 de la boucle du Tanger-Fès).

Cette propriété, occupant une superficie de 537 mètres carrés, est limitée : au nord, par la propriété dite « Sépulture frères et Pinquet », titre 37 K., à MM. Sépulture frères, demeurant à Meknès, ville nouvelle, rue de Verdun ; à l'est, par la rue de Verdun ; au sud, par l'angle de la rue de Verdun et rue de Metz ; à l'ouest, par la rue de Metz.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Meknès, du 17 juin 1927, aux termes duquel M. Delvilani lui a vendu ladite propriété.

Le f^{nos} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1640 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 février 1928, Fatma bent Hamou el Mellouli, veuve de Mohamad ben Tahar, sans profession, demeurant au contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Zehroun du nord, village de Aïn Si Amar, et domiciliée chez M. Adjères, agent d'affaires à Meknès, a demandé l'immatriculation,

en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Nouader », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu du Zehroun du nord, fraction des Aït Haddou Ouali, village de Aïn Si Amar, à 6 km. au nord de Moulay Idriss du Zehroun, à 2 km. environ du pied de la montagne dite Sidi Boumaouia, lieu dit Nouader.

Cette propriété, occupant une superficie de 90 ares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par Moulay Ahmed ben Tahar el Ouakill ; à l'est et au sud, par les héritiers de Moulay Abdellah ou Haddou, représentés par Si Driss et Moulay Ahmed ; à l'ouest, par Si Mohammed ben Athar ;

Deuxième parcelle : au nord, par Moulay Ahmed, surnommé ; à l'est, par Si Mohammed Ameziane ; au sud et à l'ouest, par Moulay Ahmed, surnommé, demeurant tous au village de Aïn Si Amar.

La requérante déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire ainsi que le constate une moukia en date du 18 jourmada I 1346 (13 novembre 1927), homologuée.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1641 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 février 1928, M. Bijou Louis-Paul, fondé de pouvoirs des établissements du Maghreb, marié à dame Journette Marie-Batistine, le 8 mai 1920, à Carcassonne, sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, 45, boulevard El Haboul, Médina, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Saint-Henri », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlieue, à 200 mètres environ au nord de la gare P. V. de la Compagnie des chemins de fer du Tanger-Fès.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 hectares 15, est limitée : au nord, par M. Mas Antoine, banquier à Casablanca ; à l'est, par Moulay Idris ould ech Cheikh Biqcha, demeurant à Meknès-Médina, derb Sidi Qaddour el Alami ; au sud, par El Maati ou Ech Cherif et consorts, demeurant à Meknès-Médina, derb Lalla Khadra, et El Ghali Aiouch, demeurant à Meknès-Médina, derb El Harrara ; à l'ouest, par l'Etat français (génie).

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé), pour sûreté du paiement du prix de vente du sol, et qu'il en est propriétaire, 1° en vertu d'un acte sous seings privés en date du 5 janvier 1928, aux termes duquel les héritiers de Sid el Arbi ben el Qaid Faraji el Ahhafi lui ont vendu leur droit de jouissance sur ledit immeuble ; 2° d'un acte d'adoul en date du 13 chaabane 1346 (6 février 1928), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu le sol de ladite propriété.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1642 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 février 1928, Si Mohammed ould Idris ben Slimane, commerçant, marié selon la loi musulmane, demeurant et domicilié à Sidi Saïd, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ouafillaouia », consistant en maison d'habitation, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Guerouane du sud, à Sidi Saïd.

Cette propriété, occupant une superficie de 90 mètres carrés, est limitée : au nord, par Sidi ben el Haj ould Sidi Saïd, demeurant à Sidi Saïd ; à l'est, par Sidi Mohammed ben el Maamoun, demeurant au même lieu ; au sud, par Sidi Abdelkrim el Grissi, au même lieu ; à l'ouest, par le mausolée de Sidi Saïd.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé), pour sûreté du paiement du prix de vente du sol, et qu'il en est propriétaire, 1° pour avoir recueilli le droit de jouissance du dit immeuble dans la succession de son grand-père ; 2° en vertu d'un acte d'adoul en date du 13 chaabane 1346 (6 février 1928), aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu le sol de ladite propriété.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1643 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 février 1928, Sid Mohammed ben Ahmed el Bouzennani et Toulali es Saadallaoui, feqih, marié selon la loi musulmane, vers 1307, à Toulal, demeurant et domicilié à Toulal, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bou Znania », consistant en maison d'habitation, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Guerouane du sud, douar de Toulal, près Meknès.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue non dénommée, et au delà, Moha ou Alla Bejja ; à l'est, par Fatma Taterrast ; au sud, par Ahmad ou Aqqa ; à l'ouest, par Moha ou Moujane, tous les surnommés demeurant à Toulal.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé), pour sûreté du paiement du prix de vente du sol, et qu'il en est propriétaire en vertu : 1° d'un acte d'adoul en date du 11 kaada 1321 (29 janvier 1904), aux termes duquel Sidi el Haj Ahmed ben Saïd el Bouguennani lui a vendu son droit de jouissance sur ledit immeuble ; 2° d'un acte d'adoul en date du 13 chaabane 1346 (6 février 1928), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu le sol de ladite propriété.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 1644 K.

Suivant réquisition déposée à la Conservation le 8 février 1928, Ahmad ben es Seddiq et Toulali es Saadallaoui, agriculteur, marié selon la loi musulmane, vers 1326, à Toulal, demeurant et domicilié à Toulal, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dar es Sejra », consistant en maison d'habitation, située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Guerouane du sud, douar de Toulal, près Meknès.

Cette propriété, occupant une superficie de 80 mètres carrés, est limitée : au nord, par Ahmad ou Aqqa et Rahhou ou Qadir ; à l'est, par Ali ould Mohamed ou Alla et consorts, Ahmad ben el Haj Youssef ; au sud, par une rue non dénommée, et au delà, par Lahsen ou Benaïssa ; à l'ouest, par Sidi Mohammed ben Bou Taïb, tous les surnommés demeurant à Toulal.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre qu'une hypothèque au profit de l'Etat chérifien (domaine privé) pour sûreté du paiement du prix de vente du sol, et qu'il en est propriétaire en vertu : 1° de deux actes d'adoul en date des 23 reheb 1324 (12 septembre 1906) et 22 chaabane 1324 (11 octobre 1906), aux termes duquel El Habib ben el Haj Mohammed lui a vendu son droit de jouissance sur ledit immeuble ; 2° d'un acte d'adoul en date du 13 chaabane 1346 (6 février 1928), homologué, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu le sol de ladite propriété.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Fachar III », réquisition 568 K., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 20 octobre 1925, n° 678.

Il résulte du plan de la propriété dite « Fachar III », 16q. 568 K., dont l'immatriculation est requise par Si Abdeslam ben Bouazza el Fachar, ancien pacha de Mogador, demeurant et domicilié à Meknès-Médina, rue Djemaa Zerka, n° 9, que ladite propriété est située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Guerouane du sud, à 1 km. à l'est de Toulal, près de l'oued Bou Ishaq, à 500 mètres environ au sud du lieu dit Aïn el Arbi, au lieu de : contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord.

Le ff^{ns} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Fachar VIII », réquisition 571 K., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 20 octobre 1925, n° 678.

Il résulte du plan de la propriété dite « Fachar VIII », réquisition 571 K., dont l'immatriculation est requise par Si Abdeslam ben Bouazza el Fachar, ancien pacha de Mogador, demeurant et domicilié à Meknès, rue Djemâa Zerka, n° 9, que ladite propriété est située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Guerouane du sud, à 1 km. à l'est de Toulal, près de l'oued Bou Ishaq, à 800 mètres environ au sud du lieu dit Aïn el Arbi, au lieu de : contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Fachar IX », réquisition 572 K., dont l'extrait de réquisition d'immatriculation a paru au « Bulletin Officiel » du 20 octobre 1925, n° 678.

Il résulte du plan de la propriété dite « Fachar IX », réquisition 572 K., dont l'immatriculation est requise par Si Abdeslam ben Bouazza el Fachar, ancien pacha de Mogador, demeurant et domicilié à Meknès-Médina, rue Djemâa Zerka, n° 9, que ladite propriété est située bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Guerouane du sud, à 1 km. à l'est de Toulal, lieu dit Arroum Harbil, près de la casba Gueddara, au lieu de : contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du nord.

Le *ff^{ons}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES ⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 3179 R.

Propriété dite : « Azib el Bahraoui », sise contrôle civil des Zaër, tribu des Oulad Ktir, fraction des Oulad Embarek, au km. 16 de la route n° 22 de Rabat au Tadla.

Requérant : El Hadj Mohamed ben Sidi M'Hammed el Bahraoui, domicilié à Rabat, rue des Consuls, nouvelle kissaria.

Le bornage a eu lieu le 22 mars 1927.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin officiel* du Protectorat, le 25 octobre 1927, n° 783.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 1175 R/3

Propriété dite : « Rieder », sise à Rabat, secteur Leriche.

Requérant : M. Rieder Marie-Jean-Baptiste-Richard, colonel d'artillerie, demeurant à Rabat, avenue des Touarga (service géographique).

Le bornage a eu lieu le 14 juin 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3181 R.

Propriété dite : « El Hajoui », sise à Rabat, rue de la République.

Requérant : Mohamed ben el Hassen el Hajoui, demeurant à Rabat, derb Moulay Abdallah, impasse Souissi.

Le bornage a eu lieu le 5 avril 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 3468 R.

Propriété dite : « Louis Mathias », sise contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Haouzia, près du lotissement Souissi.

Requérant : M. Mathias Louis, demeurant à Rabat, rue du Palais-de-Justice.

Le bornage a eu lieu le 30 septembre 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

REOUVERTURE DES DELAIS

pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 3384 C.

Propriété dite : « Bled Mokadem el Hassan », sise contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu de Médiouna, à 7 km. de Casablanca, sur la route de Camp Boulhaut.

Requérant : El Mokadem el Hassan ben Ghanem ben Hamida el Médiouni el Haraoui, domicilié à Casablanca, chez M^e Machwitz, avocat.

Les délais pour former opposition sont rouverts du 1^{er} février au 1^{er} avril 1928, sur réquisition de M. le procureur commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance à Casablanca, en date du 1^{er} février 1928.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

REOUVERTURE DES DELAIS

pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 4416 C.

Propriété dite : « El Khouiziat », sise contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu de Médiouna, douar Ouled ben Amor, route de Mazagan, km. 19.

Requérant : Erradi ben el Hadj Mohamed el Aboubi, demeurant et domicilié aux Oulad Abou, tribu de Médiouna.

Les délais pour former opposition sont rouverts pendant un délai de deux mois, à compter du 15 février 1928, sur réquisition en date du 8 février 1928, de M. le procureur commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance à Casablanca.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

REOUVERTURE DES DELAIS

pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du 12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 7391 C.

Propriété dite : « Justine II », sise contrôle civil de Chaoufa-nord, tribu de Médiouna, à 7 km. de Casablanca, sur la route de Camp Boulhaut.

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

Requérants : 1° El Kebir ben Mohamed el Médiouni el Heraoui, demeurant à Casablanca, à El Hank ; 2° Mme Galia Justine, veuve de Camilleri Sauveur ; 3° M. Ange Camilleri, à Casablanca, boulevard de la Liberté, n° 175 ; 4° Mme Virginie Camilleri, mariée à Eugène Barbieri, demeurant immeuble Camilleri, rue de Suippes, à Casablanca ; 5° M. Raoul Camilleri, marié à dame Martin Marie-Louise, demeurant à Fès ; 6° M. Nicolas Camilleri, demeurant à Tunis, rue Daisex, chez Mme Consentino ; 7° M. Joseph Camilleri, demeurant à Casablanca, rue de Suippes, immeuble Camilleri ; 8° Mme Yvonne Camilleri, mariée à M. Giraud Pierre, demeurant à Casablanca, boulevard de la Liberté, n° 275, et tous domiciliés à Casablanca, rue de Suippes, chez Mme veuve Camilleri.

Les délais pour former opposition sont rouverts du 1^{er} février au 1^{er} avril 1928, sur réquisition de M. le procureur commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Casablanca, en date du 1^{er} février 1928.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE

Réquisition n° 6500 C.

Propriété dite : « Bel Aissaouia II », sise contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Mzab (Menia), fraction des Oulad Sidi Aissa, près de Sidi Abdallah ben Sari.

Requérant : Si Ahmed ben Embarek Bashko, demeurant à Casablanca, 6, rue Djemaa ech Chleuh.

Le bornage a eu lieu le 26 juin 1925.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin officiel* du Protectorat, le 22 décembre 1925, n° 687.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 5121 C.

Propriété dite : « Villa Louise II », sise à Casablanca, rue du Camp-Turpin.

Requérants : 1° M. Nava Giorgio ; 2° Mme Nava Madeleine ; 3° Mme Nava Hélène-Marie ; 4° Mme Nava Marie-Jeanne ; 5° Mme Nava Francesca Marie, tous demeurant et domiciliés à Casablanca, villa Louise, 25, rue du Camp-Turpin.

Le bornage a eu lieu le 26 juin 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 5607 C.

Propriété dite : « Bled Essahel », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Oulad Harriz, douar Hesasna, lieu dit « Hebara el Sahel ».

Requérant : Omar ben Hadj ben Omar, demeurant et domicilié au douar Hesasna, fraction des Hebara, tribu des Oulad Harriz, en son nom et au nom des 29 autres indivisaires dénommés dans l'extrait de réquisition paru au *Bulletin officiel* n° 540 du 27 février 1923 et dans l'extrait rectificatif inséré au présent *Bulletin officiel*.

Le bornage a eu lieu le 27 avril 1925 et un bornage complémentaire le 6 mai 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6858 C.

Propriété dite : « Kaimoute », sise à Settat, place Souika, boulevard de la Marne, rues Maitrat et Sajous.

Requérant : Si Khaled ben Ali ben el Hadj Maati, demeurant à Settat, et domicilié à Casablanca, chez M^e Bickert, avocat, en son nom et au nom des 23 autres indivisaires dénommés à l'extrait de la réquisition publiée au *Bulletin officiel* n° 625 du 14 octobre 1924.

Le bornage a eu lieu le 6 janvier 1926.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7408 C.

Propriété dite : « Bled el Kebir ben el Fellah III », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, au douar Ouled Ali.

Requérant : El-Kebir ben el Fellah el Abdi es Saïdi, demeurant et domicilié à la Karia de Sidi Ameur, tribu des Guedana.

Le bornage a eu lieu le 15 février 1926 et un bornage de récolement le 28 avril 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7687 C.

Propriété dite : « Boutouil Kharkour Haïcha », sise circonscription d'Oued Zem, tribu des Smaala, fraction des Torch, douar El Ghetateba, à l'ouest de Biar Hamria.

Requérant : Mohammed ben el Kebir Semaali, en son nom et au nom des trois indivisaires dénommés au *Bulletin officiel* n° 656 du 19 mai 1925, tous demeurant douar El Ghetateba, fraction des Moulain Dhar, tribu des Smaala, et domiciliés à Casablanca, chez M^e Bickert, avocat.

Le bornage a eu lieu le 10 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7688 C.

Propriété dite : « Boutouil Kharkour Haïcha II », sise circonscription d'Oued Zem, tribu des Smaala, fraction Torch, douar El Khetateba, à 2 km. à l'ouest de Biar Hamria.

Requérant : M'Hammed ben el Arbi Smaali et El Besir ben el Arbi Smaali, demeurant douar El Ghetateba, fraction Moulain Dahr, tribu des Smaala, et domiciliés à Casablanca, chez M^e Bickert, avocat.

Le bornage a eu lieu le 11 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8049 C.

Propriété dite : « El Achemia », sise à Casablanca, quartier du Maarif, à 50 mètres au sud de la rue du Mont-Cinto.

Requérant : Moulay Ali ben el Mekki el Bouamani, demeurant et domicilié à Casablanca, marché central, stalle n° 189.

Le bornage a eu lieu le 1^{er} avril 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8754 C.

Propriété dite : « La Roche Burot », sise contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Oulad Farès, lieu dit « Bled Essaghra ».

Requérant : M. Thévenard Jules-Pierre-Cyr, demeurant et domicilié à Casablanca, 73, rue Galilée.

Le bornage a eu lieu le 16 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9296 C.

Propriété dite : « Erremel », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, fraction Oulad Hedjala, douar Ouled Hammadi, à 16 km. sur la route de Casablanca à Rabat.

Requérant : Mohamed ben Abdelkader Ecchetouki Ezzenafi, demeurant et domicilié au douar Oulad Hammadi, susvisé.

Le bornage a eu lieu le 6 août 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9301 C.

Propriété dite : « Métallurgie », sise à Casablanca, rue Aviateur-Poggi.

Requérant : le Comptoir Métallurgique du Maroc, représenté par son directeur, M. Bergier Maurice, demeurant boulevard de la Liberté et angle de la rue Aviateur-Poggi, à Casablanca, et y domicilié chez M. Marage, 32, boulevard Gouraud.

Le bornage a eu lieu le 26 octobre 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9302 C.

Propriété dite : « Albert Pizzanelli n° 3 », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, fraction Hedjala, à hauteur du km. 19 de la route de Casablanca à Rabat.

Requérant : M. Pizzanelli Albert-Jean, demeurant et domicilié 22, rue de Suippes, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 11 août 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9319 C.

Propriété dite : « Albert Pizzanelli », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, à hauteur du km. 19,500 de la route de Casablanca à Rabat.

Requérant : M. Pizzanelli Albert-Jean, demeurant et domicilié 22, rue de Suippes, à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 11 août 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9336 C.

Propriété dite : « Aïsel Abraham », sise à Casablanca, quartier Ben Slimane, rues de Marseille et de Strasbourg.

Requérant : M. Srique Salomon, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Reby Eliaoui, n° 3.

Le bornage a eu lieu le 27 octobre 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9451 C.

Propriété dite : « El Mers Laïbi ben Ahmed », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, douar Zouaghat, à proximité du marabout de Sidi Mohamed el Mitah.

Requérant : Taïeb ben Zeroual ben Touhami, agissant tant en son nom personnel qu'en celui des onze autres indivisaires énumérés à l'extrait de la réquisition publiée au *Bulletin officiel* n° 733 du 9 novembre 1926, tous demeurant et domiciliés au douar Zouaghat précité.

Le bornage a eu lieu le 17 août 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9525 C.

Propriété dite : « El Mekzaza », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, douar Mejdaba, à 500 mètres au sud du km. 15,500 de la route de Casablanca à Rabat.

Requérant : Moussa ben Hadj Mohamed, agissant tant en son nom personnel qu'en celui des 23 autres indivisaires énumérés à l'extrait de la réquisition publiée au *Bulletin officiel* du 30 novembre 1926, n° 736, tous demeurant et domiciliés au douar Mejdaba précité.

Le bornage a eu lieu le 5 août 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9545 C.

Propriété dite : « Ard el Attar II », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction Haret Tirs, douar Ouled Sidi Messaoud.

Requérant : Mohamed ben el Hadj Ahmed Messaoudi, demeurant et domicilié à Casablanca, rue d'Azemmour, n° 5, impasse Nakhla.

Le bornage a eu lieu le 23 septembre 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9696 C.

Propriété dite : « El Oued Boutouil », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Moulain Ghaba (Ziaïda), fraction des Oulad Ahmed, sur l'oued Dire.

Requérants : M. Etienne Antoine, demeurant et domicilié à Casablanca, Hôtel Majestic, et M. Salvy Jean-Léopold, demeurant et

domicilié à Bouznika, en leur nom et au nom des neuf autres indivisaires dénommés dans l'extrait de la réquisition publié au *Bulletin officiel* n° 742, du 11 janvier 1927.

Le bornage a eu lieu le 23 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9717 C.

Propriété dite : « Fedane el Kabir », résultant de la fusion de la propriété dite « Fedane el Kabir », réq. 9717 C., à la propriété dite « Bled Ouled Hadj Kaddour », réq. 9602 C., sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Oulad Hazziz, fraction des Abbara, douar Ouled Moussa.

Requérant : Mekki ben Hadj Kaddour el Harizi el Habechi, Techachi et Bouchaïb ben Hadj Kaddour el Harizi el Habechi et Techachi, demeurant et domiciliés au douar Tchaich, fraction El Habacha, tribu des Oulad Hazziz.

Le bornage a eu lieu le 21 juillet 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 9725 C.

Propriété dite : « Arsat Aïn Chaara », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boulhaut, tribu des Moulain Ghaba (Ziaïda), sur la piste n° 11 de Bouznika à Boulhaut.

Requérant : M. Etienne Antoine, demeurant et domicilié à Casablanca, Hôtel Majestic, en son nom et au nom des huit autres indivisaires dénommés dans l'extrait de réquisition publié au *Bulletin officiel* n° 743 du 18 janvier 1927.

Le bornage a eu lieu le 16 mai 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10071 C.

Propriété dite : « Muguetto », sise à Casablanca, quartier de la Foncière, rue de l'Eglise.

Requérant : M. Giraud Henri, demeurant et domicilié à Casablanca, boulevard de la Gare, immeuble Bessonneau.

Le bornage a eu lieu le 25 novembre 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10075 C.

Propriété dite : « Mekzaza Zenatia », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, douar Ouled Itto, à 500 mètres au sud du km. 15,500 de la route de Casablanca-Rabat.

Requérant : Mohamed ben Mohamed ben Ali, agissant en son nom et en celui des 6 autres indivisaires énumérés à l'extrait de réquisition publié au *Bulletin officiel* n° 753 du 29 mars 1927, tous demeurant et domiciliés fraction des Medjaba, douar Ouled Itto, susvisé.

Le bornage a eu lieu le 5 août 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 10096 C.

Propriété dite : « Bled el Kelaa Zenatia », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, fraction Ouled Mejdoub, douar Ouled Itto, au sud du km. 14 de la route de Casablanca à Rabat.

Requérant : Mohamed ben Ali, dit Ould Hadda, demeurant et domicilié au km. 14 de la route de Casablanca à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 4 août 1927.

Le Conservateur de la propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUJDA.**NOUVEL AVIS DE CLOTURE DE BORNAGE****Réquisition n° 1509 O.**

Propriété dite : « Boutabba », sise contrôle civil des Beni Snasen, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du nord, fraction des Tagma, à 14 km. environ à l'ouest de Berkane, en bordure de la piste de Taforalt à Aïn Laarous et de l'oued Ouesroutane.

Requérants : Mohamed ben Ahmed ben Tahar et ses frères Abdelkader, Ali et Ahmed, demeurant tous quatre douar Aounout, fraction des Tagma, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du nord, en qualité de bénéficiaires intermédiaires et au nom des Habous Kobra de la ville d'Oujda, **dévolutaires définitifs.**

Le bornage a eu lieu le 10 mai 1927.

Le présent avis annule celui publié au *Bulletin officiel* du Protectorat le 27 septembre 1927, n° 779.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 1304 O.

Propriété dite : « Hamri el Khechab », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du nord, fraction des Tagma, en bordure de l'oued Tagma et de la piste de Cherraa aux Oulad Yacoub.

Requérant : M'Hamed ben Mohamed ben Tahar, demeurant douar Tagma, fraction des Oulad Boukheir, tribu des Beni Attig et Beni Ourimèche du nord.

Le bornage a eu lieu le 27 juin 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1401 O.

Propriété dite : « Bled Si Driss ben Hassaine », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Oulad Mansour, à 14 km. au nord de Berkane, près du café maure.

Requérant : Si Driss ben Mohamed ben Hassaine, demeurant à Oujda, quartier de la Casbah.

Le bornage a eu lieu le 4 novembre 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1454 O.

Propriété dite : « Kacem », sise contrôle civil des Beni Snassen, annexe de Martimprey-du-Kiss, tribu des Taghedjirt, fraction des Oulad Ghadi, à 8 km. environ au nord-ouest de Martimprey-du-Kiss, en bordure de la piste allant de ce centre à Adjeroud.

Requérant : Mimoune ould el Mazghab, demeurant douar Tizi, tribu de Taghedjirt, agissant en son nom et au nom des cinq autres indivisaires dénommés dans l'extrait de la réquisition publiée au *Bulletin officiel* n° 700 du 23 mars 1926.

Le bornage a eu lieu le 27 octobre 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1474 O.

Propriété dite : « Bled Ouled Kaddour », sise contrôle civil des Beni Snassen, annexe de Martimprey-du-Kiss, tribu des Taghedjirt, fraction des Oulad Ghazi, à 8 km. environ à l'ouest de Martimprey, de part et d'autre de la route de colonisation allant de ce centre à Berkane.

Requérants : 1° Mohamed ben Kaddour Esseghir ; 2° Mohamed ben Kaddour el Kebir, demeurant tous deux douar El Mekakra, fraction des Oulad el Ghazi, tribu des Taghedjirt.

Le bornage a eu lieu le 28 octobre 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1505 O.

Propriété dite : « Ferme Zeraïb n° 3 », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Oulad Srir, à 8 km. environ au nord de Berkane, de part et d'autre de la piste de Berkane à Saïdia.

Requérant : M. Graf Charles, demeurant à Alger, rue Berlioz, et domicilié chez M. Speiser, à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 26 septembre 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1506 O.

Propriété dite : « Ferme Zeraïb n° 4 », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Oulad Seghir, au km. 6 de la route n° 102 de Berkane à Saïdia.

Requérant : M. Graf Charles, demeurant à Alger, rue Berlioz, n° 2, et domicilié chez M. Speiser, à Berkane.

Le bornage a eu lieu le 16 septembre 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1665 O.

Propriété dite : « Bled Zeraïb », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Haouaras, à 7 km. environ au nord de Berkane, de part et d'autre de la route de colonisation, en bordure de la piste de Sidi Hashas à Sidi Mansour, lieu dit « Zeraïb Cheurfa ».

Requérant : Sid Brahim ben el Hadj el Bachir, demeurant douar Zeraïb Cheurfa, fraction des Haouara, tribu des Triffa, agissant en son nom et au nom des sept autres indivisaires dénommés dans l'extrait de la réquisition publiée au *Bulletin officiel* n° 735 du 23 novembre 1926.

Le bornage a eu lieu le 22 septembre 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

Réquisition n° 1743 O.

Propriété dite : « Horech el Kherarib », sise contrôle civil des Beni Snassen, tribu des Triffa, fraction des Athamna, à 10 km. environ au nord de Berkane, sur la piste allant de ce centre à Moulay Ahmed.

Requérant : Lahbib ben Abdallah Loukili, demeurant douar Beni Oukil, fraction des Athamna, susvisé.

Le bornage a eu lieu le 3 novembre 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Oujda,
SALEL.

V. — CONSERVATION DE MEKNÈS

Réquisition n° 360 K.

Propriété dite : « Bonheur », sise à Fès-Mellah, Grande-Rue du Mellah, n° 133.

Requérants : 1° Abitboul dit Botbol Abraham, propriétaire, demeurant à Fès, Grande-Rue du Mellah, n° 171 ; 2° Abitboul, dit Botbol Raphaël, propriétaire, demeurant à Fès, Grande-Rue du Mellah, n° 131 ; 3° Bensoussan Saül, propriétaire, demeurant à Tanger ; 4° Bensoussan Abraham, propriétaire, demeurant à Fès-Mellah, rue El Kherba, n° 294 ; 5° Bensoussan Israël, propriétaire, demeurant à Fès-Mellah, rue Dick, n° 273 bis ; 6° Serero Raphaël, propriétaire, demeurant à Fès, derb Dreck, n° 285 ; 7° Serero Sinah, demeurant à Fès-Mellah, rue Nouaïld Sghar, n° 362.

Le bornage a eu lieu le 12 avril 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 417 K.

Propriété dite : « Jardin de l'Alliance », sise à Fès-Mellah, rue Nouaïl.

Requérante : l'Alliance israélite universelle, dont le siège est à Paris, rue La Bruyère, n° 45, représentée par M. Moïse Tarragano, directeur de l'école de l'Alliance israélite à Fès.

Le bornage a eu lieu le 11 avril 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 568 K.

Propriété dite : « Fachar III », sise bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Guerouane du sud, à 1 km. à l'est de Toulal, près de l'oued Bou-Ishaq, à 800 mètres environ au sud du lieu dit Ain el Arbi.

Requérant : Si Abdeslam ben Bouazza el Fachar, ancien pacha de Mogador, demeurant et domicilié à Meknès-Médina, rue Djentaa Zerka, n° 9.

Le bornage a eu lieu le 15 février 1927.

Le *ff^{ns}* de Conservateur de la propriété foncière à Meknès,
CUSY.

Réquisition n° 571 K.

Propriété dite : « Fachar VIII », sise bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Guerouane du sud, à 1 km. à l'est de Toulal, près de l'oued Bou Ishaq, à 500 mètres environ au sud du lieu dit Ain el Arbi.

Requérant : Si Abdeslam ben Bouazza el Fachar, ancien pacha de Mogador, demeurant et domicilié à Meknès-Médina, rue Djemaa Zerka, n° 9.

Le bornage a eu lieu le 16 février 1927.

Le f^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 572 K.

Propriété dite : « Fachar IX », sise bureau des affaires indigènes d'El Hajeb, tribu des Guerouane du sud, à 1 km. à l'est de Toulal, lieu dit Airoum Habil, près la casbah Gueddara.

Requérant : Si Abdeslam ben Bouazza el Fachar, ancien pacha de Mogador, demeurant et domicilié à Meknès-Médina, rue Djemaa Zerka, n° 9

Le bornage a eu lieu le 16 février 1927.

Le f^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

Réquisition n° 818 K.

Propriété dite : « Habous du mausolée de Sidi Mohamed ben ej Jebeh », sise à Taza-Médina, rue de la Zaouïa ej Jebeh.

Requérants : les Habous de Taza (mausolée de Sidi Mohammed ben ej Jebeh), représentés par Mohammed Qassara, nadir des habous à Taza.

Le bornage a eu lieu le 24 février 1927.

Le f^{ons} de Conservateur de la propriété foncière à Meknès, CUSY.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires**EXTRAIT**

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 4 février 1928, par M^e Boursier, notaire à Casablanca, il appert que M. Louis-Félix Paquet de Villard, entrepreneur de transports automobiles à Casablanca, a vendu à M. René Gustave Dehizi, artiste musicien à Casablanca, un fonds de commerce d'hôtel meublé sis à Casablanca, rue de Charmes n° 18, dénommé : « Hôtel du Jura », avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

HENRION.

2765 R.

**ETUDE DE M^e MAURICE HENRION
Notaire à Rabat**

Suivant acte reçu par M^e Maurice Henrion, notaire à Rabat, le 14 février 1928, M. Jacques Oyantçabal, négociant, demeurant à Rabat et M. Ernest Dauzats, commerçant, demeurant à Rabat, ont formé une société à responsabilité limitée pour l'exploitation d'un fonds de commerce d'alimentation,

sis à Rabat, place du Marché, appartenant à M. Oyantçabal. La dite société, constituée pour une durée de dix années à compter du 7 novembre 1927, a son siège à Rabat au fonds exploité.

M. Ohyantçabal, apporte à la société, le fonds de commerce d'alimentation exploité à Rabat, place du Marché. Et comprenant : l'enseigne, le nom commercial, la clientèle, l'achalandage y attaché, le droit, à partir du 7 novembre 1927, au bail consenti par l'administration des Habous, pour une durée d'une année renouvelable, le matériel servant à l'exploitation. La raison et la signature sociales sont « Ohyantçabal et C^{ie} ».

Le capital social est fixé à 100.000 francs divisé en 100 parts de 1.000 francs chacune dont 80 ont été attribuées à M. Oyantçabal en représentation de son apport et 20 ont été souscrites en espèces et entièrement libérées par M. Dauzats.

Il est stipulé que les affaires et opérations de la société seraient gérées et administrées par les deux associés conjointement et solidairement ou séparément avec les pouvoirs les plus étendus à cet effet.

Que la signature sociale appartiendrait à chacun des deux associés qui ne pourraient en faire usage que pour les affaires de la société à peine de nullité de tous engagements qui ne la concerneraient pas.

Il a été stipulé que sur les bénéfices annuels il serait fait un prélèvement d'un vingtième qui serait affecté à la formation d'un fonds de réserve.

Que tout le surplus des bénéfices serait réparti également entre les parts sociales et appartiendrait par conséquent à chaque associé d'après le nombre de ses parts.

Que les pertes seraient supportées dans la même proportion que les bénéfices, elles seraient limitées au capital social et à la part de chacun dans ce capital.

La société ne serait pas dissoute par la mort de l'un des associés.

Qu'en cas de décès d'un des associés qui ne laisserait ni conjoint survivant, ni enfants légitimes ou descendants d'eux, l'autre associé aura la faculté de racheter les parts dépendant de sa succession.

II. — Une expédition de l'acte de société a été déposé au greffe du tribunal civil de Rabat le 17 février 1928.

Pour extrait,

HENRION, notaire.

2761

TRIBUNAL DE PAIX DE SAFI**Avis de saisie immobilière**

Le public est prévenu qu'une saisie immobilière a été pratiquée à l'encontre de Djilali ben Ali Zeroual, cultivateur au douar Ouled Maya, cheikh Mohamed ben Seghir, caïd Si Tehbah, portant sur les immeubles suivants :

1° Une parcelle de terre sise lieu dit Guetaoui, d'une contenance approximative de deux hectares, confrontant du nord, Ouled Hameid ; sud, Abdellah

ben Kabbour ; est, Ouled M'Ahmed ben Djilali ; ouest, Ouled ben Nacer et Ouled Hadj Mohamed.

2° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Koudiat Merzoug, d'une contenance approximative de deux hectares et demi, confrontant du nord, Ouled Sliman et Ouled Bouchaïb ; sud, Ouled Bouchaïb ; est, piste du Tenin ; ouest, Ouled ben Nacer.

3° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Kablania, d'une contenance approximative d'un demi-hectare, confrontant du nord, Ouled Bouchaïb ; sud, Mohamed ben Djilali ; est, Ouled Maati ; ouest, piste du Tenin.

4° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Djenin Mers, d'une contenance approximative d'un demi-hectare confrontant du nord Malinsor ; sud, Ouled Djilali ; ouest, héritiers Ben Smaïn ; est, Ouled ben Djilali.

5° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Remel, d'une contenance approximative d'un demi-hectare confrontant du nord, Hadj Abdellah ; sud, Ouled Sliman ; est, Ouled Mohamed ben Djilali ; ouest, Kadour ben Fathmi.

Tous prétendants à un droit quelconque sur les dits immeubles sont invités à formuler leur réclamation, avec pièces à l'appui au secrétariat-greffe de ce tribunal de paix, dans le délai d'un mois à compter de la présente insertion.

Safi, le 16 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,

B. PUYOL.

2767

TRIBUNAL DE PAIX DE SAFI

Avis de saisie immobilière

Le public est prévenu qu'une saisie immobilière a été pratiquée à l'encontre de Embarek ben Si Ahmed Derrazi propriétaire au douar Cleuh, caïd Zerhouni, portant sur l'immeuble ci-après désigné :

Une parcelle de terre sise lieu dit Tassemanat contenant environ une charge et demie de semence de blé confrontant du nord les frères du débiteur, Allal et Tahar ; est, Si Embarek ; ouest, un chemin ; sud, Ali ben Bihi et Allal.

Tous prétendants à un droit quelconque sur le dit immeuble sont invités à formuler leur réclamation, avec pièces à l'appui au secrétariat-greffe de ce tribunal de paix, dans le délai d'un mois à compter de la présente insertion.

Safi, le 13 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
B. PUJOL.

2766

TRIBUNAL DE PAIX DE SAFI

Avis de saisie immobilière

Le public est prévenu qu'une saisie immobilière a été pratiquée à l'encontre de Ahmed ben Moussa, cultivateur, douar Ouled Maya, cheikh Mohamed ben Seghir, caïd Si Tebbah ; portant sur les immeubles suivants :

1° Une parcelle de terre sise lieu dit Boucharb, d'une contenance approximative de quatre hectares, confrontant du nord, héritiers Mohamed ben Djilali ; sud, héritiers Hamou ben Harnet ; est, héritiers Ben Aïda ; ouest, héritiers Hamou ben Harnet.

2° Une autre parcelle de terre sise lieu dit El Boucharb, d'une contenance approximative de sept hectares, confrontant du nord, héritiers El Maati ; sud, Allal ben Daoui ; est, Ouled ben Aïda et piste du Tenin ; ouest, héritiers Si el Maati.

3° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Halakhatro d'une contenance approximative de trois hectares confrontant du nord, piste du Larba ; sud, Abbès ould Lahcini ; est, Ahmed ben Abselam ; ouest, Embark ben Nacer.

4° Une autre parcelle de terre sise lieu dit El Boucharb d'une contenance approximative de deux hectares, confrontant du nord et est, Allal ben Daoui ; sud, piste du Tenin ; ouest, héritiers Si El Maati.

5° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Béouéda, d'une contenance approximative de un hectare confrontant du nord,

Hamou ben Harnet ; sud et ouest, héritiers Si El Maati ; est, les mêmes.

Tous prétendants à un droit quelconque sur les dits immeubles sont invités à formuler leur réclamation, avec pièces à l'appui au secrétariat-greffe de ce tribunal de paix, dans le délai d'un mois à compter de la présente insertion.

Safi, le 16 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
B. PUJOL.

2768

TRIBUNAL DE PAIX DE SAFI

Avis de saisie immobilière

Le public est prévenu qu'une saisie immobilière a été pratiquée à l'encontre de Ali ben Abdallah ben Lahoucine du douar Zouizet ; cheikh Abdelkader Cherchemi, caïd Si Abdallah, portant sur les immeubles dont la désignation suit :

1° Une parcelle de terre sise lieu dit Bled Arganet el Jorf d'une contenance approximative d'une charge et demie de semence d'orge, confrontant du nord, Abdallah ; est, Ouled M'Tah ; ouest, les frères du saisi ; sud, les mêmes.

2° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Djanan Djeddi, d'une contenance approximative d'une charge de semence, confrontant du nord, Sliman ; ouest, Ouled M'Tah ; sud, Ouled ben Kaddour ; est, Hamo et Fathmi ben Amara.

3° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Bled el Ghaba, d'une contenance approximative d'une charge de semence, confrontant du nord, le saisi ; est, Ouled Hamo ; sud, Bora Lekjoubi ; ouest, Fathmi ben Amara.

Tous prétendants à un droit quelconque sur les dits immeubles sont invités à formuler leur réclamation, avec pièces à l'appui au secrétariat-greffe de ce tribunal de paix, dans le délai d'un mois à compter de la présente insertion.

Safi, le 13 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
B. PUJOL.

2769

TRIBUNAL DE PAIX DE SAFI

Avis de saisie immobilière

Le public est prévenu qu'une saisie immobilière a été pratiquée à l'encontre de Alia bent Ismaïl et de Abdeslam ben Ahmed ben Smaïl, du douar Ouled Maya, cheikh Mohamed ben Seghir, caïd Si Tebbah, portant sur les immeubles dont la désignation suit :

1° Une parcelle de terre sise lieu dit Telmest d'une contenance approximative d'un demi hectare, confrontant du nord, Mohamed Ould Si Bouchaïb ; sud, Smaïl, son frère ; est, Abselam ben Ahmed, son frère ; ouest, Mohamed Ould Bouchaïb.

2° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Mahra Khatro d'une contenance approximative d'un demi hectare, confrontant du nord, Oulad Driouch et Hadj Abdallah ; sud, Abselam son frère ; est, Layachi ben Oukal ; ouest, héritiers Embarek.

3° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Telmest, d'une contenance approximative d'un demi hectare, confrontant du nord, Lachasba ; sud, Oulad Aïda ; est, les mêmes ; ouest, M'Ahmed el Kouri.

4° Une citerne sise à côté du Haït Si Bouchaïb, confrontant héritiers ben Ahmed.

5° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Telmest, d'une contenance approximative de deux hectares confrontant du nord, Ould Si Bouchaïb ; sud, Khnata ; est, Oulad ben Hamou ; ouest, Smaïl et Alia.

6° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Djenin Remel, d'une contenance approximative d'un demi hectare confrontant du nord, Hadj Abdallah ; sud, Mohamed ben Ahmed ; est, Cheikh Mohamed ben Seghir ; ouest, le même.

Tous prétendants à un droit quelconque sur les dits immeubles sont invités à formuler leur réclamation, avec pièces à l'appui au secrétariat-greffe de ce tribunal de paix, dans le délai d'un mois à compter de la présente insertion.

Safi, le 16 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
B. PUJOL.

2771

TRIBUNAL DE PAIX DE SAFI

Avis de saisie immobilière

Le public est prévenu qu'une saisie immobilière a été pratiquée à l'encontre de Abderahman ben Idah, cultivateur, douar Ouled Maya, cheikh Mohamed ben Seghir, caïd Si Tebbah, portant sur les immeubles dont la désignation suit :

1° Une parcelle de terre sise lieu dit Koudiat, d'une contenance approximative de deux hectares, confrontant du nord Ouled Djilali ben Si Abdallah ; sud, Ouled M'Ahmed Larbi ; est, Djilali ben Maati ; ouest, piste du Tenin.

2° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Mekaliss, d'une contenance approximative d'un

hectare, confrontant du nord et ouest, Allal ben Daoui ; sud, Hadj Abdallah ; est, Ali ben Aïda.

3° Une autre parcelle de terre sise lieu dit El Gaa, d'une contenance approximative d'un hectare, confrontant du nord, M'Ahmed ben Larbi ; sud et ouest, Mohamed Buama ; est, piste du Tenin.

Tous prétendants à un droit quelconque sur les dits immeubles sont invités à formuler leur réclamation, avec pièces à l'appui au secrétariat-greffe de ce tribunal de paix, dans le délai d'un mois à compter de la présente insertion.

Safi, le 16 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
B. PUJOL.

2770

TRIBUNAL DE PAIX DE SAFI

Avis de saisie immobilière

Le public est prévenu qu'une saisie immobilière a été pratiquée à l'encontre de Selam ben Habib Zafouri M'Zai et Mohamed ben Hadj Omar Selmouni, du douar Cherchemi, cheikh Abdelkader Cherchemi, caïd Si Abdallah, portant sur les immeubles suivants :

Immeubles appartenant à Selam ben Habib Zafouri :

1° Une parcelle de terre entourée de murs, près du douar contenant une charge de semence confrontant du nord Sellam ; est, chemin du Sebt, ouest, Sellam et du sud, les héritiers Hadj Omar.

2° Une autre parcelle de terre lieu dit Herech, d'une contenance approximative de trois charges de semence, confrontant du nord, Ould Si Rahman ; est, Sellam ; ouest, Ould Si Rahman ; sud, Blad Seddik.

Immeubles appartenant à Mohamed ben Hadj Omar Selmouni :

1° Une parcelle de terre sise lieu dit Blad Allal ben Sabâï d'une contenance approximative de deux charges de semence confrontant du nord, Ould Hirj ; est, Ould Si Rahmoun ; ouest, Ben Guetibi ; sud, Boud. jema Daoui.

2° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Herche d'une contenance approximative de trois charges de semence confrontant du nord, Hassan ben Hadj Omar Selmouni ; est, Abdallah ben Hadj Omar Selmouni ; ouest, Sellam ben Djafre ; sud, Hassan ben Hamane.

3° Une autre parcelle de terre sise lieu dit Medizma d'une contenance approximative de deux charges de semence confrontant du nord Ould Merah ; est, Hassan ; ouest, Guétibat ; sud, Laouirat.

Tous prétendants à un droit quelconque sur les dits immeubles sont invités à formuler leur réclamation, avec pièces à l'appui au secrétariat-greffe de ce tribunal de paix, dans le délai d'un mois à compter de la présente insertion.

Safi, le 13 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
B. PUJOL.

2772

TRIBUNAL DE PAIX DE FÈS

Vente sur folle enchère
(Biens de mineur)

Le mercredi 21 mars 1928, à 10 heures, en la salle d'audience du tribunal de paix de Fès.

En vertu d'une clause contenue dans le cahier des charges pour parvenir à la vente des biens du mineur René Cuttoli; ledit cahier des charges déposé aux minutes notariales du secrétariat-greffe du tribunal de paix de Fès, le 28 avril 1927.

Et faute par M. Dejean, charbon à Fès, adjudicataire d'avoir justifié de l'acquit des conditions exigibles de l'adjudication.

A la requête de Mlle Fernande Brodebek, célibataire majeure demeurant à Fès, agissant comme mandataire de Mme Cécile Brodebeck, épouse divorcée Cuttoli, demeurant à Paris, rue de Babylone, tutrice dudit mineur René Cuttoli.

Il sera procédé à la revente sur folle enchère, d'un lot de terrain dont la désignation suit :

Une parcelle de terre sise à Fès, ville nouvelle, rue Decanis, faisant partie du lot industriel n° XI de ladite ville, et portant le n° 3 du plan annexé audit cahier des charges; d'une contenance de 542 mètres carrés 09 (cinq cent quarante-deux mètres carrés neuf décimètres carrés) formant un polygone irrégulier, en façade sur la rue Decanis sur une longueur de 24 m. 16.

Ce terrain a été adjugé à M. Dejean, charbon à Fès, suivant procès-verbal d'adjudication en date à Fès du 21 décembre 1927.

Mise à prix

La revente sur folle enchère se fera aux clauses et conditions insérées dans le cahier des charges sus mentionné, et en outre, à la charge des frais de folle enchère et sur la mise à prix de quarante-six mille francs.

Fait à Fès, le 17 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
DAURIE.

2779

TRIBUNAL DE PAIX DE SAFI

Vente à suite de saisie
immobilière

Le public est prévenu que le lundi 19 mars 1928 à 10 heures, il sera procédé dans une des salles de ce tribunal de paix à la vente aux enchères publiques des immeubles ci-après désignés saisis à l'encontre de Kabbour ben el Arbi ben Mahjoub du douar Jreb, fraction Zaï, caïd Zerhouni.

1° Une parcelle de terre sise lieu dit « Djenanet », d'une contenance approximative de charges de semence d'orge, confrontant du nord, héritiers Omar Houmiti; est, héritiers Hadj Maachi; ouest, terres en friches; sud, héritiers Abdallah ben Hida.

2° Une autre parcelle de terre sise lieu dit « Djenane ben Hamida », d'une contenance approximative de un quart de charge de semence d'orge, confrontant du nord Tahar ben Ali; est et ouest, héritiers ben Aïcha; sud Guedjedel.

3° Une autre parcelle de terre sise lieu dit « El Ghouighua », d'une contenance approximative d'un quart de charge de semence d'orge, confrontant du nord Tahar ben Daoui; est, ouest et sud, héritiers Abdallah ben Hida.

4° Une autre parcelle de terre sise lieu dit « El Herch », d'une contenance approximative d'une charge de semence d'orge, confrontant du nord Si Hamou et Tahar ben Ali; est, chemin de Moul Bergui; ouest, chemin du Haad; sud, héritiers Omar Hémouti.

Pour plus amples renseignements consulter le cahier des charges déposé à ce secrétariat-greffe.

Safi, le 13 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
B. PUJOL.

2773

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 4 février 1928 par M^e Boursier, notaire à Casablanca, il appert que M. Louis Balme, cafetier à Casablanca et son épouse, née Sanchez, ont vendu à M. Manuel Riso, restaurateur, même ville, un fonds de commerce de café bar débit de boissons, sis à Casablanca, rue Franchet-d'Espérey (ex-traverse de Médiouna) dénommé actuellement : « Café

de l'Univers » et autrefois : « Grand Café Bar C. Salvat », avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

2764 R

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE RABAT

Succession vacante
Naudin Félix-Julien

Par ordonnance de M. le juge de paix de Rabat, canton nord, en date du 31 janvier 1928, la succession de M. Naudin Julien-Félix-Adrien, en son vivant pépiniériste à Tiflet, décédé le 23 décembre 1927, a été déclarée vacante.

M. Roland Tulliez est désigné comme curateur de la succession.

Les héritiers et tous ayants droit sont priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites de Rabat toutes pièces justificatives de leurs qualités héréditaires.

Les créanciers sont invités à déposer leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion, il sera procédé au règlement et à la liquidation de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le chef du bureau p. i.,
A. KUEN.

2775

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu les 25 janvier et 1^{er} février 1928, par M^e Boursier notaire à Casablanca, il appert que Mme Suzanne Steger, née Meyer, industriel à Casablanca, s'est reconnue débitrice envers la Société Algéro-Marocaine des Crins, société anonyme dont le siège est à Casablanca, 8, rue du Lieutenant-Novo, d'une certaine somme que cette dernière lui a prêtée et en garantie du remboursement de laquelle Mme Steger a affecté en gage, à titre de nantissement, un fonds industriel

d'usine de crin végétal, sis à Casablanca, quartier du Maarif, rue du Mont-Cinto, dénommé : « Usine électrique de crin végétal du Maarif », comprenant tous éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

2759

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Faillite Lupo Andréa

Suivant jugement en date du 12 août 1927, le tribunal de première instance de Rabat a déclaré en état de faillite ouverte le sieur Lupo Andréa, négociant à Kénitra.

M. Auzeillion, juge au siège a été nommé juge commissaire.

M. Beldame, secrétaire-greffier, syndic provisoire et M. Revel-Mouroz, secrétaire-greffier au tribunal de paix de Kénitra, cosyndic provisoire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 30 janvier 1925.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUEN.

2778

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

AVIS D'ADJUDICATION
de coupes de bois

Il sera procédé le 10 mars 1928, à 15 heures, dans une salle de la direction des eaux et forêts à Rabat, à la mise en adjudication publique, aux enchères et à l'unité de produits, de deux coupes de bois de chêne-liège situées en forêt de M'Krenza.

1^{er} lot : superficie de 310 hectares pouvant fournir environ 5.000 stères de bois;

2^e lot : superficie de 260 hectares pouvant fournir environ 4.000 stères de bois.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance des conditions relatives à cette vente, dans les bureaux du service des eaux et forêts à Rabat-Résidence (direction) et à Rabat - Aguedal (circonscription).

Rabat, le 16 février 1928.

P. le directeur des eaux
et forêts du Maroc,
L'inspecteur chef des bureaux,
MOUILLERON.

2763

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte sous seing privé fait à Casablanca, le 13 février 1928, enregistré, dont l'un des originaux a été déposé au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce, il appert :

Que par modification à l'article 6 de l'acte constitutif de la société en nom collectif Girard et Galland, dont le siège social est à Casablanca, 63, boulevard de la Gare, le capital social est porté à cinquante mille francs à compter du 1^{er} janvier 1928. Et autres clauses et conditions insérées audit acte.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

2774

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE CASABLANCA

Assistance judiciaire
du 28 mai 1927

D'un jugement de défaut rendu par ce tribunal à la date du 23 août 1927 entre :

La dame Marie Torrès, épouse Talon, domiciliée de droit avec ce dernier mais résidant de fait séparément à Casablanca.

Et le sieur Antonio Talon, demeurant à Casablanca.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Talon aux torts et griefs du mari.

Casablanca, le 14 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

2757

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE CASABLANCA

Assistance judiciaire
du 30 octobre 1926

D'un jugement de défaut rendu par ce tribunal à la date du 16 août 1927 entre :

La dame Henriette Lamoureux, épouse Zemmour, domiciliée de droit avec ce dernier mais résidant de fait à Biskra.

Et le sieur Joseph Zemmour, demeurant à Casablanca.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Zemmour, aux torts et griefs du mari.

Casablanca, le 14 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef
NEIGEL.

2754

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE CASABLANCA

Assistance judiciaire
du 25 août 1925

D'un jugement contradictoire rendu par ce tribunal à la date du 13 juillet 1927 entre :

La dame Marguerite Amelin, épouse Le Gallo, domiciliée de droit avec ce dernier résidant de fait séparément à Casablanca.

Et le sieur Jean-Marie-Louis-Henri Le Gallo, demeurant à Casablanca.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Le Gallo aux torts et griefs du mari.

Casablanca, le 14 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

2756

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE CASABLANCA

Assistance judiciaire
du 28 juin 1922

D'un jugement contradictoire rendu par ce tribunal à la date du 15 décembre 1926 entre :

La dame Ferrandez Annunziata, épouse Franco, domiciliée de droit avec ce dernier mais résidant de fait séparément à Casablanca.

Et le sieur Franco Alfredo, demeurant à Casablanca.

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Franco, aux torts et griefs du mari.

Casablanca, le 14 février 1928.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

2755

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le mercredi 13 chaoual 1346 (4 avril 1928), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des Habous kobra à Salé, à la cession aux enchères par voie d'échange de 1/6^e de maison, d'une surface de 93 mètres carrés environ, en indivision pour le surplus avec El Hadj Madani El Fellah, sise quartier El Blida, à Salé, sur la mise à prix de 1.150 francs.

Pour renseignements s'adresser : au nadir des Habous Kobra à Salé ; au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous) à Rabat.

2748

VILLE DE RABAT

Services municipaux

ENQUÊTE
de commodo et incommodo

AVIS

Le chef des services municipaux de la ville de Rabat a l'honneur d'informer le public qu'une enquête de commodo et incommodo sera ouverte au siège des services municipaux, rue de la Marne, sur le projet de modification aux plan et règlement d'aménagement du secteur de Bab Rouah (remplacement par une servitude de portiques de la zone non aedificandi existant sur la rive sud de la rue de Casablanca.

Cette enquête commencera le 18 février 1928 et finira le 19 mars 1928.

Le dossier est déposé aux services municipaux (bureau du plan) où les intéressés pourront en prendre connaissance tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 18 heures (dimanches et jours fériés exceptés) et consigner sur le registre ouvert à cet effet les observations que ce projet soulèverait de leur part.

Rabat, le 17 février 1928.

Le chef des services municipaux,
TRUAU.
2790

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Inscription n° 1672
du 11 février 1928.

D'un contrat reçu par M^e Henrion, notaire à Rabat, le quatre février 1928, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de la même ville, le 11 du même mois, contrat contenant, les clauses et conditions civiles du mariage entre :

M. Georges Esnard, sous-officier, demeurant à Rabat.

Et Mme Julienne-Stoline Joly, commerçante, demeurant aussi à Rabat, divorcée avec un enfant, de M. Gabriel-Alexandre-Meida Chassagnon.

Il appert que les futurs époux ont adopté le régime de la séparation de biens conformément aux articles 1536 et suivants du code civil.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

2752

APPEL D'OFFRES

Le 19 mars 1928 à 9 heures aura lieu dans les bureaux du secrétariat général du Protec-

torat (bureau du matériel) à Rabat, une adjudication pour la fourniture de :

1^{er} lot : cent vingt et une chéchas.

2^e lot : cent vingt et une paires de souliers bas (dits algériens).

3^e lot : cent vingt et un costumes de coutil kaki cotelé, confectionnés sur mesures individuelles.

4^e lot : soixante-trois costumes de drap bleu avec burnous pour chaouchs confectionnés sur mesures individuelles.

Les soumissions adressées à M. le secrétaire général du Protectorat (bureau du matériel) devront parvenir sous pli recommandé au plus tard le 17 mars à 15 heures.

Des exemplaires du cahier des charges sont déposés au bureau du matériel du secrétariat général du Protectorat à Rabat et à la Résidence générale de Casablanca (bureau du concierge).

Rabat, le 21 février 1928.

Le ministre plénipotentiaire,
délégué à la Résidence générale,
URBAIN BLANC.

2781

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE MARRAKECH

Extrait du registre du commerce

Suivant acte reçu par M^e Merceron, notaire à Casablanca, le 7 février 1928, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de Marrakech le 18 février 1928, la société Albert Lennox et C^{ie} dont le siège est à Marrakech, rue Bab Agnaou, a vendu à la société anonyme « France Auto », dont le siège est à Casablanca, rue du Docteur Mauchamp n° 15, cette dernière représentée par M. Félicien Dorner, demeurant à Casablanca, administrateur-directeur de la société « France Auto », qui a promis de faire ratifier le dit acte par le conseil d'administration dans le délai d'un mois, un fonds de commerce de garage exploité à Marrakech, rue Bab Agnaou dénommé « Garage Central », avec tous éléments corporels et incorporels.

Les oppositions sur le prix seront reçues de tout créancier au greffe du tribunal de première instance de Marrakech, dans les 15 jours de la deuxième insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
COUDREAU.

2782 R

*Service de la conservation
de la propriété foncière
et du cadastre*

Construction d'un immeuble
administratif à Casablanca

AVIS D'ADJUDICATION

Il sera procédé le 4 avril 1928, à 15 heures 30, dans les bureaux des services de la conservation de la propriété foncière à Rabat à l'adjudication sur offres de prix du 1^{er} lot des travaux de construction d'un immeuble administratif à Casablanca.

Cautionnement provisoire :
50.000 francs.

Cautionnement définitif :
100.000 francs.

Les entrepreneurs désirant prendre part à l'adjudication sont invités à en faire la demande par lettre recommandée accompagnée de leurs références techniques et financières ainsi que du récépissé de versement de leur patente.

L'enveloppe contenant cette demande et les pièces susindiquées devra parvenir à l'adresse de M. le chef du service de la conservation de la propriété foncière à Rabat, le 5 mars 1928 au plus tard.

Rabat, le 22 février 1928.

2783

TRIBUNAL DE PAIX DE MARRAKECH

Les distributions par contribution des deniers provenant de la vente aux enchères publiques de deux voitures automobiles Ford saisies à l'encontre de :

1^o M. Sallim Gabriel, demeurant à Marrakech-Guéliz, rue du Camp des Sénégalais.

2^o M. Sallim Joseph, demeurant à Marrakech-Médina, Kenaria Seghira,

Sont ouvertes au secrétariat du tribunal de paix de Marrakech où les créanciers des sus-nommés devront produire leurs titres de créance accompagnés de toutes pièces justificatives dans les trente jours de la seconde insertion à peine de déchéance.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

BRIANT.

2751

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT**

Inscription 1673

du 13 février 1928.

Suivant acte sous signatures privées en date à Kénitra du 9 février 1928, dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de M^e Henrion, notai-

re à Rabat, par acte du 10 du même mois, duquel une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de ladite ville le 13 février 1928, M. François Voisin, limonadier, demeurant autrefois à Kénitra et actuellement à Sainte-Marie-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône), hôtel de la Plage, a vendu à M. Edgard-Gustave-Adolphe Desfrancois, limonadier, demeurant à Kénitra, le fonds de commerce exploité à Kénitra, avenue de Fès, à l'enseigne de « Lux Bar ».

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

A. KUHN.

2750 R

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE MARRAKECH**

AVIS

La distribution par contribution des deniers provenant de la vente aux enchères publiques, après déchéance du bénéficiaire, du lot de colonisation dit « Aghouatim 21 », attribué à M. Coulon de Roquemaure, demeurant à Marrakech, est ouverte au greffe du tribunal de première instance de Marrakech où les créanciers devront produire leurs titres de créance avec un bordereau de production et toutes pièces justificatives dans les trente jours de la deuxième publication à peine de déchéance.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

COUDERT.

2749 R

**TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT**

Audience du lundi

20 février 1928.

MM. les créanciers intéressés par l'une des affaires inscrites au rôle suivant, sont priés d'assister ou de se faire représenter par mandataire régulier à la réunion qui se tiendra sous la présidence de M. le juge commissaire, en une des salles du tribunal de première instance de Rabat, le lundi 20 février 1928, à 15 heures.

Liquidations judiciaires

Mohamed ben Mohamed Benchoukroun, négociant, Fès, concordat.

Brahim Kettani, négociant, Fès, première vérification.

Faillites

Boniceil, épicier, Rabat, examen de situation et maintien de syndic.

Ali ben Mohamed Loudghiri, négociant, Fès, dernière vérification.

Le secrétaire-greffier en chef,

A. KUHN.

2760

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un procès-verbal dressé par M^e Merceron, notaire à Casablanca, 12, avenue du Général-d'Amade, il appert que M. Sorrentino Fernand, commerçant à Casablanca s'est rendu adjudicataire d'un fonds de commerce de café débil de boissons, sis à Casablanca, rue de l'Horloge n° 57, dénommé : « Joly Bar », et comprenant tous éléments corporels et incorporels.

Suivant charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges dressé par le même notaire à la requête des héritiers de Mlle Marie-Euphrasie-Joséphine Girardon, en son vivant demeurant à Casablanca où elle est décédée, le 26 novembre 1927.

Expédition des actes précités a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

2758 R

AVIS AU PUBLIC

Le service géographique du Maroc vient de faire paraître les cartes suivantes :

100.000^e

Boured, 5 ;
Kasba Oualidia, 4 ;
Oujda, 1, 2 ;

200.000^e

Azrou, est ;
Agadir Tissint (une feuille) ;
Bir Semguine (une feuille).
Ces cartes sont en vente :
1^o A Rabat et Casablanca, aux bureaux de vente des cartes du service géographique.

2^o Dans les offices économiques et chez les principaux libraires du Maroc.

Une remise de 25 % est consentie aux militaires, fonctionnaires, administrations et services civils et militaires pour toute commande dont le montant atteint 10 francs. La même remise est consentie à tout acheteur autre que ceux désignés ci-dessus, pour toute commande dont le montant atteint 50 francs.

2753

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 14 février 1928, par M^e Merceron, notaire à Casablanca, 12, avenue du Général-d'Amade, il appert que M. Coste Augustin, commerçant à Casablanca, a vendu à M. Richard Marcel, également commerçant même ville, un fonds de commerce d'épicerie, sis à Casablanca, route de Camp-Boulhaut, n° 195, dénommé : « A l'Alimentation générale d'Aïn Bordja », avec tous les éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,

NEIGEL.

2787 R

**BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

*Succession vacante
Preuleloup*

Par ordonnance de M. le juge de paix de la circonscription nord de Casablanca en date du 22 février 1928, la succession de M. Preuleloup, en son vivant demeurant à Casablanca a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. Causse, secrétaire-greffier en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires ; les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le chef du bureau,
J. SAUVAN.

2788

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du Tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 6 février 1928, par M^e Merceron, notaire à Casablanca, 13, avenue du Général-d'Amade, il appert que Mme Soucaïl Raymonde, née Landoy, commerçante à Casablanca, a vendu à M. Prodovani Albert, également commerçant, même ville, un fonds de commerce de lingerie, bonneterie et accessoires, sis à Casablanca, 201, boulevard de Liberté, dénommé : « Aux Caprices », avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard de la seconde insertion du présent.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NIGEL

2786

TRIBUNAL DE PAIX DE MARRAKECH

Succession vacante.
Termes Jean

Par ordonnance de M. le juge de paix de Marrakech en date du 13 février 1928, la succession de M. Termes Jean, en son vivant rédacteur-administrateur du journal « L'Atlas », demeurant à Marrakech-Guéliz, a été déclarée présumée vacante.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au secrétariat du tribunal de paix de Marrakech toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires. Les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le curateur,
BRIANT.

2789

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires de la société « Les Pêcheries Marocaines — Pêcheries de Fédhala », sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le samedi 24 mars 1928, à 11 heures, à Paris, 60, rue de Londres.

Ordre du jour :

Approbation du bilan et des comptes de l'exercice 1926-1927. Démission ou révocation d'administrateurs.

Autorisation à donner en vertu de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Conformément à l'article 36 des statuts, tout actionnaire, pour lui et partie de l'assemblée, devra déposer au siège social ou dans tous établissements de crédit du Maroc ou de France, les titres dont il est propriétaire, avant le 16 mars 1928.

2785

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

AVIS D'ADJUDICATION

Fourniture d'effets d'habillement pour les préposés des eaux et forêts du Maroc

A la diligence du directeur des eaux et forêts, il sera procédé le 20 mars 1928, à 9 heures, à la direction des eaux et forêts à Rabat, à l'adjudication au rabais sur soumission cachetée, de la fourniture, pour 1928, des effets et objets d'uniforme destinés aux préposés forestiers du Maroc.

La nomenclature, le nombre des effets et objets avec les modèles types, ainsi que les cahiers des charges générales et des clauses spéciales concernant cette adjudication, sont déposés à la direction des eaux et forêts à Rabat, où les personnes intéressées pourront en prendre connaissance.

Aux termes du cahier des charges, le fournisseur éventuel devra avoir ses magasins à Rabat.

Un modèle de soumission est annexé au cahier des charges.

Rabat, le 17 février 1928.

P. le directeur des eaux et forêts du Maroc,
MOUILLERON.

2784

SOCIÉTÉ MARRAKCHIA D'EXPORTATION

Société à responsabilité limitée au capital de 200.000 francs. Siège social à Marrakech, place du Mellah, n° 16.

Suivant acte sous seings privés en date à Casablanca du 1^{er} janvier 1928, M. Paul Chavanne, industriel, demeurant à Marrakech (Maroc).

M. Marius Dorée, industriel, demeurant à Marrakech (Maroc).

M. Pierre Saucaz, propriétaire, demeurant à Rabat.

M. Pierre Bassal, négociant, demeurant à Romans (Drôme).

M. Emile Dorée, négociant, demeurant à Bourg-de-Péage (Drôme).

M. Paul Peyle, négociant, demeurant à Bourg-de-Péage (Drôme).

M. Claudius Bellier, négociant, demeurant à Romans (Drôme).

Ont établi les statuts d'une société à responsabilité limitée.

De cet acte il a été extrait littéralement ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Il est formé par ces présents, entre les soussignés, une société à responsabilité limitée, qui sera régie par le dahir du 1^{er} septembre 1926 et par les présents statuts.

Art. 2. — Cette société a pour objet l'exportation des produits du Maroc, notamment des amandes, laines et chanvres qui aura lieu dès maintenant et celle des huiles, cummin, peaux, poils et autres produits indigènes que la société traitera ultérieurement.

Art. 3. — La société prend la dénomination de « Société Marrakchia d'exportation ».

Art. 4. — Le siège social est établi à Marrakech, place du Mellah, n° 16.

Art. 5. — La durée de la société est fixée à cinquante années à compter des présentes.

Art. 6. — Les associés apportent à la société, savoir :

M. Paul Chavannes : 34.000 francs en espèces.

M. Marius Dorée : 33.000 francs en espèces.

M. Pierre Saucaz : 33.000 francs en espèces.

M. Pierre Bassal : 25.000 francs en espèces.

M. Emile Dorée : 25.000 francs en espèces.

M. Paul Peyle : 25.000 francs en espèces.

M. Claudius Bellier : 25.000 francs en espèces.

Ensemble des apports en numéraires : 200.000 francs.

Ces sommes ont été intégralement versées dans la caisse sociale, ainsi que les associés le reconnaissent et déclarent.

Art. 7. — Le capital social est fixé à 200.000 francs, montant des apports constatés sous l'article précédent.

Il est divisé en deux cents parts sociales de mille francs chacune qui sont attribuées aux associés en proportion de leurs apports.

Art. 16. — La société est administrée par deux gérants nommés par les associés et pris parmi ceux-ci ou en dehors d'eux.

Les premiers gérants de la société seront M. Chavanne Paul-Georges et M. Dorée Marius-Eugène.

La durée de leurs fonctions est fixée à trois années, mais cette durée est renouvelable de trois en trois ans par tacite reconduction sauf décision contraire notifiée six mois au moins avant l'expiration de chaque période triennale par lettre recommandée.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Ils ont tous deux la signature sociale et peuvent agir ensemble ou séparément.

Art. 19. — Les gérants sous leur responsabilité personnelle, peuvent se faire aider ou représenter par des mandataires ou délégués. Tout mandat ou délégation doit être spécial et temporaire.

Les gérants peuvent également choisir, sous leur responsabilité, un ou plusieurs directeurs pour toutes affaires existantes ou future, en déterminant leurs attributions, leur traitement fixe ou proportionnel et les conditions de leur entrée ou de leur départ.

Art. 34. — Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux les charges sociales, de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou industriels, constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets, il est d'abord prélevé dans l'ordre suivant :

1^o 5 % pour la constitution du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que le fond de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours quand ce dit fonds est réduit à une somme inférieure au 10^e du capital social.

2^o Une somme destinée à constituer un fonds de réserve spéciale dont l'importance sera déterminée par les associés sur la proposition des gérants.

3^o La somme nécessaire pour servir à toutes les parts sociales, l'intérêt de leur montant au taux de 6 % l'an sans que, si les bénéfices d'un exercice ne permettent pas ce prélèvement il puisse être prélevé sur le résultat des exercices ultérieurs.

Le solde du bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

Les pertes s'il en existe, seront supportées par tous les associés proportionnellement au nombre de leurs parts : sans que toutefois aucun des

associés puisse en être tenu au delà de ses parts.

Dépôts. — Un original dudit acte de société a été déposé le 16 février 1928 au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Marrakech et au secrétariat-greffe du tribunal de paix de la même ville.

Pour extrait et mention,

Les gérants :

Paul CHAVANNE, Marius DORÉE.

2780

Réquisition de délimitation concernant un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Srarna (El Kelaa des Srarna).

Le directeur général des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité des Ahl el Raba en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « El Hadra », d'une superficie de 60.000 hectares environ, consistant en terres de culture et de parcours, situé sur le territoire de la tribu des Srarna (El Kelaa des Srarna).

Limites :

Nord, l'Oum er Rebia. Riverain à tribu des Beni Meskin ;

Est : chaabat Feljourn et une ligne N. S. aboutissant à la koudiat Tolba.

Riverain : collectivité des Beni Ameur ;

Sud : limite nord des terrains collectifs délimités administrativement et appartenant aux Ounasda, Oulad Cherki, Oulad Hammou, Haffat, Arraracha et Oulad Zerrad ;

Ouest : éléments de ligne droite de koudiat Er Renel, à koudiat Slougui, marabout de Si Bou Yahia, marabout de Sidi Jedâ, et douar Khnidlat.

Riverain : tribu des Rehamna.

Ces limites sont indiquées par un liseré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur général des affaires indigènes il n'existe aucune enclave privée ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi.

Les opérations de délimitation commenceront le 27 mars 1928, à 9 heures, au confluent du chaabat Feljourn et de l'Oum er Rebia, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 14 novembre 1927.

DUCLOS.

Arrêté viziriel

du 9 décembre 1927 (14 jomada II 1346) ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Srarna (El Kelaa des Srarna).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête du directeur général des affaires indigènes, en date du 14 novembre 1927, et tendant à fixer au 27 mars 1928, à 9 heures, les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « El Hadra », appartenant à la collectivité des Ahl el Raba, situé sur le territoire de la tribu des Srarna (El Kelaa des Srarna),

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « El Hadra », appartenant à la collectivité des Ahl Raba, situé sur le territoire de la tribu des Srarna, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 27 mars 1928, à 9 heures, au confluent du chaabat Feljourn et l'Oum er Rebia, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le
14 jomada II 1346,
(9 décembre 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 décembre 1927.

Le Commissaire
résident général,
T. STEEG.
2776 R

Arrêté viziriel

du 3 décembre 1927 (8 jomada II 1346) ordonnant la reprise des opérations de délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Oulad Delim et des Dou Bellal (tribu des Rehamna, Marrakech-banlieue).

Le Grand Vizir,

Vu l'arrêté viziriel du 6 mai 1925 (13 chaoual 1343) ordonnant la délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Oulad Delim et des Dou Bellal, composés de deux lots dénommés « Jebilet ou Bahira » et « Rantour ou Doublal » avec le périmètre d'irrigation des séguias Chihibia, Caïd Yahia et Cheikh Mansour Doublali, situés dans la tribu des Rehamna (Marrakech-banlieue), et fixant la date

des opérations au 13 octobre 1925 ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 mai 1926 (3 kaada 1344) reportant cette date au 11 octobre 1926 ;

Attendu que les opérations n'ont pu être effectuées à cette dernière date, mais que les circonstances actuelles en permettent la reprise,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Oulad Delim et des Dou Bellal, composés de deux lots dénommés « Jebilet ou Bahira » et « Rantour ou Doublal », avec le périmètre d'irrigation des séguias Chihibia, Caïd Yahia et Cheikh Mansour Doublali, situés dans la tribu des Rehamna (Marrakech-banlieue), conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341).

Art. 2. — Les limites et la superficie de ces immeubles sont telles qu'elles sont indiquées à la réquisition de délimitation en date du 20 avril 1925, présentée par le chef du service des domaines et annexée à l'arrêté viziriel susvisé du 6 mai 1925 (12 chaoual 1343).

Art. 3. — Les opérations de délimitation commenceront le 26 mars 1928, à neuf heures, au point dit « Kaala du Dar Cheikh Salah », situé au nord du lot dénommé « Jebilet ou Bahira », en bordure de la route de Marrakech à Mazagan, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le
8 jomada II 1346,
(3 décembre 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 décembre 1927.

Le Commissaire
résident général,
T. STEEG.
2747 R

Réquisition de délimitation concernant des immeubles domaniaux dénommés « Groupe des Hanchen », Souk Tléta des Hanchen et Oulad Amira), situés au lieu dit « Souk Tléta des Hanchen » (circonscription autonome de contrôle civil de Mogador).

Le Chef du Service des Domaines,

Agissant au nom et pour le compte de l'Etat, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916

(26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341),

Requiert la délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Groupe des Hanchen », situés dans la région de Mogador (tribu des Maskala), entourant le Souk Tléta des Hanchen et la zaouïa de Sidi Abdallah ben Ouasmin, à 1 kilomètre sud-ouest du kilomètre 46 de la route n° 10 de Mogador à Marrakech, et entre les bornes 46,300 et 46,800 de cette route.

Ces immeubles se composent de douze parcelles distinctes d'une superficie totale de 537 hectares 65 ares.

Ces parcelles sont délimitées comme suit :

Parcelle n° 1 (27 ha. 35 a.)

Au nord, melk Oulad Raho ;

A l'est, Oulad Merous ;

Au sud, route n° 10 de Mogador à Marrakech, entre les kilomètres 46,800 et 46,300 ;

A l'ouest, Mokedem Si Tahar et Hamida bel Hachemi.

Parcelle n° 2 (17 ha. 95 a.)

Au nord, route n° 10 de Mogador à Marrakech, entre les kilomètres 46,300 et 46,800 ;

A l'est, Mokedem Tahar et Moulay Omar ;

Au sud, les Habous de Sidi Ouasmin et Chkika ;

A l'ouest, Et Ayachi Ouled Chaoui, Si Ahmed ben Sallem, Si Hamida Boussak.

Parcelle n° 3 (2 ha. 65 a.)

Au nord, Oulad Merous ;

A l'est, melk Haj el Haseïn ;

Au sud, Moulay Omar ;

A l'ouest, Mokedem Tahar.

Parcelle n° 4 (4 ha. 35 a.)

Au nord, Habous Sidi Abdallah ben Ouasmin et Moulay Omar ;

A l'est, Ait Barah ;

Au sud, domaine public ;

A l'ouest, domaine public et Habous.

Parcelle n° 5 (25 a.)

Au nord, domaine public (ancienne piste de Mogador à Marrakech) ;

A l'est, Moulay Omar ;

Au sud, domaine public, rue du douar ;

A l'ouest, domaine public, rue du douar.

Parcelle n° 6 (3 ha. 80 a.)

Au nord, Moulay Omar ;

A l'est, Fatah ould Omar ;

Au sud, domaine public et au delà Ahmed ben Ahmar et Hachemi ben Kacem el Bakeuch ;

A l'ouest, Hamida et Tahar, Ait Jkain et Moulay Omar.

Parcelle n° 7 (29 ha. 65 a.)

Au nord, Hachemi ben Kacem el Bakeuch, Ahmed ben Ahmar, Ait ben Aziki, Mohamed ben Moktar ;

A l'est, Brik bel Mahjoub bel Mod. Abdelkader ould Lhassen Aziki ;

Au sud, Abbou bel Haj Hassein, Bih ben Aomar, Abbou ould Hassein, Kaddour ould Haj Hassein ;

A l'ouest, Mohamed ben Moulay Saïd.

Parcelle n° 8 (130 ha. 10 a.)

Au nord, Oulad Frehaat, Brik Ouled Boucheta, melk El Mehadî, Mohamed Yaïssi, (Souk Tléta) domaine public, Si el Bachir, Moulay Omar, Houssaïne bel Hachemi ;

A l'est, Ould Kaddour Omar, Si Abib bel Haj Mekki, Ouled el Mahjoub ben Jilali, Moulay Omar, Habous Sidi Ouasmin, Moulay Omar ;

Au sud, El Kouritat, héritiers El Hachemi, Moulay Omar ;

A l'est, Aït Ahmed, Rimch, Aït Rouïss, Hamou ben Hamou, Rimch, Ben Kirouch, Aït Rouïss, Ben Salem, Mra Dial ben Kirouch, Ben Salem, Aït Kchecha, Djenan Aït Haj Hassein, Ameta ben Kirouch, Omar Kechach, Aït Hadj Hassein, Boucheta ben Boucheta, Hamida bel Hachemi, Aït Haj Hassein, melk Zaouïa, Si Omar Kechach, Regragui bel Fquih.

Parcelle n° 9 (6 ha. 50 a.)

Au nord, Moulay Omar ;

A l'est, El Kouritat ;

Au sud, Aït ben Ali ;

A l'ouest, melk El Kouritat.

Parcelle n° 10 (2 ha.)

Au nord, Moulay Omar ;

A l'est, mers El Kouritat ;

Au sud, M'Hamed ben Saïd ;

A l'ouest, Moulay Omar.

Parcelle n° 11 (2 ha. 05 a.)

Au nord, piste de zaouïa Ben Naceur au Souk Tléta ;

A l'est, Aït Zibra ;

Au sud, Aït Kcheche ;

A l'ouest, Aït Kcheche.

Parcelle n° 12 : Ouled Amira (311 hectares)

Au nord, Aït Ahmed, Moulay Omar ;

A l'est, Moulay Omar, héritiers Allal ben Ali, Moulay Omar, Habous Sidi Ouasmin, héritiers Ahmed ben Keroum ;

Au sud, héritiers Saïd ben Thami, Aït Bachir, Aït Bouziane, cheikh Messaoud, Aït Bouziane ;

A l'ouest, khalifat Bel Caïd, Larbi Khoubban, Larbi el Bîdi Moulay Omar, Omar bel Hadj Taïbi.

Enclaves au centre : Ouratat Kabar, Ouratat Saïd Embarek.

Telles au surplus que ces limites sont indiquées par un liséré rose sur le plan annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur les immeubles susvisés aucun droit de propriété reconnu.

Ces immeubles ne sont grevés d'aucun droit d'usage ou de servitude légalement établi, autres que les droits du domaine

public tels qu'ils sont définis par le dahir du 1^{er} juillet 1914.

Les opérations de délimitation commenceront le 17 avril 1928, à 9 heures du matin, à la borne n° 210 sise à l'angle sud-ouest de la parcelle 1 désignée sur le plan, au point kilométrique 46,300 de la route n° 10 de Mogador à Marrakech, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 6 janvier 1928.

FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 21 janvier 1928 (27 rejeb 1346) ordonnant la délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Groupe des Hanchen » (Souk Tléta des Hanchen et Oulad Amira) situés dans la tribu des Maskala (circonscription autonome de contrôle civil de Mogador).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant réglementation spéciale sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu la requête du chef du service des domaines, en date du 6 janvier 1928, tendant à fixer au 17 avril 1928 les opérations de délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Groupe des Hanchen », situés dans la région de Mogador ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles domaniaux dénommés « Groupe des Hanchen », situés dans la région de Mogador (tribu des Maskala), en conformité des dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 17 avril 1928, à 9 heures du matin, à la borne n° 210, sise à l'angle sud-ouest de la parcelle 1 désignée sur le plan, au point kilométrique 46,300 de la route n° 10 de Mogador à Marrakech, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat,

le 27 rejeb 1346.

(21 janvier 1928).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 2 février 1928.

Le Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Résidence générale,

URBAIN BLANC.

2762 R

ETUDE DE M^e BOURSIER
Notaire à Casablanca

Constitution de société anonyme

SOCIÉTÉ D'ÉLEVAGE
ET D'EXPORTATION
D'AIN SEBA

I

A un acte de déclaration de souscription et de versement reçu par M^e Marcel Boursier, notaire à Casablanca, le 27 décembre 1927, se trouve annexé l'un des originaux d'un acte sous seings privés en date à Casablanca du 14 décembre 1927, aux termes duquel :

M. Lucien-Théophile Gustave Michon, négociant, demeurant à Paris, rue Turbigo n° 2, a établi sous la dénomination de Société d'élevage et d'exportation d'Aïn Seba pour une durée de 99 années à partir de sa constitution définitive, une société anonyme dont le siège est à Casablanca, boulevard d'Anfa, n° 168.

Cette société a pour objet :

En Afrique et spécialement au Maroc, l'achat, la vente, la prise à bail ou la location de tous immeubles et la mise en valeur desdits immeubles par tous moyens. L'élevage et l'engrais du bétail, l'achat, la vente, l'importation et l'exportation d'animaux, la réalisation en tous pays de toutes opérations agricoles, commerciales, industrielles et financières de quelque nature qu'elles soient pouvant concourir au placement et à la gestion de ses capitaux.

Apports

M. Michon Lucien-Théophile Gustave, fait apport à la société, sous les garanties de fait et de droit, des divers biens immobiliers et mobiliers ci-après, savoir :

Biens immobiliers

1^o Un terrain de culture d'une contenance de 3 hectares, 38 ares sis dans le contrôle civil de la Chaouïa, au kilomètre 6,200 de la route de Casablanca à Rabat, immatriculé à la conservation foncière de Casablanca, sous le n° 5556 C., du titre foncier et la dénomination « Michon III ».

Tel que ledit terrain se poursuit et comporte et tel qu'il est décrit et délimité sur le titre foncier n° 5556 C.

2^o Un terrain non immatriculé sis à Kénitra, aux portes de la ville, sur la route de Kénitra à Tanger, limité :

Au nord, par le chemin allant de Kénitra à la grande route.

A l'est, par l'oued El Fouarad.

Au sud, par la grande route.

A l'ouest, par un fossé, et sur lequel est édifié un grand hangar en maçonnerie recouvert en tuiles de Marseille.

3^o Un terrain de pâturage non immatriculé d'une contenance approximative de soixante-dix hectares, sis dans les Zaër, à mi-chemin de Camp-Marchand et de Camp-Christien, non loin de la route qui relie ces deux centres et composé de trois parcelles, savoir :

a) Une parcelle dite « Metlek » limitée :

Au nord par El Messous, à l'est par Abdelkader ben Cheik, au sud, par le sujet italien Alfredo et par le chemin de El Afta, à l'ouest, par le sujet italien Alfredo,

b) Une parcelle dite « El Afta », limitée :

Au nord, par M. Versini, à l'est, par le chemin de Afta, au sud par le sujet italien Alfredo, à l'ouest par El Arroussi Ben Kemour.

c) Une parcelle dite « Dhar » limitée :

Au nord, par les Oulad Cheikh, à l'est, par les Oulad Ahmed, au sud, par Ben Hachem ben Haddi Adjabili et par Elaroussi ben Maati de même origine.

4^o Un terrain de labour non immatriculé d'une contenance de 2.500 mètres carrés environ, dit « Essaouina », sis dans les Oulad Saïd limité :

Au nord, par un oued, à l'est, par des fossés, au sud, par un puits démoli non loin d'un puits contenant encore de l'eau, à l'ouest, par le chemin allant de la casba des Oulad Saïd à Azemmour ;

Biens mobiliers

5^o Un lot de dix porcs de 400 kilos (à 2 francs le kilo), valant huit cents francs.

Deux vaches d'une valeur de 200 francs.

Le tout représentant une valeur de 1.000 francs.

6^o Un matériel de bureau composé de 3 tables, bureaux, 3 chaises, 3 fauteuils, une machine à écrire, le tout d'une valeur de 200 francs.

7^o Diverses créances ci-après, savoir :

a) Celles considérées comme étant d'un recouvrement certain :

1^o Sur M. Lamou-roux de 5.748,75

2^o Sur M. Rimet de 38.000,00

3^o Sur M. Sarbach de 6.058,60

b) Celles considérées comme étant d'un recouvrement incertain :

1^o Sur le nommé Kacem (ferme Cerisier au bled du Sahel) de 100,00

2^o Sur le nommé Larbi (à la ferme Boulanour) de 300,00

Lesdites créances apportées pour une

valeur totale de 50.307,35

8° Une somme de 2.850,70 représentant des espèces en caisse.

La société aura la propriété et jouissance des apports qui précèdent représentant un total brut de 425.683,05 à compter du jour de sa constitution définitive.

Elle prendra les biens apportés dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir exercer aucun recours contre l'apporteur pour erreurs dans la désignation ou vices de construction.

Elle acquittera à compter du jour de sa constitution définitive tous impôts de toute nature grevant les biens apportés.

En contre-partie des apports qui précèdent la société prend l'engagement de régler aux lieux et place de M. Michon, une créance Nadal s'élevant à 189.003,05

Une créance Castagne, s'élevant à .. 6.680,00

Soit au total 195.683,05

De sorte que l'apport net de M. Michon est de : 230.000 fr.

Rémunération de l'apport

En représentation des apports qui précèdent, il est attribué à M. Michon :

460 actions d'apports de 500 francs, entièrement libérées de la société. Les titres de ces actions ne peuvent être détachés de la souche et ne sont négociables que deux ans après la constitution définitive de la société.

Capital social

Le capital social est fixé à 250.000 francs, représenté par 500 actions de 500 francs chacune, dont 460 remises à M. Michon en rémunération de ses apports, et les 40 de surplus à souscrire et à libérer en numéraire.

La société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action ; s'il y a plusieurs copropriétaires d'une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire du titre.

Administration de la société

La société est administrée par un conseil composé de 3 membres au moins et de 7 au plus nommés et révoqués par l'assemblée générale des actionnaires.

Les administrateurs doivent être propriétaires chacun de 5 actions pendant toute la durée de leurs fonctions. Ils sont nommés pour six ans. Les premiers administrateurs resteront en fonctions jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 1934 ; à partir de cette date, ils se renouvelleront d'après un roulement et par voie de tirage au sort de telle manière que le renouvellement soit complet dans

une période de 6 années. Les administrateurs sont rééligibles.

Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus sans limitation ni réserve, pour agir au nom de la société et faire toutes opérations relatives à son objet ;

Il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses administrateurs ou à un ou plusieurs directeurs pris même hors de son sein.

Les actes engageant la société vis-à-vis des tiers doivent porter soit la signature de deux administrateurs, soit celle d'un administrateur et d'un mandataire général ou spécial nommé par le conseil.

Chaque année il est tenu une assemblée générale le premier lundi de juillet et pour la première fois en 1928. Cette assemblée se tiendra au siège social.

Il est dressé chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive de la société. Il est en outre établi chaque année, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Le premier exercice commencera à la date de constitution de la société pour finir le 31 décembre 1928.

Répartition des bénéfices

Les bénéfices nets annuels de la société, déduction faite de tous frais, charges et amortissements, seront répartis de la manière suivante :

5 % pour la réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire dès que la réserve légale atteindra le cinquième du capital social.

Le solde sera réparti comme suit :

15 % au conseil d'administration ;

5 % à la disposition du conseil pour rémunérer les services du personnel.

85 % aux actionnaires.

Toutefois l'assemblée générale, sur la proposition du conseil d'administration, peut affecter tout ou partie de ce solde à la constitution d'un fonds de prévoyance ou d'amortissement.

La liquidation anticipée de la société, peut être décidée par l'assemblée générale à la majorité spéciale prévue par les statuts.

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de la liquidation, soit entre les actionnaires, et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social. A cet effet en cas de con-

testation tout actionnaire doit faire élection de domicile au lieu du siège social et toutes assignations sont régulièrement données à ce domicile.

II

Aux termes de l'acte de déclaration de souscription et de versement susindiqué, le fondateur de ladite société a déclaré :

1° Que le capital en numéraire de la société fondée par lui, s'élevant à 20.000 francs, représenté par 40 actions de 500 francs chacune, qui était à émettre en espèces, a été entièrement souscrit par divers.

2° Et qu'il a été versé par chaque souscripteur une somme égale au montant des actions par lui souscrites, soit au total 20.000 francs qui se trouvent déposés en banque.

A l'appui de cette déclaration il a été représenté un état contenant les noms, prénoms, qualités et demeures des souscripteurs, le nombre d'actions souscrites et le montant des versements effectués par chacun d'eux.

Cette pièce certifiée véritable est demeurée annexée audit acte notarié.

III

A un acte de dépôt reçu par M^e Boursier, notaire à Casablanca, le 11 février 1928, se trouvent annexées les copies certifiées conformes de deux délibérations des assemblées générales constitutives de la Société d'élevage et d'exportation d'Ain Seba.

De la première de ces délibérations en date du 3 janvier 1928, il appert :

1° Que l'assemblée générale après vérification a reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement faite par le fondateur de ladite société, aux termes de l'acte reçu par M^e Boursier, le 27 décembre 1927.

2° Qu'elle a nommé un commissaire chargé conformément à la loi d'apprécier la valeur des apports en nature faits à la société, ainsi que les avantages particuliers résultant des statuts et de faire à ce sujet, un rapport qui serait soumis à une assemblée ultérieure.

De la deuxième de ces délibérations en date du 18 janvier 1928, il appert :

1° Que l'assemblée générale adoptant les conclusions du rapport du commissaire a approuvé les apports faits à la société par M. Michon, et les avantages particuliers stipulés par les statuts.

2° Qu'elle a nommé comme premiers administrateurs :

M. Michon Lucien-Théophile-Gustave, négociant, demeurant à Paris, rue Turbigo, n° 2.

M. Monna André, employé de commerce, demeurant à Casa-

blanca, boulevard d'Anfa numéro 168.

Mlle Chaumont Marthe, sans profession, demeurant à Casablanca, 168, boulevard d'Anfa.

Lesquels ont accepté les dites fonctions personnellement ou par mandataires.

3° Que l'assemblée a nommé comme commissaire M. Cherrier Marcel, demeurant à Casablanca, rue Bouskoura n° 157, pour faire un rapport à l'assemblée générale sur les comptes du premier exercice social.

4° Enfin qu'elle a approuvé les statuts après en avoir modifié les articles 16 et 20 et a déclaré la société définitivement constituée.

IV

Le 17 février 1928 ont été déposées à chacun des greffes des tribunaux d'instance et de paix nord de Casablanca, expéditions :

1° De l'acte contenant les statuts de la société,

2° De l'acte de déclaration de souscription et de versement et de l'état y annexé.

3° De l'acte de dépôt et des deux délibérations des assemblées constitutives y annexées.

Pour extrait.

M. BOURSIER, notaire.

2777

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE RABAT

Inscription n° 1668

du 4 février 1928

Suivant acte sous signatures privées fait en triple original à Rabat, le 28 janvier 1928, dont l'un d'eux a été déposé au rang des minutes de M^e Henrion, notaire à Rabat, le même jour, duquel une expédition a été transmise au greffe du tribunal de première instance de Rabat le 4 février suivant, il a été formé entre MM. François Benito et Joseph Mira, industriels, domiciliés à Camp Monod, une société en nom collectif, ayant pour objet l'exploitation d'un fonds industriel de fabrication de crin végétal qu'ils ont créé à Camp-Monod, etc...

La durée de la société est de trois années, avec faculté pour chaque associé de la faire cesser à toute époque en prévenant son coassocié, trois mois à l'avance.

La raison et la signature sociales sont : « Société F. Benito et Mira ».

Les affaires de la société sont gérées et administrées par les deux associés avec les pouvoirs les plus étendus à cet effet.

En conséquence, chacun d'eux, a la signature sociale, mais il ne peut en faire usage que pour les affaires de la société.

Les associés apportent à celle-ci le fonds industriel de fabrication de crin végétal qu'ils exploitent conjointement à Camp Monod ensemble le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés, le matériel servant à son exploitation, fonds évalué à cent mille francs qui forme le capital social fourni également par chaque associé.

Les bénéfices nets, de même que les pertes, le cas échéant, seront répartis par moitié entre les deux associés.

Les oppositions ou déclarations de créances seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.
2684

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 21 janvier 1928, par M^e Boursier, notaire à Casablanca, il appert que M. Jean-Baptiste Champeaux, propriétaire à Casablanca, et son épouse, née Meton, ont vendu à M. Edmond-Léon Lenormand, propriétaire à Rabat, un fonds de commerce d'hôtel meublé, sis à Casablanca, 21 rue Prom; dénommé : « Hôtel Gallia », avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.
2679 R

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca

D'un acte reçu le 30 janvier 1928 par M^e Merceron, notaire à Casablanca, 12, avenue du Général-d'Amade, il appert que Mme Marie Graner, née Beigbeder, commerçante à Casablanca, a vendu à M. Isaac Nakache, agent général d'assurances, même ville, un fonds de commerce d'hôtel meublé,

sis à Casablanca, avenue du Général Moinier, entre les n^{os} 36 et 38, dénommé : « Hôtel du Midi », avec tous éléments corporels et incorporels.

Suivant clauses et conditions insérées à l'acte dont expédition a été déposée au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours, au plus tard, de la seconde insertion du présent.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.
2664 R

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le 22 ramadan 1346 (14 mars 1928), à 10 heures, dans les bureaux du nadir des Habous d'Oujda; à la cession aux enchères par voie d'échange de quatre lots :

- 1^o Terrain dit : « Atbarda », sis à Sidi Azzouz, d'une superficie de 49 hectares 76 environ ;
 - 2^o Terrain dit « Ikharruben », sis aux Ouchanen Oulad El Mongar, d'une superficie de 6 ha. 13 environ ;
 - 3^o Terrain dit « Tizi Imel », sis à Teniet Sidi Azzouz, d'une superficie de 4 ha. 29 environ ;
 - 4^o Terrain dit « Bled Azzouz », sis à Sidi Azzouz, d'une superficie de 0 ha. 50 ;
- tous situés tribu des Oulad Aïssa, près de Martimprey-du-Kiss, contrôle civil des Beni Snassen, région d'Oujda.

Sur la mise à prix respective de :

- 1^{er} lot : 34.832 francs ;
- 2^e lot : 3.065 francs ;
- 3^e lot : 2.145 francs ;
- 4^e lot : 250 francs.

Pour renseignements s'adresser : au nadir des Habous à Oujda, au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous) à Rabat.

2675 R

Réquisition de délimitation des massifs boisés du cercle de Marrakech-banlieue

L'inspecteur général des eaux et forêts, directeur des eaux et forêts, officier de la Légion d'honneur.

Vu l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) :

Vu l'arrêté viziriel du 18 septembre 1915 sur l'administration du domaine de l'Etat,

Requiert la délimitation des massifs boisés du cercle de Marrakech-banlieue, situés sur le territoire des tribus Reraïa et Ourika.

Les droits d'usage qu'y exercent les indigènes riverains sont ceux de parcours des troupeaux et d'affouage au bois mort pour les besoins de la consommation domestique.

Les opérations commenceront le 1^{er} mars 1928.

Rabat, le 10 décembre 1927.

Boudy.

Arrêté viziriel

du 31 décembre 1927 (6 rejeb 1346) relatif à la délimitation des massifs boisés du cercle de Marrakech-banlieue (région de Marrakech).

Le Grand Vizir.

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu la réquisition en date du 10 décembre 1927, de l'inspecteur général des eaux et forêts, directeur des eaux et forêts du Maroc, tendant à la délimitation des massifs boisés du cercle de Marrakech-banlieue (région de Marrakech) ;

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des massifs boisés du cercle de Marrakech-banlieue (région de Marrakech) situés sur le territoire des tribus ci-après désignées : Reraïa et Ourika.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 1^{er} mars 1928.

Fait à Rabat, le 6 rejeb 1346, (31 décembre 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 6 janvier 1928.

Le Commissaire résident général,

T. STEEG.

2597

Réquisition de délimitation des massifs boisés de l'annexe d'Amizmiz (région de Marrakech).

L'inspecteur général des eaux et forêts, directeur des eaux et forêts du Maroc, Officier de la Légion d'honneur.

Vu l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), portant règlement sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu l'arrêté viziriel du 18 septembre 1915 sur l'administration du domaine de l'Etat ;

Requiert la délimitation des massifs boisés de l'annexe d'Amizmiz (région de Marrakech) situés sur le territoire des tribus Ouzguita et Goundafa.

Les droits d'usage qu'y exercent les indigènes riverains sont ceux de parcours des troupeaux et d'affouage au bois mort pour les besoins de la consommation domestique.

Les opérations commenceront le 15 mars 1928.

Rabat, le 15 décembre 1927.

Boudy.

Arrêté viziriel

du 13 janvier 1928 (19 rejeb 1346) relatif à la délimitation des massifs boisés de l'annexe d'Amizmiz (région de Marrakech).

Le Grand Vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu la réquisition en date du 30 juillet 1926, de l'inspecteur général des eaux et forêts, directeur des eaux et forêts du Maroc, tendant à la délimitation des massifs boisés de l'annexe d'Amizmiz (région de Marrakech), situés sur le territoire des tribus Ouzguita et Goundafa ;

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des massifs boisés de l'annexe d'Amizmiz (région de Marrakech) situés sur le territoire des tribus ci-après désignées : Ouzguita - Goundafa.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 15 mars 1928.

Fait à Rabat,

le 19 rejeb 1346, (13 janvier 1928).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat le 23 janvier 1928.

Le Commissaire Résident Général,

T. STEEG.

2680 R

Réquisition de délimitation concernant l'immeuble domaniale dit « Terrain d'Agadir », situé sur le territoire d'Agadir.

Le chef du service des domaines,

Agissant au nom et pour le compte du domaine privé de l'Etat, en conformité des dis-

positions de l'article 3 du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341),

Requiert la délimitation de l'immeuble domanial dénommé « Terrain d'Agadir », inscrit sous le n° 44 au sommier des biens domaniaux d'Agadir.

Cet immeuble, d'une superficie approximative de quatre mille neuf cent quarante-quatre hectares, est limité :

Au nord, par les Ait Tameur, depuis Tanouf el Hachtoub, en suivant un ravin et une ligne de kerkours jusqu'à un autre ravin, puis par les Idda ou Tanan ;

Au nord-est, par les Ida ou Tanan, la limite traverse l'oued de Tamrart et passe au nord du douar Igden ou Fouitous, puis la limite est constituée par un ravin et ensuite par un sentier jusqu'à sa rencontre avec le ravin dit « Oued Assersif » qu'elle suit au delà d'un puits indivis entre le domaine privé de l'Etat et les Ida ou Tanan ;

A l'est, par les Ida ou Tanan en suivant une ligne de bornes et un sentier traversant la forêt d'Idkaue, puis par les Mesguina au delà de ce sentier jusqu'au lieu dit « Inintanout », ensuite par un sentier et une piste carrossable d'Agadir à Tildi et par un sentier de Tildi à l'azib de Si Mohamed ben Haj Lahsen Ksima ayant comme riverains les Mesguina ;

Au sud, par le khendeg des Oulad el Haouar, depuis l'azib précité jusqu'à la mer en ayant comme riverains les Ksima ;

Au sud-ouest et à l'ouest, par l'Océan Atlantique ; riverain : le domaine public maritime.

Les limites sont telles, au surplus, qu'elles sont déterminées par un liséré rouge au plan annexé à la présente requête.

A la connaissance du service des domaines, il n'existe sur ledit immeuble aucun droit de propriété légalement établi au profit de particuliers autres que des droits de zina concernant les constructions de Founti, d'Agadir, des douars Tildi, Tadert, Tamrart, Aourir, etc... compris dans le périmètre ci-dessus décrit.

Les opérations de délimitation commenceront le mardi 20 mars 1928, à 9 heures, à l'angle nord-ouest de la propriété, telle qu'elle est délimitée par un liséré rose au plan annexé à la présente réquisition.

Rabat, le 21 novembre 1927.
FAVEREAU.

Arrêté viziriel

du 21 décembre 1927 (26 jomada II 1346) ordonnant la délimitation de l'immeuble domanial dit « Terrain d'Agadir », situé sur le territoire d'Agadir.

Le Grand vizir,

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341) ;

Vu la requête du chef du service des domaines, en date du 21 novembre 1927 et tendant à fixer au 20 mars 1928 les opérations de délimitation de l'immeuble makhzen dit « Terrain d'Agadir », inscrit sous le n° 44 au sommier des biens domaniaux d'Agadir,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation de l'immeuble domanial dit « Terrain d'Agadir », inscrit sous le n° 44 au sommier des biens domaniaux d'Agadir, conformément aux dispositions du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334).

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 20 mars 1928, à 9 heures, à l'angle nord-ouest de la propriété, telle qu'elle est délimitée par un liséré rose au plan annexé au présent arrêté, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat,
le 26 jomada II 1346,
(21 décembre 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 29 décembre 1927.

Le Commissaire
résident général,
T. STERG.

2697 R

Arrêté viziriel

du 3 décembre 1927 (8 jomada II 1346) reportant au 19 mars 1928 la date des opérations de délimitation des immeubles domaniaux dits « Bour des Menabah » et « Séguia Hachtoukia », sis en tribu des Rehamna (Marrakech-banlieue).

Le Grand Vizir,

Vu l'arrêté viziriel du 15 avril 1925 (21 ramadan 1343) ordonnant la délimitation des immeubles domaniaux dits « Bour des Menabah » et « Séguia Hachtoukia », et fixant au 6 octobre 1925 la date des opérations ;

Vu l'arrêté viziriel du 8 mai 1926 (25 chaoual 1344) reportant cette date au 4 octobre 1926 ;

Attendu que les opérations n'ont pu être effectuées à la date susindiquée mais que les circonstances actuelles en permettent la reprise,

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles domaniaux occupés par le guich des Menabah et composés de deux lots dénommés « Bour des Menabah » et « Séguia Hachtoukia », avec son périmètre d'irrigation, situés dans la tribu des Rehamna, en bordure de la route de Mazagan à Mar-

rakech, sur la rive droite de l'oued Tensift (Marrakech-banlieue), conformément aux dispositions du dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'Etat, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341).

Art. 2. — Les limites et les superficies de ces immeubles sont telles qu'elles sont indiquées à la réquisition de délimitation en date du 23 mars 1925, présentée par le chef du service des domaines et annexée à l'arrêté viziriel susvisé du 15 avril 1925 (21 ramadan 1343).

Art. 3. — Les opérations de délimitation commenceront le 19 mars 1928, à neuf heures, à l'angle nord-ouest de la propriété, au marabout de Laha Saïd, à proximité du croisement de la piste du souk El Had avec la route de Mazagan à Marrakech, et se continueront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le
8 jomada II 1346,
(3 décembre 1927).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 décembre 1927.

Le Commissaire
résident général,
T. STERG.

2695 R

LA BANQUE ANGLAISE BANK OF BRITISH WEST AFRICA LTD.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Casablanca, Fez-Mellah et Fez-Médina, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise - Casablanca
Bureaux à louer

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel n° 801 en date du 28 février 1928,

dont les pages sont numérotées de 573 à 624 inclus

L'imprimeur.

Vu pour la légalisation de la signature

de M. , chef de l'Exploitation de l'Imprimerie

Officielle, apposée ci-contre.

Rabat, le..... 192